

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16156 - 7 F

SAMEDI 4 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'Eglise orthodoxe serbe condamne le président Milosevic

L'ÉGLISE ORTHODOXE de Serbie a fêté, jeudi 2 janvier, une violente attaque contre Slobodan Milosevic. Dans un communiqué publié à Belgrade, trente-cinq évêques ont accusé le président serbe de « tenter de semer la discorde et de provoquer l'effusion de sang uniquement pour garder le pouvoir ». L'épiscopat reproche aussi au président d'avoir « trahi les territoires occidentaux serbes (les Serbes de Bosnie et de Croatie) ».

Cette déclaration, applaudie par l'opposition, est intervenue à la veille de la réunion de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui devait examiner son rapport de mandat à Belgrade de rendre à l'opposition sa victoire électorale au scrutin municipal du 17 novembre 1996.

Lire page 3

Deux proches de Jacques Chirac nommés à la Banque de France

Jean-René Bernard et Pierre Guillen entrent au Conseil monétaire

LE CONSEIL des ministres du vendredi 3 janvier a nommé au Conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France Pierre Guillen et Jean-René Bernard, deux personnalités proches du président de la République. Ce dernier-ci espère trouver ainsi un contre-poids à l'autorité de Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque, qu'il n'a cessé de critiquer plus ou moins discrètement. Ces nominations ont donné lieu à d'intenses tractations au sein de la majorité. Deux postes étaient à pourvoir, ceux de Bruno de Maulde et de Jean Boissonnat qui, par tirage au sort en 1994, avaient été désignés pour trois ans.

Les sortants étaient des partisans affichés de la politique du franc fort, tandis que les positions de MM. Guillen et Bernard apparaissent plus incertaines. L'équilibre au sein du CPM pourrait donc être modifié en faveur d'une politique monétaire plus souple, susceptible d'inquiéter les marchés financiers.

Lire pages 5 et 10

Un élu socialiste impose un hébergement aux SDF

Le froid a tué sept personnes jeudi

LE FROID glacial qui saisis la France, où le thermomètre est descendu jusqu'à -22,1 dans l'Aube, a fait sept victimes supplémentaires, jeudi 2 janvier, portant le nombre de décès imputables aux conditions climatiques à vingt-deux. Parmi elles, les sans-domicile fixe sont les plus touchés. Alors que la navigation fluviale est partiellement interrompue dans l'Est, la vague de froid et la neige ont fortement perturbé la circulation ferroviaire et routière, notamment dans la région Rhône-Alpes, où Météo France annonçait de nouvelles chutes de neige et des pluies verglaçantes à partir de la mi-journée, vendredi. Environ dix mille usagers de la SNCF se sont trouvés bloqués, ainsi que plusieurs milliers d'automobilistes, dans la vallée du Rhône. Ils ont en partie trouvé refuge dans des centres d'hébergement d'urgence : des salles des fêtes ou des lycées, ouverts par les collectivités locales.

Par ailleurs, l'initiative du maire (PS) de Loosjumeau (Essonne),

Lire page 20



Rodez sous l'électrochoc Antonin Artaud

RODEZ

de notre correspondant
« Mordre ! » En 1896, Alfred Jarry propulsait son père Ubu sur scène avec ce mot en bouche. La même année, l'écrivain et acteur Antonin Artaud naissait. Le docteur André Gassiot, médecin-chef du secteur psychiatrique de l'hôpital de Rodez (Aveyron), homme de l'ère et de lettres à ses heures, sourit de cette correspondance. Le psychiatre, fasciné par cette personnalité et cette œuvre, y trouve là un signe. Il aime bien ouvrir ainsi des tiroirs, puis les refermer aussitôt.

Artaud a laissé des traces ici, des milliers de feuillets réunis dans les *Cornets de Rodez*. C'est dans ce chef-lieu cossu de l'ancienne province du Rouergue qu'il fut interné, du 11 février 1943 au 25 mai 1946, et livré aux « soins » du docteur Gaston Ferrière, le prédecesseur du docteur Gassiot. Lequel administra quarante et un électrochocs à ce squelette de 55 kilos.

Cinquante ans après, la ville de Rodez a voulu se réconcilier avec ce personnage hors du commun disparu en 1948, comme s'il s'agissait pour elle de réparer une faute. Elle a donc célébré, tout au long de l'année

1996, le centenaire de la naissance de l'écrivain à travers expositions, cafés littéraires, conférences, lectures et prix de poésie. Le docteur Gassiot y a largement participé, reprenant au portemanteau de l'hôpital la blouse blanche laissée par le docteur Ferrière et se prêtant au jeu de rôles.

Le médecin-chef n'est pas de ces poétistes habiles à renier les méthodes utilisées par son collègue et à diaboliser Rodez. Simplement, il prend Antonin par le bras - « Chacun connaît son Artaud », dit-il - et ne parle plus de délire polymorphe.

Il laisse émerger ses doutes de psychiatre sur l'origine du mal. Artaud a-t-il souffert de troubles psychiques graves ou des effets d'une pharmacopée trop lourde qui lui a été appliquée à coups de Laudanum depuis l'enfance, puis de substances antipsychiques établies sur faux diagnostic à l'âge adulte ? « Il souffrait du tout », affirme le docteur Gassiot, qui pense qu'on a d'abord affaire à un homme doué d'une formidable capacité de création.

Alors, il s'est mis à fouiller les lieux d'Artaud à Rodez, à observer ses gestes, ses désordres. Il sait, lui, qu'il aurait pu le calmer, qu'il dédient maintenant l'arsenal neurolept-

tique capable d'apaiser la crise en évitant les séquelles. Il a compris qu'Artaud a fait de sa vie une tentative permanente d'autothérapie par la création artistique.

Le grand écrivain cherchait à se soustraire à l'électrochoc. « Il me désespère, il m'engourdit la pensée et le cœur, il fait de moi un absent qui se connaît absent », écrivait-il à Ferrière. Le docteur Gassiot a donc cherché à réintégrer l'écrivain dans la société. A travers les multiples initiatives culturelles prises par la ville, il l'a ainsi autorisé à sortir, à se replonger au sein des cercles artistiques, à voir des amis, à parler, à échanger, à proposer ses œuvres au regard des autres.

En ce début d'année 1997, le docteur Gassiot a raccroché sa blouse à son clou. Les festivités Artaud sont terminées sur la ville. Il assure qu'électrochoc ou chimiothérapie, cela n'aurait pas changé grand-chose, « le génie créatif est ou n'est pas. Seulement, Artaud aurait eu d'un meilleur confort et de plus de moyens d'exprimer ce qu'il avait à exprimer. Et il aurait aussi obtenu le prix Sainte-Beuve... ».

Elia da Silva

Lire page 5

La dernière des dix-huit années de thatchérisme

« EN REGARDANT en arrière, beaucoup de gens seront profondément réconfortés de voir la fin de l'année 1996. (...) Aucun d'entre nous ne sait ce que 1997 nous apportera. Au plan national, nous aurons des élections générales. Individuellement, toutes sortes de défis et d'incertitudes nous attendent. » Ce message de Nouvel An du prince de l'Église d'Angleterre, le docteur George Carey, témoigne du malaise politique et social qui perdure outre-Manche, et cela en dépit d'une reprise économique enviable et d'une baisse, officielle, du chômage.

Car, en cette année 1997, qui risque fort d'être la dernière de dix-huit ans de thatchérisme, les interrogations persistent chez des Britanniques présentés par beaucoup d'économistes et de politiciens étrangers comme la preuve vivante des succès du nouveau libéralisme. L'Église officielle rappelle que la morale publique - en clair « l'engagement sans compromission de protéger ceux qui sont faibles et vulnérables », pour reprendre les mots du docteur Carey - doit passer avant les profits d'un petit nombre.

Le moral des salariés ne cesse de prendre l'eau. Et les travaillistes semblent en passe de remporter les prochaines élections. Ingratitude diront les uns, lassitude devant un pouvoir usé et que ses certitudes

idéologiques ont éloigné de la réalité quotidienne d'ont les autres.

L'optimisme statistique tant vanté - l'économie britannique en est à sa cinquième année consécutive de croissance soutenue - ne convainc plus guère ceux qui sont censés en bénéficier. D'autant que la récente remontée de la livre a érodé la compétitivité du pays et risque d'avoir des conséquences

sur l'emploi. Selon une enquête récente de l'organisme d'étude d'opinions IPR, le *feel good factor* (le sentiment de satisfaction) espéré par le gouvernement conservateur de John Major d'ici aux élections n'est toujours pas au rendez-vous. Le moral et la motivation dans les entreprises sont « en chute libre » depuis 1990. L'insécurité de l'emploi - le fruit de cette fameuse

« flexibilité » du marché du travail - en est la raison principale. Le pourcentage de salariés sûrs de leur avenir professionnel est passé de 76 % à 43 % ; celui de ceux qui espèrent une promotion a chuté de 42 % à 19 % ; ceux qui s'identifient à leur entreprise ne sont plus que 60 % au lieu de 76 %.

Les critiques de l'épiscopat anglican, reprises par l'Église catholique en octobre dans un document sur le « bien commun », ont fait mouche chez les Tories. Le chef de leur aile droite, John Redwood, a dénoncé les préoccupations sociales de l'Église, accusant celle-ci de « prêcher le relativisme moral et le scepticisme religieux au lieu d'être la voix de Dieu sur terre ». Il n'est pas jusqu'au prince de Galles, pourtant connu pour son engagement social, qui a pu écrire que « l'Église que j'aime a été balayée par des progressistes politiquement corrects ».

« Nous comprenons que les Français soient pessimistes car la situation chez nous est bloquée, nous disaient récemment un observateur anglais. Mais nous, nous pouvons au moins espérer que les choses vont changer après les élections. »

Patrice de Beer

Lire la suite page 10

Une romancière en eaux troubles



EN VIRGINIE, au sud de Richmond, Cornwell Enterprises emploie huit personnes à temps plein. Un nouveau roman, *Morts en eaux troubles*, vient de sortir de cette petite « usine ». Un septième succès mondial, forcément. Le PDG, Patricia Cornwell, dénonce avec brio la violence qui corrode les États-Unis. L'originalité de son héroïne, Kay Scarpetta, médecin légiste, et le réalisme des situations tiennent en partie à la formation de Patricia Cornwell, ancienne journaliste de faits divers, un temps auxiliaire bénévole de la police, ou informaticienne dans un centre médico-légal. Un portrait de Michel Abescat.

Lire page 9

Yves Guéna au Conseil constitutionnel

LE PRÉSIDENT du Sénat, René Moawad, a nommé, vendredi 3 janvier, Yves Guéna, 75 ans, sénateur (RPR) de la Dordogne et maire de Périgueux, au Conseil constitutionnel. Yves Guéna a fait partie dans les années 60, comme Jacques Chirac, de la jeune garde pompidolienne chargée d'investir le Sud-Ouest. Plusieurs fois ministre, il a été battu, en juin 1981, dans son fief de Dordogne, par un candidat socialiste, Roland Dumas, l'actuel président de la Cour suprême.

Lors de la discussion de la réforme qui étendait aux justiciables la saisine du Conseil constitutionnel, M. Guéna s'en était pris à l'intervention croissante de la plus haute des juridictions. « Nous sommes à la limite de l'occipital », avait-il accusé.

Lire page 5

Un grand d'Espagne



MIGUEL INDURAIN

Le quintuple vainqueur du Tour de France quitte le peloton pour la légende. Faute d'avoir trouvé un accord avec l'équipe Once, Miguel Indurain, trente-deux ans, ne pourra s'engager d'avoir surclassé les autres champions. Ce grand d'Espagne a annoncé sa décision, jeudi, à Pamplune.

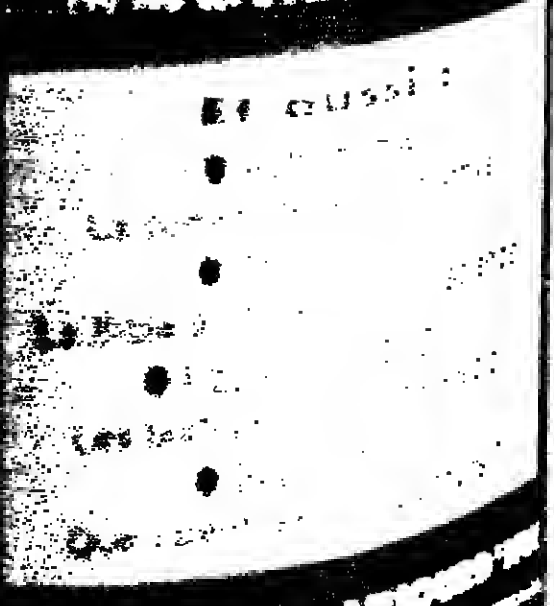
Lire page 14

International	2	Aujourd'hui	14
France	5	Jean	15
Société	6	Agenda	16
Carnet	7	Abonnements	16
Régions	8	Météorologie	16
Horizons	9	Culture	17
Entreprises	11	Guide culturel	18
Finances/Intérets	12	Radio-Télévision	19

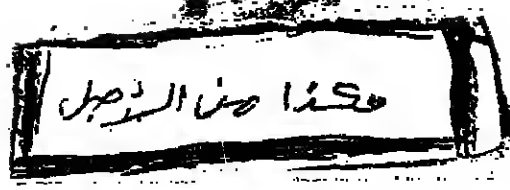
SCIENCE & VIE

L'immortalité aujourd'hui un rêve... mais demain ?

Se faire immortaliser après sa mort avec l'impact de la technologie...



VENTE DES ANNONCES



EURO Les partis socialistes et sociaux-démocrates européens ne partagent pas les mêmes points de vue sur la monnaie unique et l'Union économique et monétaire. Si au sud

de l'Union ils n'ont guère d'états d'âme et y sont largement favorables, on note de sérieuses réticences dans le nord de l'Europe, où les partis, divisés, sont soucieux de

préserver des modèles d'Etat-providence. ● EN GRANDE-BRETAGNE, le leader travailliste, Tony Blair, est certes plus « européen » que John Major mais demeure discret sur la

question, pour ne pas compromettre ses chances aux prochaines législatives. ● EN ALLEMAGNE, la marche vers l'euro suscite une nouvelle polémique au sein du Parti social-démocrate (SPD), où certains dirigeants

sont tentés de mettre la défense du mark au cœur de leur stratégie de reconquête de l'électorat à l'approche des élections générales de 1998.

La monnaie unique divise la gauche européenne

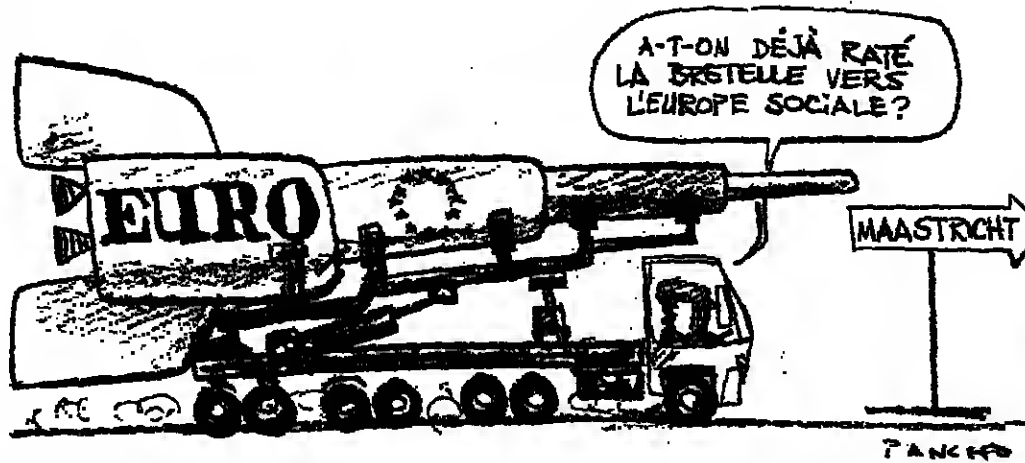
Les partis socialistes du sud de l'Union envisagent la marche vers l'euro sans états d'âme. Mais en Europe du Nord, particulièrement en Scandinavie, les sociaux-démocrates sont profondément divisés et redoutent la fin de l'« Etat-providence »

LA FAMILLE socialiste et social-démocrate est associée au pouvoir dans la plupart des gouvernements des pays de l'Union européenne. Lorsque ce n'est pas le cas, comme en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, elle pratique, dans l'opposition, une « culture de gouvernement », lui évitant de dériver vers un « euroscepticisme du refus », diabolisant la monnaie unique. Ce qui n'empêche pas qu'existent dans les divers partis des débats, parfois vifs, mettant au prises les enthousiastes de l'euro et ceux qui pensent que les sacrifices consentis pour remplir les critères de Maastricht sont insuffisamment compensés par des mesures donnant visage et identité à une Eu-

rope sociale. Au Benelux et en Autriche, pays où les monnaies nationales sont solidement ancrées au deutschmark, et où les socialistes participent au pouvoir en coalition avec des chrétiens-démocrates, les débats budgétaires de l'année 1996 ont montré des socialistes marchant main dans la main avec leurs partenaires conservateurs pour opérer des coupes dans les dépenses publiques afin de parvenir, au prix parfois de contorsions risquées, à ce fameux plafond de 3 % du déficit public pour faire partie du « premier peloton » d'entrée dans la monnaie unique.

Cela n'a pas été sans quelques déboires électoraux et grogne dans les rangs syndicaux, notamment en Autriche, où les démagogues de l'extrême droite populiste de Jörg Haider ont taillé des croupières au Parti social-démocrate du chancelier Vranitzky. L'Italie, où la coalition de l'Olivier est animée par d'anciens communistes convertis à une social-démocratie européenne, se serre la ceinture pour se présenter en bon ordre au départ du train de l'euro en 1999.

L'Europe du Sud, notamment l'Espagne et le Portugal, abrite des socialistes, au pouvoir à Lisbonne et depuis peu dans l'opposition à Madrid, qui se moquent d'une loyauté européenne sans faille,



conscients du saut prodigieux vers la démocratie et le développement économique permis par leur intégration dans la Communauté en 1986. La Grèce, qui est la lanterne rouge de l'Union dans tous les critères de Maastricht, à l'exception de l'endettement public, dont les Belges sont les champions, a opéré un virage vers la rigueur avec l'arrivée au pouvoir de Costas Simitis, successeur à la tête du Pasok d'un Andreas Papandréou qui avait fait du laxisme budgétaire et de l'indulgence électoraliste des subventions de Bruxelles un art de gouverner et

de durer. En Europe du Nord, l'intégration européenne et, à présent, la marche vers la monnaie unique suscitent de vifs débats.

PETITS PAS

Au Danemark, pourtant membre de la Communauté depuis 1972, chaque « petit pas » en avant nécessite immédiatement les adversaires de l'Union, jugés pêle-mêle bureaucratiques et anti-démocratiques. Les Danois, on s'en souvient, avaient dit « non » à Maastricht, par référendum, en juin 1992, et leurs partenaires leur avaient ac-

cordé une série de dérogations, lors du conseil européen d'Edimbourg, pour leur permettre de rester dans le « train européen ». Le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, est un européen convaincu, mais il sait qu'il doit manœuvrer sur ce terrain avec une extrême prudence. Son Parti social-démocrate est, en effet, profondément divisé : un électeur sur deux est hostile à Maastricht.

Dans un pays comme la Suède, entrée dans l'Union au 1^{er} janvier 1995, les adversaires de l'adhésion n'ont pas non plus baissé les bras.

Ils sont nombreux au sein du puissant Parti social-démocrate au pouvoir, et le chef du gouvernement, Göran Persson, ne s'est toujours pas clairement prononcé sur la participation de la Suède à l'Union économique et monétaire.

Certes, il mène une politique d'assainissement des finances publiques musclée, fort impopulaire, visant « à sauver l'essentiel de l'Etat-providence », mais il sait, comme son homologue danois, qu'une marche forcée vers l'euro compromettrait l'unité sacrée du Parti social-démocrate. D'où son souhait d'organiser un vaste débat national sur l'entrée de la Suède dans l'Union économique et monétaire (UEM), puis d'un congrès extraordinaire du parti avant un éventuel vote du Parlement l'année prochaine. Aujourd'hui, en tout cas, plus de 60 % des Suédois sont, selon les sondages, hostiles à l'euro. Les Finlandais sont au bout du compte les moins réticents. Leur monnaie, le markka, a rejoint le système monétaire européen, et le premier ministre social-démocrate, Paavo Lipponen, estime, en dépit des critiques qui s'expriment au sein de sa formation, que son pays doit être au rendez-vous de l'UEM.

Alain Debove
et Luc Rosenzweig

Le soutien critique du PS français

« OUI » à la monnaie unique, « non » à la façon « actuelle » de la faire. Telle est la ligne de crête sur laquelle se tient désormais le Parti socialiste français et qu'il a retenue dans son projet économique. Comme l'ensemble du texte, cette orientation a été adoptée par le conseil national du PS début novembre, puis ratifiée en décembre par ses militants. Il s'agit donc d'une sorte de soutien critique à l'euro qui réaffirme la démarche des socialistes français en faveur de la monnaie unique, mais l'assortit de conditions restrictives, tout en tournant le dos aux discours trop teintés d'« autre » politique.

Cette ligne « euro-réaliste », ce « ni-ni » monétaire, définis par le premier secrétaire, Lionel Jospin, mis en forme par Pierre Moscovici, chargé des études au secrétariat national, n'ont pas été adoptés sans débat. La question de la monnaie unique a été l'occasion d'une opposition ferme entre Lionel Jospin et Henri Emmanuelli. Ce dernier a vigoureusement plaidé – par voie d'amendement finalement retiré – en faveur d'un décrochage du franc par rapport au mark, dénonçant ainsi la politique du « franc fort », qui, à ses yeux, « a consisté à s'aligner pour des raisons politiques et non économiques sur la Bundesbank ».

QUATRE CONDITIONS

M. Emmanuelli, isolé, n'est pas parvenu à amener les socialistes sur ses positions. Pas question de dévaluer le franc. M. Jospin a réaffirmé cette ligne, en qualifiant de « baroudage » les propos de Valéry Giscard d'Estaing suggérant, le 21 novembre 1996, une dépréciation de la monnaie nationale par rapport à la devise allemande.

La question franc-mark évacuée, le PS met en avant quatre conditions au passage à la monnaie unique. Il refuse d'abord un noyau dur monétaire autour du mark et souhaite une « Union européenne dotée d'une monnaie unique » avec l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne. Il réclame, ensuite, la mise en place d'un véritable gouvernement européen, compétent pour définir les orientations de politique économique et la politique de change. Il propose, en outre, l'élaboration d'un « pacte de solidarité et de croissance », estimant que la décision de passer à la monnaie unique doit reposer sur une appréciation « politique » et non « comptable » des critères de convergence. Enfin, il juge « nécessaire » la révision de la parité entre le dollar et l'euro, « de telle sorte que celui-ci ne soit pas surévalué ».

Toutes ces conditions ne sont pas forcément acceptables vues d'Allemagne. Le PS, prêt à ouvrir un bras de fer, parle, toutefois, sur l'issue positive de celui-ci.

Caroline Monnot

Un Labour prudent pour ne pas compromettre ses chances aux élections

LONDRES

de notre correspondant
Si le Parti travailliste, à l'instar de son chef, Tony Blair, se montre plus pro-européen que le gouvernement conservateur de John Major, c'est avec ce pragmatisme caractéristique des politiciens d'outre-Manche. Seul le petit Parti libéral-démocrate affirme, sans complexe, des couleurs franchement européennes. Il espère influer dans ce sens si le Labour n'obtient pas la majorité absolue aux Communes lors des élections prévues, au plus tard, pour le 1^{er} mai.

Prenons l'exemple de la Charte sociale européenne : M. Blair est « pour », et il a soutenu la récente décision de la Cour européenne de justice obligeant Londres à respecter la réglementation communautaire sur les horaires de travail et les congés payés. Mais, comme il le déclarait récemment au Monde : « Notre critère, c'est l'intérêt économique de la Grande-Bretagne », et il n'est pas question d'imposer à Londres une vision sociale à l'allemande de la Charte : « Nous avons fait savoir très clairement que si l'on tentait de nous y forcer, nous résisterions ». Le Labour vient de le faire comprendre fermement au ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, qui avait eu la mauvaise idée de donner aux Britanniques des conseils sur leur politique européenne.

BONN

de notre correspondant
Aucun thème plus brûlant, en Allemagne, que celui de la future monnaie unique européenne. En dépit de la trêve du Nouvel An, une nouvelle controverse permet de constater que les divisions de la classe politique sur la question de l'euro, tout particulièrement au sein du Parti social-démocrate (SPD), sont sans doute plus grandes qu'on ne croit. Sachant que l'opinion publique allemande demeure largement défavorable à la monnaie unique, un tel débat resurgit à chaque nouvelle étape de la marche menant à l'abandon du deutschmark.

Mais à Bonn, où règne une atmosphère de consensus pro-européen entre les grands partis, on en perçoit mal les contours. Une fois de plus, la polémique a donc été lancée depuis Hanovre, une des ces

Mals, si les travaillistes contestent la vision sociale imposée par l'idéologie thatcherienne au pouvoir au Royaume-Uni depuis 1979, ils ne vont pas jusqu'à la rejeter en bloc : « Nous ne changerons pas la réglementation [sociale] prise par les Tories dans les années 80.

nouvelle droite ». Et surtout une priorité qui domine toutes les autres : remporter à tout prix les prochaines élections.

Même « réalisme » face à la monnaie unique. Ce qui explique, sans doute, la volte-face du Labour à la mi-novembre, quand Gordon

Les « leçons » de Klaus Kinkel aux Anglais

Le franc-parler du message de Nouvel An du ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, est resté en travers de la gorge des hommes politiques britanniques, si chatouilleux sur leur orgueil national quand il s'agit d'Europe. Commentant les prochaines élections, M. Blair avait émis le souhait que « la Grande-Bretagne prenne une décision claire sur sa politique européenne. Elle appartient à l'Europe, et l'Europe a besoin d'elle ». Il avait appelé à de nouveaux efforts pour simplifier le processus de décision communautaire en réduisant le pouvoir de veto des Etats membres – un objet d'anathème pour le gouvernement de M. Major ! Enfin, il avait insisté sur le fait que les préparatifs de la monnaie unique – autre bête noire des eurosceptiques de tous bords – se poursuivraient tout au long de 1997. Pour une fois unanimes, les trois partis britanniques ont condamné ce qu'ils ont vu comme un oukase de Bonn et une ingérence intolérable dans leurs affaires intérieures. – (Corresp.)

Nous ne voulons pas être emportés par une législation sociale trop hâtive », dit M. Blair. Il définit le Labour comme « le nouveau centre gauche dans le monde d'aujourd'hui, favorable à un rôle spécifique et limité du gouvernement et se situant à mi-chemin entre le contrôle étatique, le laissez-faire et la déréglementation : ni la vieille gauche ni la

Brown – le chancelier de l'échiquier du cabinet « fantôme » et tête de file des pro-européens – a annoncé, un dimanche matin, à la télévision qu'un gouvernement travailliste issu des urnes consulterait la population par référendum avant de décider d'accéder à l'Union économique et monétaire. Il rejoignait ainsi la position des Tories. Pragma-

tisme imposé par les divisions sur l'Europe au sein du parti – même si elles sont beaucoup moins béantes que chez les conservateurs –, mais aussi par l'humeur de plus en plus chauvine d'une opinion en permanence matraquée à sens unique par une propagande euro-sceptique. M. Blair en est conscient, qui nous disait : « Les Britanniques sont mal à l'aise à propos de l'Europe. C'est normal, car les ministres ne la défendent pratiquement jamais ». Pourtant, les dirigeants travaillistes ne mouillent guère leur chemise pour venir à son aide.

CONSULTATION POPULAIRE

Si le Labour gagne les élections, il n'aura que quelques semaines pour faire voter par les Communes la législation nécessaire pour rejoindre l'Union économique et monétaire (UEM) et organiser une consultation populaire des plus risquées. Encore faudra-t-il un préalable convaincant : les euro-conspectes comme le secrétaire « fantôme » au Foreign Office, Robin Cook, guère favorable à une accession à l'UEM avec la première vague. Il faudra aussi s'assurer, selon les termes de M. Blair, que la monnaie unique sera bénéfique à l'économie britannique : « Nous n'y sommes pas opposés mais nous devons nous assurer que nos conséquences économiques ». Si M. Brown reste persuadé que le

Royaume-Uni pourrait faire partie de la première vague, « c'est peut-être politiquement vrai ; mais cela semble techniquement très difficile ».

Comme de coutume, les Britanniques devraient donc attendre de voir – le fameux « wait and see » – si l'euro réussit son entrée avant de prendre leur décision. Il n'empêche que le Labour est devenu fondamentalement plus européen que les Tories et que M. Blair est beaucoup plus à l'aise avec les hommes politiques du continent que ne l'est M. Major. Il semble convaincu que l'avenir de son pays ne peut se construire en dehors de l'Union européenne, il en résulte que les dirigeants européens verraient d'un bon œil l'arrivée au 10, Downing Street d'une équipe travailliste et espèrent – peut-être un peu vite – avoir des relations moins conflictuelles avec M. Blair qu'avec M. Major.

Le dirigeant travailliste affirme vouloir mettre un terme à la valse-hésitation des Tories face à une Europe devenue leur Némésis : « On ne peut être que dedans ou dehors ; cela ne rime à rien d'être isolés au sein de l'Europe ! » Une Europe qu'il veut « ouverte, forte et cohésive ». Mais, ajoute-t-il, « je ne crois pas que les gens veulent l'abandon de l'Etat-nation, que ce soit ici, en France ou en Allemagne ».

Patrice de Beer

L'abandon du deutschmark provoque une polémique au sein du SPD

grandes capitales régionales où, comme à Munich ou à Dresde, il est de bon ton d'afficher son scepticisme à l'égard de Bruxelles.

En évoquant, dans une interview parue, lundi 30 décembre, dans l'hebdomadaire Focus, la possibilité d'un veto social-démocrate à la monnaie unique au cas où les conditions prévues par le traité de Maastricht ne seraient pas respectées, le ministre-président social-démocrate de Basse-Saxe, Gerhard Schröder, vient de rappeler que le camp des antimastrichtiens allemands n'a pas l'intention de se taire en 1997.

Le propos doit être pris au sérieux, car le Parlement allemand (Bundestag et Bundesrat) s'est réservé le droit de donner son avis, au premier semestre de 1998, sur le choix des pays retenus pour entrer dans la zone euro. Même si le vote des parlementaires allemands n'a

aucun caractère impératif pour le gouvernement de Bonn, un refus aurait des conséquences politiques énormes en Allemagne. L'avertissement récent du président de la République, Roman Herzog, – « Bâtissons surtout de faire de la monnaie unique un sujet de la prochaine campagne électorale » – restera sans doute lettre morte.

CANDIDAT À LA CHANCELLERIE

Comme le montre le propos de Gerhard Schröder, certains dirigeants sociaux-démocrates ont la tentation de mettre la défense du deutschmark au cœur de leur stratégie de reconquête des électeurs à l'approche des élections générales de 1998. Pour l'instant, les opposants à la monnaie unique restent minoritaires au sein du SPD. Il savent que cette option est très risquée, comme l'a montré un récent scrutin régional dans le Bade-Wur-

temberg. En mars 1996, la spectaculaire campagne « anti-euro » du SPD dans cette région industrielle du sud-ouest de l'Allemagne s'était soldée par une défaite historique du parti.

De toute évidence, le débat s'inscrit dans un jeu de politique politicienne : Gerhard Schröder, qui nourrit des ambitions de candidat à la chancellerie fédérale, veut se démarquer des positions pro-Maastricht du président du SPD, Oskar Lafontaine. Ce dernier, qui n'a pourtant pas toujours été un ardent défenseur de la monnaie unique, a rappelé, au lendemain des derniers propos de son rival de Hanovre, qu'il était en faveur de l'introduction de la monnaie unique au 1^{er} janvier 1999, à condition que celle-ci soit mise au service d'une stratégie de croissance et d'emploi définie à l'échelle européenne.

Le discours de Gerhard Schröder

est plus radical : « Si, dit-il, on se rend compte à la fin de 1997 que le respect des critères pour l'introduction de la monnaie unique ne peut être obtenu qu'au prix d'énormes dérapages sociaux et politiques, alors il vaut mieux ne pas se laisser contraindre par le calendrier fixé ».

De manière assez habile, le ministre-président de Basse-Saxe pousse ses arguments à droite et à gauche. Il choisit de flatter le conservatisme de ses électeurs en défendant le deutschmark comme monnaie forte – au même titre que n'importe quel antimastrichtien de droite – sans oublier de se faire le porte-parole de tous ceux qui trouvent que la marche vers la monnaie unique signifie trop de sacrifices sociaux. En définitive, ce dilemme est celui de tous les sociaux-démocrates allemands.

Lucas Delattre

L'Eglise orthodoxe de Serbie condamne fermement le président Milosevic

Le communiqué, signé par trente-cinq évêques, a été applaudi par l'opposition

Le Saint-Synode orthodoxe, réuni jeudi 2 janvier à Belgrade, s'en est pris très durement au président Slobodan Milosevic. Un texte signé par trente-cinq évêques

de Serbie a été lu pendant le rassemblement quotidien de l'opposition dans le centre de Belgrade, soulevant de longs applaudissements de la foule.

« sont convaincus que seul le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme et la reconnaissance des résultats des élections du 17 novembre peuvent apporter l'espoir d'un avenir meilleur et d'une vie paisible au peuple serbe tout entier et aux autres citoyens de la Serbie ».

Cette violente mise en cause est intervenue à la veille d'une réunion de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui devait, vendredi à Vienne, être consacrée à l'examen de son rapport demandant à Belgrade de rendre à l'opposition sa victoire électorale du 17 novembre.

Washington appelle l'OSCE à condamner le gouvernement serbe

Les Etats-Unis ont appelé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à condamner Slobodan Milosevic lors de sa réunion extraordinaire, vendredi 3 janvier, si le président serbe persiste à ne pas reconnaître les résultats des élections municipales. L'OSCE devait débattre vendredi à Vienne de son rapport, demandant aux autorités serbes de restaurer la victoire de l'opposition. « Nous espérons vraiment que la réunion de l'OSCE sera centrée sur une condamnation très rapide et décisive du gouvernement serbe, si celui-ci ne se décide pas à respecter le résultat de ces élections », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Dans un communiqué publié à Bruxelles, la présidence irlandaise de l'UE demande à Belgrade de se conformer aux conclusions de Felipe Gonzalez, qui avait estimé que l'opposition avait remporté les élections dans quatorze villes de Serbie. (AFP)

La prise de position de l'Eglise orthodoxe serbe, dont le Saint-Synode est l'instance suprême, est sans conteste la plus dure qu'elle ait jamais adressée à Slobodan Milosevic depuis son arrivée au pouvoir en 1989. Mais après avoir longtemps soutenu le président serbe, en le considérant comme le champion des intérêts serbes en Croatie en Bosnie et au Kosovo, l'Eglise orthodoxe avait déjà reproché au pouvoir de Belgrade d'avoir trahi ces minorités.

Le patriarche Pavle avait à cette époque régulièrement rencontré Radovan Karadzic, le chef des Serbes de Bosnie accusé de génocide et de crimes de guerre. En mars 1993, l'un des évêques les plus respectés, Atanasije Jevtic, avait fait sensation en traitant le président Milosevic de « traître », lui reprochant d'être prêt à des concessions au détriment des Serbes de Croatie et de Bosnie.

Lors des élections législatives de décembre 1993, le patriarche Pavle avait recommandé de ne pas se prononcer pour le Parti socialiste de Slobodan Milosevic, en lui reprochant déjà de ne pas autoriser l'enseignement religieux dans les écoles. Une assemblée épiscopale s'était, d'autre part, solidarisée en 1994 avec les Serbes de Bosnie en jugeant « honteux et immoral » le blocus que Belgrade venait de leur imposer en raison de leur rejet d'un plan de paix international.

Dans la crise qui secoue le pays depuis plus d'un mois, l'Eglise orthodoxe avait cependant jusqu'ici relativement gardé ses distances, le patriarche Pavle mettant simplement en garde le pouvoir contre le recours à la force.

Six chefs de la police retenus en otage à Lima ont été relevés de leurs fonctions par le chef de l'Etat péruvien

LIMA

« La crise des otages est un acte isolé qui n'affectera pas l'économie péruvienne », a assuré, jeudi 2 janvier, le président péruvien, Alberto Fujimori. Pour sa première apparition publique, depuis la prise d'assaut de l'ambassade du Japon à Lima, le 17 décembre, par un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), le chef de l'Etat a transmis un message de solidarité aux soixante-quatre otages détenus par le MRTA. M. Fujimori s'exprimait à l'occasion de la cérémonie d'installation du nouveau président de la Cour suprême, Victor Raúl Castillo, dont le prédécesseur, Moisés Pantoja, et cinq membres de la Cour sont prisonniers du commando. « Croire que la violence peut mettre fin à la pauvreté est une grave erreur », a ajouté le président Fujimori dans son discours, expliquant que la pauvreté est un mal séculaire et qu'aucune personne dotée de bon sens ne peut croire que la violence peut y mettre fin. Dénouant ceux qui ont perdu le contact avec la réalité, Alberto Fujimori a rappelé que « douze ans de violence » du Sentier lumineux et du MRTA ont appauvri le pays.

ENQUÊTE

Dans la journée, les six généraux exerçant des responsabilités importantes dans la police et retenus en otage par le MRTA ont été relevés de leurs fonctions et remplacés. Prenant acte de leur incapacité à exercer « actuellement leurs fonctions », la direction de la police a annoncé qu'elle attendait leur libération pour « ouvrir une enquête et déterminer s'ils pourront continuer à occuper leur poste ».

Depuis l'intrusion, en force, mardi, d'une vingtaine de journalistes dans l'ambassade, les

forces de l'ordre veillent à empêcher tout autre contact entre le MRTA et les journalistes. Pour interdire toute communication, les autorités ont coupé les lignes téléphoniques et électriques reliant la résidence diplomatique à l'extérieur.

En l'absence de tout contact officiel entre les autorités et les preneurs d'otages, depuis samedi, Mgr Cipriani, un proche du président Fujimori, poursuit ses visites à l'ambassade. Jeudi, accompagné d'un représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), il a remis des guitares dans la résidence diplomatique, alors que la routine de surveillance supervisée par le CICR se poursuivait. La seule libération enregistrée jeudi a été celle de la chienne de l'ambassadeur du Japon, Morihisa Aoki, un berger allemand en état d'extrême déshydratation.

Nicole Bonnet

Le parti au pouvoir remporte les élections à Singapour

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

A l'issue d'une brève mais dure campagne, le Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir à Singapour depuis 1959, a conforté son assise en remportant à l'issue d'élections générales, jeudi 2 janvier, 65 % des suffrages, contre moins de 61 % en 1991.

Au sein d'un Parlement dont le nombre d'élus a été porté à 83, l'opposition ne dispose plus que de 2 représentants, contre 4 sur 81 sous la précédente législature. Goh Chok Tong, cinquante-cinq ans, qui a succédé à Lee Kuan Yew en 1990 à la tête du gouvernement, devrait donc présider l'entrée dans le XXI^e siècle de la cité-Etat de trois millions d'habitants souvent décrite comme la meilleure illustration du « miracle économique » asiatique.

Les Singapouriens « ont rejeté la démocratie libérale et les libertés de type occidental, qui placent les

droits des individus au-dessus de ceux de la société », a déclaré M. Goh, pour s'en féliciter, dès l'annonce des résultats. Singapour se veut, en effet, le temple des « vertus asiatiques » de discipline et d'autorité qui, pour être contestées ailleurs dans la région, sont présentées ici comme le rempart à l'anarchie et à la paralysie.

« Pensez-vous que nous aurions si bien réussi si notre gouvernement avait été constamment contrecarré par de dix à vingt membres de l'opposition ? », avait déjà dit le premier ministre singapourien peu avant l'ouverture d'une campagne électorale officielle de neuf jours.

OPPOSANTS SOUS PRESSION

L'opposition, divisée mais unanime à réclamer une libéralisation, n'ayant présenté que 36 candidats sur les 83 sièges à pourvoir, le PAP était assuré d'une majorité au sein de la nouvelle chambre. Entre autres, Lee Kuan Yew, qui demeure senior minister au sein du

cabinet, et Goh Chok Tong, ont été réélus sans opposition. Toutefois, le PAP n'a rien laissé au hasard pour préserver son statut de parti dominant, alors que la croissance économique marquait un léger ralentissement : un taux d'expansion de 6,5 % en 1996, contre 8,8 % l'année précédente.

Un remaniement récent de circonscriptions et un mélange de modes de scrutin de liste et uninominal à un tour semblent avoir favorisé le PAP. En outre, pendant la campagne, M. Goh a averti que les milliards de dollars du gouvernement, dans le domaine crucial de la réhabilitation des logements publics, étaient en priorité aux circonscriptions qui voteraient pour le PAP, les autres risquant de déléguer en bidonvilles dans un délai de dix à vingt ans. Des réserves exprimées par Washington sur ce procédé ont aussitôt été qualifiées par les autorités d'« ingérence dans les affaires intérieures » de Singapour.

Jean-Claude Pomonti

La Russie se dote d'un nouveau code pénal

Rompant avec le passé totalitaire, la loi fixe désormais comme priorités la défense des droits de l'individu et celle de la propriété privée. Ce texte devait entrer en vigueur au 1^{er} janvier

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Rompant avec son passé totalitaire, la Russie vient de se doter d'un nouveau code pénal qui devait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1997. Si l'ancien code soviétique, qui vit le jour en septembre 1960 et fut amendé quatre cent fois depuis, visait à la préservation du système politique au mépris des droits de l'individu, le nouveau document précise que l'objectif premier de la loi pénale est la défense des droits et des libertés de l'individu et celle de la propriété. Désormais, l'appartenance à une minorité sexuelle n'est plus considérée comme un crime, la veote et l'achat de devises ne sont plus passibles de la prison, le secret de la correspondance et des conversations téléphoniques est « protégé » et l'entrave au droit de vote est punie.

Si la peine capitale est maintenue (article 59), elle ne pourra être prononcée que dans cinq cas : contre cent dans l'ancien code pénal soviétique - lorsqu'il s'agit de « crimes particulièrement graves portant atteinte à la vie humaine ». Pour la première fois, il est tenu compte de la « personnalité de l'individu », « des circonstances qui ont entouré le crime, tant objectives qu'aggravantes » ainsi que de la « situation familiale de l'accusé » (articles 60 et 61). Le châtiment suprême, qui ne s'applique pas aux « femmes », aux « mineurs de moins de dix-huit ans » et aux hommes « âgés de plus de soixante-cinq ans », peut être commué en réclusion criminelle à perpétuité ou en vingt-cinq ans de détention. L'application de la sentence (une balle dans la nuque), dont les cas se sont multipliés ces dernières années - cinquante-six exécutions en 1996, contre une seule en 1992, tandis que, entre 1961 et 1983, vingt mille personnes avaient été exécutées - est « décrite pour la première fois en toute transparence dans le nouveau

code pénal alors qu'autrefois ce genre d'explications faisait l'objet de dispositions secrètes », révèle l'agence de presse Itar-Tass.

Le chapitre des « crimes de la sphère économique » - de loin le plus fourni avec quarante-sept articles - prévoit des peines diverses en cas de « blanchiment d'argent » (article 174), de « fabrication de fausse monnaie » (186) ou de « fausses cartes de crédit » (187), ou bien en cas de « faillite frauduleuse », des maux récents auxquels la Russie est confrontée depuis son entrée dans l'économie de marché en janvier 1992. Enfin, le « refus d'un citoyen ou d'une personne morale de se soumettre à l'impôt » (articles 198 et 199) - calamité de l'économie russe d'aujourd'hui, alors que 70 % seulement des impôts ont été collectés en 1996 - est passible d'une amende, d'une peine de « travaux d'utilité publique » ou bien d'une à trois années de réclusion. La confiscation des biens n'est en revanche pas abordée, au grand dam de l'inspection fiscale, qui se dit insatisfaite de ce nouveau code pénal.

L'inspection fiscale se dit insatisfaite de ce nouveau document

Un chapitre consacré aux « crimes écologiques » pourrait donner un tour nouveau à l'affaire du militant écologiste Alexandre Nikitine. Cet ancien officier de la marine avait été placé pendant six mois en garde à vue pour « haute trahison » et « divulgation de secrets d'Etat », parce qu'il avait révélé à l'Organisation écologiste norvégienne Belloa l'état de la pollution nucléaire dans la péninsule de Kola, base des sous-marins atomiques de la flotte du Nord russe.

Placé en liberté surveillée depuis le 14 décembre, Alexandre Nikitine ne sait toujours pas si son affaire sera jugée ou classée. Or l'article 252 du chapitre sur l'écologie prévoit une peine de « une à trois années de réclusion », éventuellement assortie d'une amende (37 000 francs), en cas de « pollution du milieu maritime ». Un autre article (237), condamnant la « non-

révélation d'informations sur des faits susceptibles de nuire à la santé publique ou à la vie humaine » (sanctionnée par une amende ou une peine de réclusion de un à cinq ans) pourrait mettre le commandement de la flotte du Nord dans une situation inconfortable.

Des dispositions annexes au code, qui d'entrèrent en vigueur qu'en juillet 1997, prévoient l'« amélioration des conditions de détention » par l'instauration de « permissions », la possibilité donnée aux détenus de recevoir plus de courrier et de paquets, de bénéficier de plus de visites et d'« une aide sociale » à la sortie. Théoriquement donc, la vie carcérale devrait s'améliorer.

Mais les prisons, comme le reste du secteur public en Russie, n'échappent pas à la crise des dettes et ont de plus en plus de mal à fournir nourriture et soins aux reclus. La situation est particulièrement affligeante dans les centres de détention provisoire des grandes villes. La prison de la Bourtyrka, en plein centre de Moscou, construite en 1771, abrite sept mille détenus pour 3 500 places. Tuberculose, gale, typhus n'épargnent aucun interné. Ceux-ci, faute de place, sont contraints d'organiser des « tours » pour pouvoir se coucher. Seloia le député Valeri Borchtchev, membre de la commission des droits de l'homme rattachée à la présidence, « un prévenu sur cinquante meurt avant d'avoir été jugé ».

Chaque jour, une centaine de personnes se pressent devant la vieille prison moscovite. Ce sont les parents ou les amis des prévenus venus apporter l'approvisionnement (30 kilos par prisonnier et par mois), sous forme de sacs de pommes de terre, oignons, carottes. Mais les normes sont draconiennes et l'arbitraire règne. Impossible à un esprit cartésien de comprendre pourquoi les comprimés effervescents, les médicaments antipoux, ou le shampoing, ne sont pas autorisés, tandis que le rouge à lèvres et les crèmes pour le visage sont permises. « On a l'habitude », soupire Maroussia, venue approvisionner son mari en garde à vue depuis huit mois pour « activité commerciale illégale », « il suffit de tricher en mettant du shampoing dans le pot de crème et le taur est joué ».

Marie Jégo

La veille du Nouvel An, un attentat à la bombe a été commis dans un autobus à Damas

Il y aurait cinquante-trois victimes, selon les autorités syriennes qui accusent Israël

La Syrie a accusé, jeudi 2 janvier, les services de renseignement israéliens d'avoir commis un attentat, la veille du Nouvel An, dans un autobus

assurant la liaison entre Damas et Alep. Selon un responsable syrien, l'attentat a fait neuf morts et quarante-quatre blessés, mais des

voyageurs arrivés à Amman ont fait état de quinze morts. Israël a rejeté les accusations syriennes et Washington a demandé des preuves.

UNE VALISE PIÉGÉE a explosé, mardi 31 décembre 1996 dans un autobus, dans un quartier populaire de Damas, faisant neuf morts et quarante-quatre blessés, selon les autorités syriennes, qui ont accusé Israël d'être à l'origine de cet attentat. L'autobus, qui venait de démarrer de la station de Baramké, au centre de la capitale syrienne, pour se rendre à Alep (nord), a explosé vers 13 h 30 (11 h 30 GMT), selon des témoins interrogés après leur arrivée jeudi en Jordanie. A les croire, il y aurait au moins quinze morts et une trentaine de blessés. La télévision syrienne a diffusé dans la soirée du jeudi 2 janvier des images du lieu de l'attentat, montrant l'autocar dont les deux tiers du toit étaient arrachés, des flaques de sang tout autour et des débris des environs endommagés par l'explosion.

« Les agents du Mossad [service de renseignement israélien] ont profité des préparatifs du Nouvel An pour mettre à exécution leurs lâches menaces, en plaçant une charge dans l'autobus, qui a explosé à quelques mètres de son lieu de départ », a déclaré un responsable syrien sous couvert d'anonymat. « Cet acte criminel lâche s'inscrit dans le cadre des menaces lancées par cer-



tains responsables israéliens », a-t-il ajouté, en allusion à une récente mise en garde adressée à Damas par le commandant des opérations israéliennes au Liban, Uzi Lubrani.

Israël a aussitôt rejeté cette accusation. « Il est évident qu'Israël n'est pas impliqué dans l'attentat. Une telle allégation est un mensonge grossier », a déclaré Shai Bazak, le porte-parole du premier ministre, Benyamin Nétanyahou. Selon lui, Israël « fait tout son possible pour aboutir à la paix avec la Syrie ». Le

ministre de la défense, Itzhak Mordehai, a appelé Damas à reprendre les négociations de paix interrompues depuis dix mois entre les deux pays.

VAGUE D'ARRESTATIONS AU LIBAN Les États-Unis ont invité la Syrie à fournir des preuves de ses accusations. « Si le gouvernement syrien et non la presse formule cette accusation, on est en droit de penser qu'il souhaite en donner des preuves substantielles », a déclaré le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns, pour qui il serait « insensé et irresponsable » de la part de la Syrie d'accuser sans avoir de preuves.

Selon Damas, l'autocar « assurait d'habitude la liaison Alep-Beyrouth ». Son parcours avait été modifié pour répondre à la grande demande des passagers voulant se rendre dans leurs régions d'origine pour les fêtes de fin d'année. La déflagration a été provoquée par une valise piégée qui se trouvait à l'arrière du véhicule, ont indiqué des sources concordantes interrogées à Amman et à Damas. Jeudi, l'activité de la gare routière était tout à fait normale. Les mesures de sécurité ont néanmoins été renforcées dans les artères principales

de Damas, et des barrages de police installés dans le quartier immédiatement après l'explosion.

Cet attentat a été commis quelques jours après une vague d'arrestations au Liban, consécutives au mitraillage d'un minibus syrien, dont le chauffeur avait été tué le 18 décembre au nord de Beyrouth. Plusieurs opposants chrétiens antisyriens ont été arrêtés par les autorités libanaises, qui tentaient de démasquer les auteurs de l'attaque, mais, à l'exception d'un journaliste, ils ont tous été relâchés.

D'autres explosions ont eu lieu en Syrie en 1996. Un Palestinien a été tué le 9 septembre, lors d'une tentative d'attentat à la Foire internationale de Damas, quand sa grenade a explosé contre lui, blessant aussi une vingtaine de passants, selon une source diplomatique à Paris. Au printemps, Washington avait fait état d'explosions suspectes en Syrie, notamment dans la région de Lattaquié, sur la Méditerranée. Damas avait officiellement démenti les informations américaines, mais peu après, des dizaines de Syriens d'origine turkmène avaient été arrêtés, notamment dans la région de Lattaquié. — (AFP)

Reprise de la grève générale en Corée du Sud

SÉOUL. Les salariés sud-coréens ont relancé, vendredi 3 janvier, leur mouvement de grève générale, suspendu durant la trêve du Nouvel An, afin de protester contre le projet gouvernemental de réforme de la législation sur le travail, adopté le 26 décembre, simplifiant la procédure de licenciement et interdisant la création de nouveaux syndicats d'ici à l'an 2000. Selon la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), environ 92 000 salariés appartenant à 44 sites de production ont débrayé. Les secteurs de l'automobile et des chantiers navals sont parmi les plus touchés. La centrale KCTU, non reconnue par les autorités, est la deuxième confédération du pays. La plus importante, la Fédération coréenne des syndicats (FTKU) - officiellement reconnue - ne s'est pas encore prononcée sur l'appel lancé par sa rivale pour avancer la date de son entrée dans le conflit, initialement prévue le 11 janvier. — (AFP)

Huit Libyens, dont six militaires, exécutés pour espionnage

TRIPOLI. Huit Libyens, dont six militaires de haut rang, ont été exécutés, jeudi 2 janvier, pour espionnage au profit des États-Unis, après avoir été condamnés à mort par un tribunal militaire, dans un procès en cours depuis 1994. Les six militaires ont été passés par les armes et les deux civils pendus. La Cour militaire avait confirmé, mercredi, en cassation les condamnations à mort, prononcées en première instance contre les huit accusés, arrêtés début 1994 pour « espionnage et appartenance à un parti politique interdit ». Le même jour, le colonel Moammar Kadhafi déclarait souhaiter l'abolition de la peine de mort. « J'ai proposé aux congrès populaires d'abolir la peine de mort mais ils l'ont maintenue pour ceux qui menacent la sécurité de la société et le pouvoir du peuple en s'appuyant sur le Coran », a-t-il déclaré. Les États-Unis ont estimé que les autorités libyennes cherchaient à « détourner l'attention de la population de ce qui se passe dans le pays », en créant des bous émissaires. — (AFP)

L'armée zairoise prépare une contre-offensive dans le Kivu

KINSHASA. Le vice-premier ministre zairois chargé de la défense a décidé de mettre à la disposition du chef d'état-major général « tous les moyens stratégiques et logistiques nécessaires en vue de mener dans les meilleurs délais la contre-offensive des forces armées zairoises ». Cette contre-offensive, indique un communiqué, remis à la presse jeudi 2 janvier en fin d'après-midi, « doit être totale et foudroyante, n'épargnant aucun octeur, zairois ou étranger, agissant de concert et en intelligence avec l'ennemi ». Les provinces de l'est du Zaïre - Nord et Sud-Kivu - sont occupées depuis deux mois par des rebelles Tutsis, dont Kinshasa affirme qu'ils ne sont que l'émulation d'une agression caractérisée du Zaïre par ses voisins du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. — (AFP)

Flambée de violence ethnique en Indonésie

DJAKARTA. La violence ethnique se déchaîne à nouveau, depuis jeudi 2 janvier, dans la province indonésienne de Kalimantan-ouest, où des milliers de membres de tribus ont pillé et brûlé des bâtiments, indique le quotidien *Djakarta Post* dans son édition de vendredi. Une foule de cinq mille personnes, majoritairement composée de Dayaks, l'ethnie indigène de cette province qui constitue la partie indonésienne de l'île de Bornéo, s'en est prise à de nombreuses habitations et échoppes appartenant à des immigrants venus de Madura, une île au nord-est de Java. Des incidents entre les deux groupes ethniques, fin décembre, avaient déjà fait cinq morts et au moins neuf blessés. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le sommet israélo-palestinien devant conclure un accord sur Hébron a été à nouveau reporté, jeudi 2 janvier, en raison de la persistance de plusieurs désaccords. « Il reste des points à négocier », a déclaré le président palestinien, Yasser Arafat, après un entretien de trois heures avec le médiateur américain, Dennis Ross, lequel s'est déclaré convaincu que le processus de paix va « aller de l'avant ». — (AFP)

■ LIBAN : Reporters sans frontières a demandé, jeudi 2 janvier, au président Jacques Chirac, d'user des « liens privilégiés » entre Paris et Beyrouth et de son « ombrage » pour le premier ministre libanais, afin d'obtenir la libération d'un journaliste libanais, Pierre Attallah, détenu depuis dix jours sous l'accusation d'activités anti-syriennes. Pour l'organisation non gouvernementale, M. Attallah est détenu « à cause de ses opinions ».

■ Quatre lettres piégées ont été interceptées, jeudi 2 janvier, au bureau de Washington du quotidien saoudien *El Hayat*. Elles portaient toutes le tampon d'un même pays, a indiqué la police fédérale. Il s'agit de l'Égypte, d'après la chaîne câblée américaine CNN. — (AFP)

ASIE

■ INDE : un mouvement séparatiste de l'ethnie Bodo a revendiqué, vendredi 3 janvier, l'attentat à la bombe qui a fait, lundi, des dizaines de morts à bord d'un train dans le nord-est de l'Inde. La Force des tigres de libération du Bodoland (BLTF) affirme, dans un communiqué, avoir commis cet attentat au motif que le gouvernement de Delhi refusait de tenir compte des revendications indépendantistes des Bodos. — (Reuters)

EUROPE

■ CROATIE : trois hauts responsables de la section croate de la fondation du milliardaire américain George Soros ont été inculpés, jeudi 2 janvier, de fraude fiscale. A New York, la Fondation a estimé que la comptabilité de la filiale croate est « conforme » à la législation. — (Reuters)

■ BELGIQUE : l'ancien ministre belge Alain Van der Biele, inculpé dans le dossier de l'assassinat, en 1991, de l'ancien vice-premier ministre André Cools, a été remis en liberté par la chambre des mises en accusation de Liège, jeudi 2 janvier au matin. — (AFP)

“UN MÉCANISME MONÉTAIRE AVEC L'EURO CONSTANT”

MOYEN D'UNE POLITIQUE DE RELANCE

Proposé par le “Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire” (fondé en 1974) 88 bis rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris P.U.F. - 125 pages - 100 Frs En vente en librairie

Condensé en 6 pages sur demande. Tél. 01 46 22 10 50

L'Égypte apporte son soutien à l'opposition soudanaise

LE CAIRE. L'Égypte a apporté, jeudi 2 janvier, un appui officiel à la plus importante formation de l'opposition soudanaise, avec l'accueil, par le président Hosni Moubarak, de l'ancien premier ministre soudanais et chef du parti Ouma, Sadek El Mahdi. C'était la première rencontre entre les deux hommes depuis 1987. Deux années plus tard, M. El Mahdi avait été retourné par le coup d'État qui a conduit une junte islamiste au pouvoir. L'Égypte est le premier pays qu'il visite depuis sa fuite de Khartoum vers l'Érythrée en décembre 1996.

Cet entretien marque la réconciliation entre les deux hommes qui échangeaient des accusa-

tions quand M. El Mahdi était au pouvoir. Le rais reprochait à ce dernier d'avoir freiné le processus de complémentarité économique entre les deux pays et l'ancien premier ministre soudanais accusait le Caire d'ingérence dans les affaires intérieures soudanaises. L'Égypte a aussi été le premier pays à reconnaître le gouvernement du général Omar Hassan El Béchir, lorsqu'il prit le pouvoir en 1989.

NOUVELLE GUÉRILLA

Jusqu'à présent, Le Caire refusait de soutenir ouvertement l'opposition soudanaise et celle-ci a dû installer ses quartiers généraux en Érythrée, pays qui a rompu ses relations avec le Soudan en 1994. Le soutien de l'Égypte sur-

vient à un moment où l'opposition soudanaise vient de lancer une nouvelle guérilla à l'est du Soudan, ouvrant un deuxième front pour le régime de Khartoum, déjà épuisé depuis de longues années dans une guerre civile au sud du pays.

La junte islamiste soudanaise a déjà protesté contre l'accueil réservé par l'Égypte au chef de l'opposition. Mais Le Caire, dont les relations sont au plus bas avec Khartoum, depuis la tentative d'assassinat du président Moubarak, en juin 1995, en Éthiopie par des islamistes égyptiens accusés d'agir pour le compte du régime soudanais, fait la sourde oreille.

Alexandre Bucciantini

Le Ghanéen Kofi Annan prend ses fonctions à la tête de l'ONU

NEW YORK (Nations unies). M. Kofi Annan a pris, jeudi 2 janvier, ses fonctions comme septième secrétaire général de l'ONU. Accueilli au siège des Nations unies, à New York, par une garde d'honneur, il s'est arrêté pour souhaiter une bonne année au personnel. M. Annan a réitéré sa volonté d'effectuer des réformes aux Nations unies : « Les États membres ont clairement indiqué qu'ils voulaient des changements, nous travaillerons ensemble pour faire des réformes nécessaires. » « Encore faut-il, a ajouté

plus tard son porte-parole par intérim, que ces mêmes États membres sachent ce qu'ils veulent comme réformes. » S'adressant à la presse, ce porte-parole, l'Américain Fred Eckhard, a expliqué : « Cela fait dix ans que l'on parle de réformes, il serait temps de prendre des décisions. »

ÉQUIPE PROVISOIRE

M. Annan a été invité par le président Bill Clinton pour une visite à Washington, au cours de laquelle il pourrait également rencontrer des membres du Congrès, et notamment du Sénat, qui abrite

le plus grand détracteur de l'ONU, le républicain Jesse Helms, président la commission des affaires étrangères de la Haute Assemblée.

Par ailleurs, ayant demandé la démission des vingt-trois secrétaires généraux adjoints et sous-secrétaires généraux, le nouveau secrétaire général a nommé une équipe provisoire. Le Pakistanais Iqbal Riza a été nommé chef de cabinet, la Française Elizabeth Lindenmayer et l'Indien Shashi Tharoor conseillers politiques. Le gouvernement français a d'ores et déjà présenté une liste de candidats au poste du secrétaire gé-

ral adjoint chargé des opérations de maintien de la paix. Le nom du général Philippe Morillon, qui avait circulé à l'ONU, serait « exclu ». « Le poste est civil et un haut fonctionnaire ou un diplomate de rang élevé sera choisi », indique-t-on de source française à New York.

Accompagné de son épouse Nane, le secrétaire général a terminé sa première journée en priant quelques minutes dans la salle de méditation.

A. B. P.

La France perd Boutros Boutros-Ghali mais gagne en estime...

Selon le nouveau secrétaire général, Paris « a rendu un grand service à l'organisation »

NEW YORK (Nations unies). L'élection de Kofi Annan comme secrétaire général des Nations unies est-elle un échec pour la France, qui avait fermement pris position, au départ, pour un renouvellement du mandat de Boutros Boutros-Ghali ? A cette question, la réponse recueillie dans l'ensemble des délégations new-yorkaises est un « non » catégorique - même si certains estiment qu'il a manqué à Paris, dans cette affaire, une véritable stratégie.

Le nouveau secrétaire général lui-même se dit reconnaissant du rôle joué par Paris : « La France a défendu les principes fondamentaux de l'ONU et le fait qu'elle se soit fait entendre a rendu un grand service à l'organisation : je lui en suis reconnaissant. » Le président de l'Assemblée générale renché-

rit : « La France a joué un rôle très constructif, estime Razali Ismail, elle devrait d'autant plus être félicitée qu'elle a eu la sagesse de comprendre les intérêts fondamentaux de l'ONU et n'a pas voulu aggraver par un comportement unilatéral le comportement unilatéral d'un autre pays [les États-Unis], ce qui aurait créé une impasse. De nombreux pays souhaitent que la France continue à jouer un rôle accru à l'ONU et qu'elle soit à l'avant-garde pour équilibrer toute velléité d'unilatéralisme d'une grande puissance », ajoute M. Razali.

Pour ses collègues membres du Conseil de sécurité, le rôle joué par l'ambassadeur français, Alain Delamante, a été « déterminant ». « Il lui fallait d'abord convaincre Paris de la détermination de Washington à maintenir son opposition à M. Boutros-Ghali, explique l'ambassadeur allemand, Tono Elbel, puis faire passer le message que, parmi les candidats éligibles, Kofi Annan était non seulement le meilleur mais l'homme du consensus. » Lors des deux consultations in-

dicatives organisées parmi les membres du Conseil de sécurité au début du processus de désignation, la France s'était prononcée contre Kofi Annan, qui avait l'appui notamment des États-Unis. C'était, affirme-t-on, pour marquer le mécontentement de Paris contre le diktat américain et la manière « indigne » dont Washington s'est comporté envers M. Boutros-Ghali, « qui ne méritait pas ce traitement ».

MANQUE DE SENS TACTIQUE

Après le veto opposé par les États-Unis à un second mandat de M. Boutros-Ghali, les pays africains, y compris l'Égypte, avaient décidé d'apporter leur soutien à M. Annan. Si la France avait maintenu son opposition au candidat ghanéen, elle provoquait le blocage et pouvait faire perdre le poste de secrétaire général au candidat noir.

C'est pour son manque de sens tactique que la France est critiquée. « Le scénario a été joué exactement comme Washington l'avait

écrit », dit un diplomate : « Là où la stratégie française a échoué, c'est qu'elle n'a pas su rendre la vie un peu plus difficile aux Américains. » En échange de sa voix à M. Annan, la France aurait dû négocier « plus sérieusement » avec Washington : Paris, rappelle ce diplomate, « n'a rien obtenu qui ne lui était pas déjà dû ». Un ressortissant français sera nommé secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix.

La France est cependant sortie renforcée de l'épisode. Un ambassadeur à l'ONU résume le sentiment de la majorité des diplomates : « C'est simple, à part Washington, Paris était le seul gouvernement à s'intéresser et à participer activement au processus de désignation : on ne peut pas en dire autant pour les autres puissances. » Moscou a surpris par son « opportunisme », le seul objectif de Londres était « de faire platiser à Washington », la Chine est restée « passive ».

Afsané Bassir Pour

Reprise de la grève générale en Corée du Sud

Huit Libyens, dont 4 militaires, exécutés pour espionnage

L'armée libyenne

Une contre-offensive

Flambee de violence

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

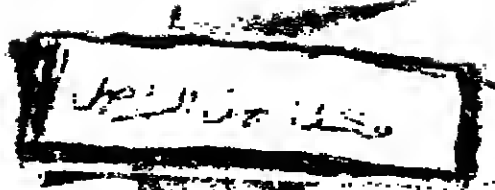
en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie

en Indonésie



FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 4 JANVIER 1997

MONNAIE Le chef de l'Etat a choisi pour siéger au Conseil de la politique monétaire de la Banque de France deux hommes dont il est sûr de la fidélité. L'un, Pierre Guillen, a été un

de ses intermédiaires dans les milieux patronaux. L'autre, Jean-René Bernard, est un de ses intimes depuis qu'ils se sont rencontrés dans l'entourage de Georges Pompidou. LE

FRANC FORT ne garde plus ainsi que quatre partisans déterminés dans cette institution qui comprend six personnes en plus du gouverneur de la Banque, Jean-Claude Trichet, et des

deux sous-gouverneurs. Quatre autres, dont M. Guillen, ont plus ou moins discrètement souhaité une politique monétaire plus souple; la position de M. Bernard n'est pas connue.

● **CE CHOIX PRÉSIDENTIEL** a été, jusqu'au bout, contesté par ceux qui redoutent une inflexion monétaire à l'approche de la mise en place de la monnaie unique européenne.

Deux proches de Jacques Chirac sont nommés à la Banque de France

Avec Pierre Guillen, ex-responsable du CNPF, et Jean-René Bernard, ancien collaborateur de Georges Pompidou à l'Elysée, l'équilibre du Conseil de la politique monétaire pourrait être modifié en faveur des partisans d'une politique plus souple

JACQUES CHIRAC a tranché. Le conseil des ministres du vendredi 3 janvier a nommé au Conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France, Pierre Guillen et Jean-René Bernard, deux personnalités proches du président de la République et dont celui-ci espère qu'elles feront contre-poids à l'autorité de Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France que le chef de l'Etat n'a cessé de critiquer plus ou moins discrètement. Ce choix est le fruit d'un long affrontement politique. René Monory ne voulant pas que soit nommé dans cette instance essentielle pour le maintien de la politique du franc fort, un homme, M. Guillen, qui se prononça contre Maastricht et qui reste proche de Phi-

lippe Séguin (*Le Monde* du 19 décembre). La procédure de nomination au CPM permet aux présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social de proposer des personnalités au gouvernement, mais c'est le chef de l'Etat qui choisit dans une liste comportant trois fois plus de noms que de postes à pourvoir. Deux postes étaient vacants puisqu'en janvier 1994, un tirage au sort a eu lieu parmi ceux désignés lors de la composition du premier conseil: Michel Sapin (ensuite démissionnaire et remplacé par Paul Marchelli, ancien secrétaire général de la CGC) et Michel Albert (ancien patron des AGF) eurent droit à un mandat de neuf ans; Jean-Pierre Gérard, un industriel proche de M. Séguin et Denise Flou-

zat, une universitaire proche de Charles Pasqua, à six ans; Bruno de Maulde et Jean Boissonnat à trois ans.

AUTRE POLITIQUE

Ce sont donc ces deux personnalités, farouches partisans du franc fort, qu'il s'agissait de remplacer. M. Monory proposait M. Boissonnat et

Pierre Achard, conseiller financier à Bonn et ancien conseiller de Raymond Barre. Ni M. Chirac ni M. Séguin ne partageaient ce choix. Jean-Marc Ayrault, président du Conseil économique et social, accepta, une fois encore, de rendre service: il proposa M. Guillen et M. Bernard.

Le président de la République peut

être satisfait. Le premier a toujours été un de ses hommes dans le milieu patronal. Le second est un proche depuis qu'ils ont travaillé, ensemble, pour Georges Pompidou; son gendre, Jean-Pierre Denis, est le secrétaire général adjoint de l'Elysée. M. Trichet a, lui, quelques raisons d'être inquiet. Jusqu'alors, les partisans du franc fort étaient largement majoritaires au CPM. En dehors des deux sous-gouverneurs, il pouvait compter sur quatre personnalités. Si M. Flouzat est restée silencieuse, M. Gérard et M. Marchelli ont fait part publiquement de leur souhait d'une autre politique monétaire. Dorénavant, il ne sera assuré que du soutien de M. Albert, les positions de M. Guillen et de M. Bernard étant plus incertaines.

La réaction des marchés financiers à cette modification de l'équilibre du CPM est évidemment très attendue et très importante pour l'économie française et, au-delà, pour les relations européennes. Le moins que l'on puisse dire est que le choix de MM. Guillen et Bernard va les plonger dans de nouvelles interrogations sur la politique voulue par M. Chirac. Alors qu'après plusieurs zig-zag, il semblait s'être déterminé le 26 octobre 1995 à donner la priorité à la politique de « convergence » vers la monnaie unique — impliquant une rigueur budgétaire et un franc collé au mark — voilà qu'en sous-main, si l'on peut dire, il voudrait au contraire infléchir la Banque de France vers un objectif

plus national de relance monétaire? M. Chirac a-t-il rebasculé du côté des amis de M. Séguin et des anti-maastrichiens?

Ce serait peu compréhensible, étant donné les discours récents du chef de l'Etat qui, tous, ont été marqués par des professions de foi libérales et un ton très « kohlien ». Probablement donc, l'objectif réel est-il plus nuancé. M. Chirac n'a sans doute souhaité que renforcer le pouvoir des « colombes » au sein du CPM (favorables à une politique monétaire plus « accommodante », c'est-à-dire plus souple) contre les « faucons » (partisans de M. Trichet). Probablement aussi, l'amitié que porte le chef de l'Etat aux personnes nommées et, à l'inverse, l'intimité qu'il voue au gouverneur, ancien directeur de cabinet de M. Balladur et symbole des « énarques tout-puissants », ont-elles autant compté que les considérations monétaires.

Sans doute aussi, au sein du CPM, l'habileté fait le moine. Lors des messes du jeudi (jour de réunion) on a vu des colombes, bien inspirées par les études intimes, devenir des faucons. Tout n'est pas joué. Subtilité française donc, plutôt qu'ambiguïté? C'est à voir. En tous cas, le rite pris est que les interprètes de Hongkong, de Chicago ou de Londres, ne fassent pas la différence.

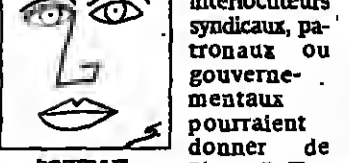
Thierry Brédier
et Eric Le Boucher

Edouard Balladur contre François Mitterrand

En décembre 1993, lorsqu'il s'est agi de nommer les six membres du premier Conseil de la politique monétaire, une sombre bataille avait opposé François Mitterrand à Edouard Balladur. Le premier ministre de la seconde cohabitation avait volontairement bâti une procédure de nomination limitant le pouvoir du président de la République. Contrairement à ce qui se passe pour le Conseil constitutionnel ou le Conseil supérieur de l'audiovisuel, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat n'ont pas un pouvoir direct de nomination. Ils ne peuvent que proposer, le dernier mot appartenant au conseil des ministres. Mais, le chef de l'Etat étant le maître de son ordre du jour, Mitterrand avait imposé la nomination de Michel Sapin, ancien ministre socialiste de l'économie, que René Monory avait accepté de proposer. Contraint et forcé, M. Balladur avait dû céder. Mais, en août 1995, M. Sapin avait démissionné pour reprendre ses activités politiques.

Pierre Guillen, éminence grise du patronat

SON TEMPÉRAMENT sarcastique, son goût immodéré pour la critique toujours empreinte d'humour de ces interlocuteurs syndicaux, patronaux ou gouvernementaux pourraient donner de Pierre Guillen



l'image d'un misanthrope. L'ancien vice-président du CNPF, qui vient d'être nommé au Conseil de la politique monétaire, est pourtant d'une urbanité et d'une courtoisie qui ont fait de lui, pendant plus de trente-cinq ans, d'abord à l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), puis au CNPF, l'une des principales éminences grises du patronat et l'un des meilleurs connaisseurs du microcosme politique, économique et social.

Rien ne destinait pourtant cet ancien élève de l'école navale qui fut, de 1947 à 1959, officier de sous-marin à devenir l'expert social incontestable qu'il a été. Homme de l'ombre, il a su nouer des relations de complicité avec les syndicalistes sans jamais mettre ses convictions et, notamment, son libéralisme social dans sa poche. Ami de Paul Marchelli, l'ancien président de la CFE-CGC, qu'il va retrouver à la Banque de France, Pierre Guillen a ainsi toujours su, selon son expression, « partager le pain et le sel » avec la CGT, même quand elle était ignorée par le CNPF.

Les milieux financiers verront dans la nomination de Pierre Guillen l'arrivée au CPM d'un proche de Philippe Séguin. Mais le personnage est plus complexe, jonchant son parcours d'attitudes souvent paradoxales. Ce prince de la formule qui fait mouche est l'ami du président de l'Assemblée nationale comme de Jacques Delors. Partisan d'une politique monétaire plutôt souple, il s'est récemment démarqué des positions de Valéry Giscard d'Estaing en faveur d'une dévaluation du franc. Pierre Guillen a voté « non » lors du référendum sur Maastricht en 1992, mais il est européen à sa manière. Président de la commission sociale du CNPF de décembre 1986 à septembre 1989, après avoir mené une politique contractuelle active dans la métallurgie, il a ceu-

ré pour le dialogue social européen. « Je suis pour une Europe plurisociale, disait-il, qui tende vers l'égalité des réglementations mais pas vers l'identité ».

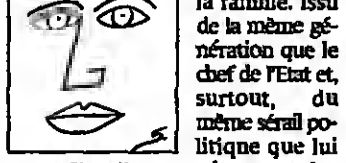
Ce proche de Jean Gandois, dont il a favorisé l'élection, avait aussi clairement choisi son camp lors de l'élection présidentielle en créant, en septembre 1994, la Conférence de l'entreprise, qui fut un des instruments de la campagne chiraquienne dans les milieux patronaux. Ce soutien à M. Chirac ne l'a, pour autant, ni privé de son esprit critique ni empêché de cultiver des amitiés poli-

tiques diverses, y compris chez les socialistes, notamment avec Martine Aubry. Inquiet de la faiblesse du syndicalisme, cet amoureux des belles lettres a toujours privilégié le dialogue, notamment à la présidence de la commission sociale du CNPF, où il a renouvelé les fils de la politique contractuelle. « J'avance toujours à petit bruit », disait alors ce « girondin » social. Nul doute qu'au CPM il devra aussi œuvrer « à petit bruit ».

Michel Noblecourt

Jean-René Bernard, la complicité du sérail

L'ANCIEN GOUVERNEUR du Crédit foncier de France a l'heur de plaire à tout le monde, et d'abord à Jacques Chirac: il est de la famille. Issu de la même génération que le chef de l'Etat et, surtout, du même sérail politique que lui



— Les années Pompidou à Matignon puis à l'Elysée, M. Bernard est en outre le beau-père de Jean-Pierre Denis, l'actuel secrétaire général adjoint de l'Elysée, et le

père de Marie-Laure Denis, qui a succédé à son mari à la mairie de Paris, en qualité de directeur adjoint du cabinet de Jean Tiberi. Son nom était avancé à la fois par Philippe Séguin et Jean-Marc Ayrault et avait reçu la préférence du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

Avec Jean-René Bernard, Jacques Chirac dispose donc d'un appui solide et complexe au sein du CPM. L'institution hérite, elle, d'un praticien du pouvoir doublé d'un diplomate. Ancien élève de l'ENA, inspecteur des finances, M. Bernard a passé les dix premières années de sa carrière dans les

cabinets ministériels de Pierre Sudreau et de Louis Joxe avant de rencontrer celui qu'il suivra jusqu'à sa mort, Georges Pompidou. De 1973 à 1974, il occupe la fonction de secrétaire général adjoint de l'Elysée, sous la houlette d'un autre ancien complice de Jacques Chirac, Edouard Balladur, alors secrétaire général de l'Elysée. La disparition de Pompidou met un terme à sa carrière de conseiller et lui ouvre celle d'ambassadeur de France au Mexique de 1977 à 1982. Le retour de la droite au pouvoir, en 1986, lui permet de reprendre du service, d'abord en qualité de négociateur avec la société Walt Disney pour l'implantation du parc d'attractions de Marne-la-Vallée, puis de 1987 à 1989, comme président du Crédit industriel et commercial de Paris (CIC). M. Bernard renoue ensuite avec la carrière d'ambassadeur, à La Haye, jusqu'à l'arrivée, à Matignon, d'Edouard Balladur. Le premier ministre installe alors, en 1994, son ancien complice des années Pompidou, au poste de sous-gouverneur du Crédit foncier de France, qu'il a quitté en mars 1996.

Cécile Chambrault
et Jean-Louis Saux

Pascal Robert-Diard

Yves Guéna, sénateur RPR, rentre au Conseil Constitutionnel

LE PRÉSIDENT du Sénat, René Monory, a nommé, vendredi 3 janvier, Yves Guéna, sénateur (RPR) de la Dordogne et maire de Périgueux, au Conseil constitutionnel, au siège laissé vacant par le décès, le 24 décembre, d'Etienné Dailly. Cette décision ne saurait s'apparenter au simple remplacement d'un ancien sénateur par un autre sénateur. Elle est hautement symbolique.

Gaulliste de la première heure, Yves Guéna s'engagea dans les Forces françaises libres dès le 1^{er} juillet 1940. Après la guerre, il intègre la première promotion de l'Ecole nationale d'administration. Conseiller technique puis directeur de cabinet de Michel Debré, alors garde des sceaux, en 1958, il participe, à ce titre, au tout début de la V^e République. Comme Jacques Chirac, il fait partie, dans les années soixante, de la jeune garde pompidolienne chargée d'investir le sud-ouest. Dernier secrétaire général de l'Union des démocrates pour la République (UDR), il contribue, en décembre 1976, à la formation du RPR, le Rassemblement pour la République, autour de M. Chirac. Après avoir occupé plusieurs fonctions ministérielles dans les gouvernements de Georges Pompidou et de Pierre Messmer, il est battu, en juin 1981, dans son fief de Dordogne, par un candidat socialiste, Roland Dumas, l'actuel président du Conseil constitutionnel.

En fait, dès le début des années 80, M. Guéna commence à se retirer des premiers rangs. En 1982, il publie ses mémoires, comme pour mieux marquer qu'une époque a

pris fin avec le départ du général de Gaulle en 1969. En mars 1979, il se démet de ses fonctions de conseiller politique du RPR, en déplorant un manque de concentration à la direction du mouvement néogaulliste: « Le comité central et même le conseil politique sont mis devant le fait accompli. Ce n'est pas ainsi qu'on doit conduire un grand mouvement politique. » Il ajoute toutefois: « Gaulliste de toujours, gaulliste pour toujours, je reste RPR ».

AGE LIMITE

M. Guéna prend encore ses distances avec le président du RPR en apportant son soutien, en 1981, à Michel Debré. En 1992, il s'oppose vigoureusement au traité de Maastricht. En 1993, il manifeste le même souci de gardien de l'équilibre institutionnel. Lors de la discussion au Sénat de la réforme constitutionnelle instituant la cour de justice de la République, dont le texte initial étendait aux justiciables la saisine du Conseil constitutionnel, M. Guéna s'en prend à l'intervention croisée du Conseil constitutionnel. « Nous sommes à la limite de l'acceptable », accuse-t-il, en dénonçant le lent passage « de la loi contrôlée, à la loi jugée (...), la loi suppléée par le juge ».

En 1995, il ferraille contre l'institution d'une session unique de neuf mois du Parlement. Il y voit une « porte entrouverte » au régime d'Assemblée et « au démon de toujours: l'instabilité ». Il est l'un des rares parlementaires à refuser de prendre part à la ratification de la réforme constitution-

nelle à Versailles. Vice-président du Sénat, M. Guéna était renouvelable en 1998, bien qu'il aurait, alors, dépassé l'âge limite de soixante-quinze ans fixé par le RPR. Comme d'autres parlementaires touchés par cette mesure, il ne paraissait pas prêt à obtempérer. « Une décision du parti n'empêchera personne de se représenter

et d'être élu », affirmait-il voici quelques semaines. Sa nomination au Conseil constitutionnel permet, du moins, de résoudre ce problème et à M. Monory de faire un geste vers les gaullistes de sa majorité.

GUCCI

collection automne/hiver

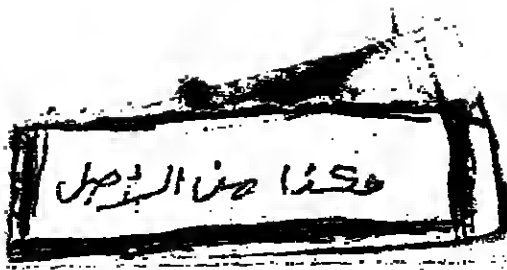
- soldes -

prêt à porter

chaussures et accessoires

maroquinerie

à partir du 3 janvier, 1997 - 2 rue du faubourg st honoré, paris 8ème



SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 4 JANVIER 1997

IMMIGRATION Une note interne de la direction de la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) des Bouches-du-Rhône, datée du 18 juin 1996, a suscité une vive polém...

mique. Demandant au personnel de « contrôler systématiquement la nationalité et la régularité du séjour » des assurés sociaux, elle revenait à dénoncer à la préfecture les étrangers

en situation irrégulière. Sous la pression des syndicats et d'associations, la CPAM a réécrit la note et regretté ces « dérapages ». ● L'EXEMPLE MARSEILLAIS traduit la difficulté

d'appliquer certaines dispositions de la loi Pasqua, qui prévoyait une coopération entre la Sécurité sociale et la police. Les agents de la « Sécurité sociale » refusent d'être des « délateurs ».

● LA COMMISSION NATIONALE de l'Informatique et des libertés (CNIL) ne s'est pas encore prononcée sur la possibilité pour les caisses de consulter les fichiers des préfectures.

Une circulaire relance la polémique entre la Sécurité sociale et la police

Une note interne de la direction de la caisse d'assurance-maladie de Marseille prévoyait le contrôle systématique de la régularité du séjour des assurés sociaux. Ce projet, finalement abandonné, traduit l'extrême difficulté à appliquer les lois luttant contre l'immigration

CHANTAL R. a reçu, en octobre 1996, un courrier de la Sécurité sociale qu'elle préférait n'avoir jamais trouvé dans sa boîte. La lettre, en tête de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) des Bouches-du-Rhône, lui réclamait un « justificatif de nationalité » pour elle-même et pour le bébé qu'elle venait de mettre au monde. Pourtant, Chantal R. est de nationalité française, tout comme son compagnon, père de l'enfant. Renseignements pris, cette demande de papier inconnue est apparue comme la conséquence des consignes données par la CPAM à ses agents en application de la loi Pasqua, qui subordonne le versement de la plupart des prestations sociales à la régularité du séjour des étrangers.

Datée du 18 juin, une note interne signée de la direction de la caisse demandait au personnel de « contrôler systématiquement la nationalité et la régularité du séjour » dans huit situations déterminées, dont « la création d'un ayant-droit quel qu'il soit », autrement dit la naissance ou l'arrivée d'un enfant. La simple consouance arabe du nom du père avait suffi à déclen-

cher le « soupçon » d'étrangeté et le « contrôle systématique ». La note exigeait, en pareil cas, la suspension des droits à prestations si l'assuré n'était pas en mesure de prouver la régularité de son séjour. Or il faut actuellement plus de huit mois à Marseille pour obtenir un certificat de nationalité.

« DÉRAPAGE »
Fin octobre, la CGT et la Ligue des droits de l'homme ont brandi la folle histoire de Chantal R. pour dénoncer les conséquences des consignes de la CPAM. La CGT a qualifié la note interne d'« insulte à la Sécurité sociale » tandis que la LDH fustigeait le « harcèlement irrégulier » des assurés et la « suspension abusive » de leurs droits à prestations, avec les risques sanitaires consécutifs. En liant la protection des enfants à la régularité du séjour des parents, la caisse marseillaise s'appropriait à conditionner leurs droits sociaux aux critères fluctuants de la régularisation des sans-papiers. « Ça va être pire que Saint-Bernard s'ils appliquent leurs principes en vraie grandeur ! », tonnaient alors Patrick Lacoste, secrétaire de la section



Marseille Nord-Sud de la LDH. Sous la pression syndicale et associative, le texte a été réécrit à deux reprises. De la dernière version, datée du 12 novembre, il résulte que la note initiale comportait plusieurs graves entorses à la

réglementation, telle celle dont a fait victime Chantal R., qualifiée aujourd'hui de « dérapage » par la direction de la caisse.

La nouvelle mouture de la note marseillaise prend acte du fait que la régularité du séjour d'un mineur

n'a pas à être contrôlée, puisqu'elle ne conditionne en rien ses droits sociaux. Elle se contente d'une carte d'identité comme justificatif de la nationalité française. Surtout, la caisse ne suspend plus brutalement les prestations lorsque la situation de l'étranger apparaît incertaine. Désormais, l'intéressé dispose de deux mois pour prouver que son dossier est en cours de régularisation. Pour éviter les interprétations disparates, la procédure a été centralisée au siège de la caisse, qui se mettra éventuellement en relation avec la préfecture. Dans ce cas, la lettre ne se contentera pas de « dénoncer » l'assuré : elle demandera au service des étrangers si une demande de titre de séjour est en cours d'instruction. Les droits ne seront supprimés que dans le cas où une réponse négative revient dans les deux mois.

« On ne pouvait interpréter les textes dans un sens plus social, commente Victor Allegrini, chef de cabinet du directeur de la CPAM des Bouches-du-Rhône, précisant que les quarante-trois chefs de centre de département ont été récemment appelés à agir « avec tact et

discernement ». « Il n'est pas possible d'ouvrir le robinet sans contrôle, poursuit M. Allegrini. Le Français moyen n'est pas traité différemment : s'il ne présente pas de bulletin de salaire, l'on sursait aux versements et l'on déclenche une enquête administrative. Pour les étrangers, il n'est pas question de délation mais d'application de la loi. D'ailleurs, comment pourrions-nous demander des renseignements à la préfecture sans indiquer l'identité de l'assuré dont il s'agit ? »

Une analyse que conteste Marie-Thérèse Di Cristo, déléguée (CGT) du personnel à la CPAM de Marseille : « Les droits sociaux reposent sur des heures de travail. C'est seulement cela que nous devons constater. Il ne peut pas entrer dans notre rôle d'avoir quelque contact que ce soit avec la préfecture. » Selon la direction de cette caisse, qui traite cent mille décomptes par jour, la note incriminée n'aurait pas eu le temps d'être appliquée et de produire la moindre conséquence néfaste. A la notable exception des certificats de nationalité exigés pour les bébés.

Philippe Bernard

La « Sécu » écartelée entre le respect de la loi et la protection des assurés sociaux

LES ÉTRANGERS sans papiers n'ont pas droit à la Sécurité sociale. Inscrit pour la première fois dans la loi Pasqua de 1993, ce principe semble tomber sous le sens. Comment une personne installée illégalement sur le territoire national pourrait-elle de surcroît bénéficier de prestations sociales ? Trois ans après son adoption, cette disposition se heurte toutefois à une réalité si complexe que même Jean-Louis Debré, dans son projet destiné à « améliorer l'efficacité » des lois Pasqua, a préféré faire l'impasse sur le sujet.

La mesure qui permet aux caisses d'assurance-maladie de consulter directement le fichier informatisé des étrangers du ministère de l'Intérieur reste lettre morte en raison des réticences de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL). Et, sur le terrain, les quelques tentatives d'application de la loi se heurtent à de nombreux obstacles.

situations aberrantes et les réactions syndicales qu'il a suscitées ont déjà amené la direction de la CPAM à en modifier le texte à deux reprises.

Cette expérience extrême et apparemment isolée n'en pose pas moins la question cruciale de la suspension du paiement des prestations, sanction logique de toute situation irrégulière. Les premières versions des consignes diffusées dans les Bouches-du-Rhône, l'un des départements français qui comptent la plus grande densité d'« illégaux », instituaient une méthode particulièrement percutante : en cas d'expiration d'un titre de séjour, la caisse suspendait tout paiement et... en informait la préfecture.

Conséquence absurde : les étrangers victimes des lenteurs de la préfecture à renouveler leurs papiers ou à éclaircir leur situation - six mois sont couramment requis

marseillaise. « La procédure est faite pour protéger les droits des assurés sociaux, pas pour les dénoncer », a déclaré au Monde Raoul Briet, directeur de la Sécurité sociale et auteur de cette lettre. Les caisses n'ont pas à notifier (aux préfectures) la suspension des droits. Elles doivent éviter de prendre des décisions de suspension qui se révéleraient ensuite inadéquates.

Pourtant, ces fortes paroles masquent l'incertitude des gestionnaires de l'assurance-maladie. « Soit nous suspendons les prestations en attendant que l'assuré prouve la régularité de son séjour, ce qui peut prendre plusieurs mois, résume-t-on à la CNAM, soit nous continuons de payer en sachant pertinemment qu'il nous sera impossible de récupérer au contentieux les sommes versées indûment. » Une incertitude que résumait Marie-Josée Cotte, responsable de la réglementation à la CNAM, lors de son

LOGIQUE POLICIÈRE contre logique sociale. Plus de trois ans après leur vote, les dispositions de la loi Pasqua autorisant les caisses de Sécurité sociale à consulter le fichier informatisé des étrangers du ministère de l'Intérieur se heurtent à cette contradiction. Programmé le 3 décembre 1996 devant la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL), le débat de fond sur cette question a été reporté sine die, chaque administration concernée renvoyant sur ses partenaires la responsabilité de ce nouveau retard.

L'interconnexion des fichiers suppose la modification des règles de consultation des données contenues dans l'« Application informatique de gestion des ressortissants étrangers en France » (Agdref), généralisée par le ministère de l'Intérieur en 1993. Comme la loi l'y oblige, le ministère de l'Intérieur a demandé, dès 1994, l'avis de la CNIL sur un projet de décret incluant les organismes de Sécurité sociale dans la liste des destinataires potentiels des informations de l'Agdref, qui révèle le passé administratif de tout étranger depuis cinq ans.

DIVERGENCE DE FOND
L'affaire s'est compliquée lorsque la CNIL a exigé de revoir ses avis sur les systèmes informatiques de chaque régime social afin de les adapter aux nouvelles conceptions concernant les étrangers. Le dossier s'est encore alourdi du fait de la disparité et de l'incompatibilité des systèmes informatiques utilisés par les différents régimes (assurance-maladie, allocations familiales, vieillesse, etc.). A la fin de 1996, certains organismes n'ont d'ailleurs toujours pas déposé leur demande d'avis.

Mais cette complexité technique et le souci d'harmoniser les pratiques n'expliquent qu'en partie le report du débat prévu début décembre à la CNIL. Une divergence de fond oppose le ministère de l'Intérieur à celui des affaires sociales, administration de tutelle des caisses. Implicitement, la place Beauvau souhaite que les organismes de Sécurité sociale informent les préfectures des situations irrégulières d'étrangers qu'elles constatent. « Notre priorité n'est pas d'obtenir des informations de la part des caisses mais de faire respecter la loi de 1993 (dite loi Pasqua) qui subordonne les prestations à la régularité du séjour, affirme-t-on au ministère de l'Intérieur. Mais nous devons rappeler que le code de procédure

La CNIL devra trancher entre logique policière et logique sociale

pénale fait obligation à tout fonctionnaire qui constate un délit dans l'exercice de ses fonctions d'en informer le procureur de la République. Et le séjour irrégulier d'un étranger est un délit.

« Impensable ! rétorque-t-on au ministère des affaires sociales. Le contrôle exercé par les caisses doit se limiter au souci de bien gérer les prestations sociales. Les organismes de Sécurité sociale ne peuvent agir dans le domaine de la régularité du séjour des étrangers. » « Il n'y a aucune raison, appuie Jean-Marie Spaeth, président (CFDT) de la CNAM, pour que l'utilisation de l'informatique aboutisse à élargir les objectifs fixés par la loi. » Autrement dit, la consultation des fichiers prévue pour vérifier le droit aux prestations ne peut pas conduire à dénoncer les sans-papiers aux préfectures.

Cette polémique interministérielle devrait se cristalliser au moment de la rédaction des arrêtés qui

doivent préciser en détail les modalités de la connexion informatique et le mode de consultations qu'elle rendra possibles. Il s'agit principalement de décider si les préfectures auront connaissance ou non des consultations du fichier des étrangers opérées par les organismes de Sécurité sociale. Sur ce point, l'affaire de la CPAM de Marseille (lire ci-dessus) illustre les dangers auxquelles peut mener le flou qui prévaut actuellement. Mais il s'agit aussi de savoir si des poursuites pour « aide au séjour irrégulier » d'un étranger pourront être intentées contre un agent de la « Sécu » refusant la délation. A la manière des actions judiciaires menées récemment contre l'épouse d'un Africain en situation irrégulière et contre une enseignante qui avait prêté son appartement à un sans-papiers.

Ph. B.

Reconduite d'un sans-papiers de Saint-Bernard

Un Matornien sans papiers, arrêté en août 1996 lors de l'évacuation de l'île Saint-Bernard à Paris (18), a été reconduit, jeudi 2 janvier, vers Nouakchott, via Bruxelles. Diadé Diani, célibataire et débouté du droit d'asile, avait été condamné à quatre mois de prison pour refus de quitter le territoire. Cela porte à quatorze le nombre d'occupants de l'île Saint-Bernard effectivement reconduits parmi les cent soixante-dix sans-papiers non réguliers. L'avion a décollé d'Orly alors qu'une centaine de militants d'associations étaient rassemblés à Roissy avec des banderoles, s'attendant à un départ de cet aéroport.

Les associations redoutaient, vendredi matin, l'éloignement dans la journée de deux autres Africains. Le départ de Mamadou Kanté, Sénégalais et célibataire, était officiellement programmé sur un vol vers Dakar. Celui d'Alassane Traoré, un Malien, paraissait probable. Ce père de trois enfants actuellement en France s'était constitué prisonnier le 2 octobre 1996.

pour renouveler une carte de résident -, pouvaient se trouver brutalement privés de droits sociaux. Ces pratiques apparaissent d'autant plus troubles qu'elles contredisent à nouveau explicitement la lettre de la circulaire de 1995 prise en application de la loi Pasqua. Visant explicitement ce type de dérapage, ce texte précise que, « préalablement à la radiation et à la suspension des prestations », les caisses devront s'assurer que la situation de l'étranger « ne découle pas d'un retard imputable » aux préfectures.

L'émotion suscitée par ces bavures répétées a conduit finalement le ministère des affaires sociales à adresser, en décembre 1996, une lettre au directeur de la CNAM attirant son attention sur l'insupport des textes par la caisse

audition par la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine : « A Paris, expliquait-elle, il faut compter quatre mois entre le dépôt de la demande [d'un titre de séjour] par une personne étrangère et la date de convocation pour qu'elle puisse obtenir son premier récépissé de demande. Entre-temps, si elle a des problèmes de santé, on ne sait pas très bien ce qui doit être fait en matière de protection sociale. » Une perplexité d'autant plus inquiétante qu'elle se superpose à des situations kafkaïennes, celles dans lesquelles sont plongés les étrangers lorsque, à leur tour, les préfectures exigent d'eux la preuve de... leur affiliation à la Sécurité sociale avant de leur délivrer des papiers.

Ph. B.

Crash du mont Sainte-Odile : mise en examen d'un ex-dirigeant d'Airbus

BERNARD ZIEGLER, ancien directeur technique d'Airbus Industrie, a été mis en examen, jeudi 2 janvier, par le juge d'instruction François Guichard à Colmar (Haut-Rhin) pour « homicides et blessures involontaires », dans l'enquête sur le crash d'un Airbus A-320 qui avait fait quatre-vingt-sept morts, ne laissant que neuf survivants, au mont Sainte-Odile (Bas-Rhin), le 20 janvier 1992. Un communiqué du constructeur européen a annoncé, jeudi, que la première mise en examen d'un de ses responsables « concerne l'ingénieur du mode de descente de l'appareil ». Une commission d'enquête avait conclu au risque de confusion, sur l'A320, entre deux modes de descente, du fait de la configuration de la manette de commande (Le Monde du 18 décembre 1993). Trois anciens dirigeants d'Air Inter, deux de la direction générale de l'aviation civile et un adjoint de l'armée de l'air, à l'époque responsable du contrôle aérien de Strasbourg, sont déjà mis en examen dans cette affaire pour « homicide et blessures involontaires ».

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : Pierre Botton a quitté, jeudi 2 janvier au soir, l'hôpital Clavary de Grasse (Alpes-Maritimes) pour être ramené dans sa cellule de la maison d'arrêt de la ville. Le gendre de l'ancien maire de Lyon, condamné en appel le 10 janvier 1996 à cinq ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, pour « abus de biens sociaux et banqueroute », avait été hospitalisé le 22 décembre après avoir fait une tentative de suicide.

■ FANT DIVERS : un adolescent de seize ans, originaire de Châteaunay-Matibry (Hauts-de-Seine), auteur présumé du coup de couteau qui a tué Jean-Claude Johnson, vingt et un ans, le 30 décembre, lors d'un tir entre bandes au centre commercial de Vélizy (Seine), a été mis en examen mercredi 1er janvier pour homicide volontaire et écoué. Deux autres mineurs ont également été mis en examen et placés sous contrôle judiciaire.

■ MEURTRE : un jeune homme de vingt-six ans a avoué, jeudi 2 janvier, le meurtre de la fille de dix ans violée et étranglée le 31 décembre à Hambourg (Nord), dans la banlieue de Lille. Il s'agit d'un voisin de la famille, chez qui la fille était allée réveiller, non loin du domicile de ses parents.

DISPARITION

JEAN-CLAUDE TRAMONT, cinéaste, est mort vendredi 27 décembre à son domicile de Los Angeles. Après avoir écrit le scénario de *Noces de cendre*, de Larry Pearce avec Elizabeth Taylor, Henry Fonda et Helmut Berger, il passe à la mise en scène en 1977 avec *Le Point de mire*, un film d'espionnage écrit par Gérard Brach, avec Annie Girardot et Jacques Dutronc. Il s'installe ensuite aux États-Unis, où il travaille pour la télévision avant de revenir, en 1981, au grand écran avec *La Vie en mauve*, une satire de la classe moyenne américaine avec Barbara Streisand et Gene Hackman. Le film se révélera un échec commercial malgré la présence de ces deux stars.

NOMINATION

POSTE, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE

Luc Rousseau, ingénieur en chef des mines, a été nommé directeur du cabinet de François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, en remplacement de Patrick Pouyane, par décret paru au *Journal officiel* daté 30-31 décembre.

(Né le 16 mars 1957 à Suresnes (Hauts-de-Seine), Luc Rousseau est ancien élève de l'École polytechnique (X-Mines). Après un début de carrière à Uthmaniyah (1980-1981), puis à Elf Technologies (1981-1982), il rejoint la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drive) du Nord-Pas-de-Calais (1983-1987), puis celle de l'Île-de-France (1987-1989). Ensuite, Luc Rousseau est successivement secrétaire général adjoint (1989-1990), secrétaire général (1990-1995), puis directeur adjoint (de janvier à mai 1995) des Drives au ministère de l'Industrie, avant de devenir (de juin à novembre 1995) directeur adjoint du cabinet de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, et parallèlement directeur du cabinet d'Elisabeth Dufourcq, secrétaire d'État à la recherche. Depuis décembre 1995, Luc Rousseau était chargé de mission auprès de Christophe Blanchard-Digne, directeur du bud-

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— **Marianne Clouzot**, sa sœur, Dominique et Jacques Fohier, Claire Clouzot, Anne Pissarro et Dominique Bottollier-Curtel, ses enfants, Stéphane Stein, François Deltour, Louis-Samuel et Gabriel, Jacques-Etienne Stein, Sonia Fleischmann et Louka, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Annecy, son amie dévouée, Les familles Clouzot, Pissarro, Blanchet et Pau, ont le chagrin d'annoncer que

Marie-Rose CLOUZOT-PISSARRO

est morte le 15 décembre 1996, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Selon sa volonté, elle a été inhumée dans la plus stricte intimité, et ses cendres rejoindront celles de son mari, Jean Pissarro, au cimetière de la Folie.

Vous êtes invité(e) à la messe qui sera célébrée en la chapelle Saint-Bernard de Montperrand, 34, place Raoul-Duval, Paris-19, le vendredi 10 janvier 1997, à 18 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Après ses études de piano au conservatoire de Paris, dans la classe de Marguerite Long, elle a enseigné le chant dans les écoles de la Ville de Paris, ainsi que le piano. Elle s'est aussi consacrée à la critique musicale, en devenant une spécialiste de la chanson populaire française et a participé fidèlement aux activités du Triptyque.

— Le professeur Paul Didier, son mari, M. Édouard Bloch-Guérin, sa mère, M. et M. Thierry Garçon, M. et M. Pierre Didier, M. Philippe Didier, ses enfants, Julien et Emilie, ses petits-enfants, Le professeur et M. Gérard Bloch, ses frères et belle-sœur et leurs enfants, M. Jacques Didier, M. et M. Michel Didier, M. et M. François Dupont, ses beaux-frères et belles-sœurs et leurs enfants, Et toute sa famille, ont la très grande douleur de faire part du décès de

Marie-Geneviève DIDIER, appelée à Dieu le 1^{er} janvier 1997, morte des suites de sa maladie et entourée de l'affection des siens.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 6 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Foretti.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale à Lugrin (Haute-Savoie).

— Jeanne Flandrin, son épouse, Michel et Marie-Claire, Jean-Victor et Cathy, Pierre et Catherine, Hélène et Roland, Sézary, Ses enfants, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Henri FLANDRIN, survenu le 1^{er} janvier 1997, dans sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu vendredi 3 janvier, en l'église de Plouguenec (Finistère).

13, rue Karamanov, 29200 Brest.

— Ses collaborateurs et amis du cabinet Garon Gardin Exécutive, Et du cabinet Triode.

font part du rappel à Dieu de

Christian GARON, et présentent à sa famille leurs sincères condoléances.

Requiescat in pace.

— Les consultants, Et les collaborateurs du cabinet Garon, Benoist & Associés, ont l'honneur d'annoncer le décès de

Christian GARON, cofondateur du cabinet,

survenu subitement le 30 décembre 1996.

Il a légué une âme et donné son élan à notre communauté de professionnels.

Nous nous souviendrons de ses talents, de ses engagements et de ses qualités de cœur.

Nos pensées vont à son épouse Christine, à ses enfants, Julie et Olivia, à sa famille et à ses amis.

— Joséphine de Clausade-Jourdan, son épouse, Romain Jourdan, Aymeric Jourdan, ses fils,

Alain et Josette Jourdan, Marion, Sébastien et Aurélien, Corinne et Nicolas Desforges, Dominique, Constance,

Jean-Baptiste et Nadine, Laurence et Vincent Caillaud, Madeleine, Cyril et Sabine et leur mère,

M. et M. Françoise Jourdan, Marc-Henri et Odile Jourdan, Agathe et Blandine,

Geneviève Jourdan, Anne-Valérie et Eric, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre JOURDAN, préfet, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu le 28 décembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 1997, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8.

— Le conseil d'administration, La direction générale, Le comité de direction, Et l'ensemble du personnel de la

Société Sotomont

ont la douleur de faire part du décès de leur président,

Pierre JOURDAN, préfet, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu le 28 décembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 janvier 1997, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8.

Président de la société depuis 1993, il a dirigé avec compétence et dynamisme. Il avait su créer autour de lui un climat de confiance et d'activité imaginative. Il lui a, en quelques années, donné un renom et un développement inégalés dans le monde. Tout cela, il l'a accompli jusqu'au dernier jour avec une constante intensité et avec une extraordinaire courage que tous ont admiré face à la maladie.

Il était guidé sans cesse par l'intérêt supérieur de la société mais aussi, et surtout, par le souci et le respect de chaque individu.

Il laisse dans les mémoires de tous la souvenir d'un président proche et accessible et l'exemple d'un homme juste et généreux.

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).

Il rappelle le souvenir de

Roland LEMÉE, né DEMEAUTIS,

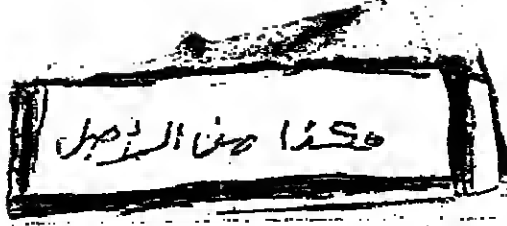
son épouse, auprès de qui il repose.

— Le président de l'université Paris-XI-Orsay, Les enseignants et chercheurs en écologie, Le personnel de l'équipe d'écophysologie, Ses anciens élèves, ont la tristesse de faire part du décès du professeur

Georges LEMÉE, fondateur et ancien directeur du laboratoire d'écologie végétale.

survenu le 20 décembre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 30 décembre, au cimetière de Fresnes (Val-de-Marne).



RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 4 JANVIER 1997

ÉQUIPEMENT Le massif pyrénéen n'attire qu'environ 10 % des vacanciers hivernaux. Il possède de nombreuses stations de ski, dont plusieurs sont en situation financière difficile malgré une

fréquentation en légère hausse, mais ses capacités hôtelières sont très réduites. ● LA CONCURRENCE avec les grands sites des Alpes est de plus en plus perçue comme suicidaire économi-

quement. Aussi les responsables pyrénéens font-ils preuve de prudence dans les choix d'investissements, particulièrement en ce qui concerne les infrastructures lourdes. ● LE PATRIMOINE

NATUREL, la mise en valeur des sites de neige et de montagne, devraient un atout pour le développement touristique, autant que la pratique sportive du ski. ● LA PROXIMITÉ et la complé-

mentarité des stations de sports d'hiver sur les versants français et espagnols des Pyrénées pourraient déboucher sur une candidature du massif pyrénéen aux Jeux olympiques d'hiver de 2006.

Les stations de sports d'hiver des Pyrénées modifient la nature de leurs ambitions

Finies les infrastructures pour concurrencer les sites des Alpes. Le massif pyrénéen modère aujourd'hui ses investissements, mais cherche, en revanche, à valoriser ses atouts naturels

TARBES

de notre correspondant
« Si les vacances d'une manière générale, résistent bien à la crise, le marché économique de vacances à la montagne est en stagnation. 30 % des Français consacrent une partie de leurs vacances à la période d'hiver, mais, paradoxalement, 10 % seulement d'entre eux, soit environ six millions de personnes, fréquentent les stations de sports d'hiver entre le mois de novembre et le mois d'avril. De plus, le marché des sports d'hiver est soumis aux aléas climatiques et à une très forte saisonnalité. Il doit s'adapter aux évolutions du comportement du consommateur » : ce constat du directeur de la Confédération pyrénéenne du tourisme, Gérard Boudon, laisse deviner les soucis des stations du massif pyrénéen, qui bénéficient d'une réputation moins forte que leurs consœurs des Alpes.

Étirées sur plus de 400 kilomètres, d'une mer à l'autre, de la Cerdagne au Pays basque, les stations pyrénéennes ont d'abord su fidéliser une clientèle de proximité, qui va du Piémont aquitain à la région Poitou-Charentes, en passant par le Midi pyrénéen et languedocien. Elles se tournent maintenant vers le réservoir de la clientèle espagnole de Catalogne, d'Aragon, de Navarre et d'Euzkadi, évaluée à environ cinq cent mille skieurs.

Miroir aux alouettes, comme beaucoup le craignent ? Les atouts du massif pyrénéen ne sont certes pas négligeables avec ses vingt-sept sites de ski de piste, ses dix-sept domaines de ski de fond et ses vingt-six stations thermales. Mais la capacité d'hébergement reste très faible : quatre cent soixante-dix mille lits. Et le chiffre d'affaires des remontées mécaniques (387 millions de francs) pèse peu par rapport au chiffre national. Malgré une hausse de 6,6 % du nombre de



jours-ski de la saison dernière, les six départements réceptifs du massif pyrénéen ne représentent, ensemble, que 10,1 % de la fréquentation hivernale de montagne. Ils se positionnent loin derrière le Dauphiné-Savoie (71,9 %) et les Alpes du Sud (16,1 %), mais largement devant le Jura (2,4 %), le Massif Central (2,2 %) et les Vosges (2 %).

Le département des Hautes-Pyrénées, avec ses dix-sept stations, attire à lui seul 46,4 % des cinq millions de jours-ski enregistrés en 1995-1996 sur les Pyrénées. Il devance le département des Pyrénées-Orientales, 22,7 %. La station de Saint-Lary, avec un chiffre d'affaires de 41,6 millions de francs, est la locomotive des stations pyrénéennes devant Font-Romeu (30,3 millions de francs) et Piau-Engoul (28,7 millions de francs).

Après avoir mené une politique de développement à tout crin durant les

années 70-80 - plus de la moitié d'entre elles ont moins de vingt-cinq ans -, les stations des Pyrénées ralentissent leurs investissements. Le Syndicat national des téléphériques de France avait enregistré le doublement de son parc d'installations entre ces dates, passant de 1 809 remontées mécaniques à 3 270. En 1996, le parc français est ainsi devenu le plus performant du monde avec 4 138 appareils sur le territoire montagneux. La progression a été largement freinée, puisque, pour la saison 1996-1997, trente-sept installations nouvelles seront mises en service dans les stations françaises, dont six seulement dans les Pyrénées.

Prudence donc du côté du développement et des infrastructures. Henri Maubourat, directeur général de l'établissement public des stations d'altitude des Pyrénées-Atlantiques, le dit ouvertement : « Il ne devrait plus

y avoir de créations nouvelles de stations dans les Pyrénées. Elles doivent toutes gérer l'existant. » Ce technicien dirige les trois stations de Gourette, la Pierre-Saint-Martin et Artouste - qui sont la propriété du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, un fait unique dans les Pyrénées (lire ci-contre). Une orientation qui tranche avec celle du passé.

L'ATTRAIT POUR LA GLISSE

Certaines stations, émanations de capitaux privés ou de collectivités locales, sont en effet fortement endettées par un mode de développement non maîtrisé, qui ressemble à une fuite en avant. À force de vouloir rivaliser avec les Alpes, ces stations pourraient ne pas passer le cap du siècle. Dans le contexte d'érosion du marché de la neige, celles qui développeront leur personnalité et leurs ressources propres auront le plus de

chances de résister à la concurrence des Alpes.

Les stations qui ont compris qu'il fallait se libérer du complexe de « petites sœurs » des stations alpines sont précisément celles qui cherchent à s'adapter à un nouveau phénomène : celui de l'attrait pour la glisse. On ne fait pas que du ski sur la neige. Les jeunes générations surfent, pratiquent le snow board ou le free style. En famille, on part découvrir les sites, les cimes et les forêts en scooter de neige ou en raquettes. C'est désormais l'attrait de la montagne qu'il faut chouchouter, et non plus seulement le ski. Pour cela, les Pyrénéens misent sur leur principal atout naturel, « la neige qui vous fait chaud au cœur », comme le proclame la Confédération pyrénéenne du tourisme.

Jean-Jacques Rollat

Les Jeux olympiques d'hiver en 2006 ?

Les Pyrénées-Atlantiques sont le seul département à avoir créé leur propre système de solidarité montagnarde. L'idée de « Fonds neige » commun a été lancée il y a quinze ans entre les stations de ski du versant ouest de la chaîne : Gourette, Artouste et La Pierre-Saint-Martin. Aujourd'hui, le conseil général, présidé par François Bayrou (UDF-Force démocratique), est le gestionnaire majoritaire de l'établissement public des stations d'altitude (EPSA) qui a été mis en place au côté des communes. Cette structure commune permet de mettre en œuvre une synergie sur les plans touristique et promotionnel et favorise un complémentarité d'action au niveau technique avec la création d'une centrale d'achats et la maîtrise du matériel de montagne.

Autre originalité qui repose elle aussi sur la proximité : les stations béarnaises proposent un forfait saisonnier commun dit de réciprocité non seulement entre elles mais aussi avec les quatre stations espagnoles aragonaises de Candanchou, Astun, Panticosa et Formigal. Une sorte de « garantie neige » à échelle européenne sur laquelle veut s'appuyer la ville de Jaca (Haut-Aragon) pour déposer, au nom du massif pyrénéen, une candidature aux Jeux olympiques d'hiver de 2006.

La paroisse de La Queue-en-Brie prêche sur Internet

CRÉTIEL

de notre correspondant

« Site amusant et qui dénote d'une certaine ouverture. Bravo ! Enfin des cathos qui ne sont pas rétrogrades ! », s'enthousiasme Geneviève dans son message envoyé des États-Unis. « Félicitations pour votre page. Je cherchais des sites intéressants qui parlent de religion. Sur tout des sites de langue française (...). Bravo pour votre témoignage chrétien sur le Net », transmet Guy Constantineau du Québec. Le serveur Internet de la paroisse Saint-Nicolas de La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), une commune de onze mille habitants, reçoit des messages du monde entier. Pendant dix mois, elle a été la seule présence chrétienne française sur Internet, avant d'être rejointe, cet automne, par la Confédération des évêques de France, la paroisse Saint-Amand à Bordeaux et le diocèse d'Evry-Corbeil.

L'entrée de la paroisse dans la modernité virtuelle est due à la rénovation de l'église Saint-Nicolas, beau bâtiment du treizième siècle que le comité paroissial des Amis de Saint-Nicolas avait commencé à restaurer en 1994. Un de ses membres, Jim Wanderscheid, se voit offrir gratuitement par son entreprise un espace vacant sur Internet. Il propose alors à Philippe Louveau, un jeune curé dynamique, de saisir cette occasion afin de faire connaître son église et de recueillir des aides pour la rénovation de l'édifice.

Le 6 décembre 1995, jour de la Saint-Nicolas, le comité entre dans le « cyberspace ». La nécessité

d'offrir d'autres services s'impose rapidement, et la paroisse prend le relais. Aujourd'hui, en plus du home page - simple présentation de la paroisse -, on trouve la dernière édition du journal paroissial, l'agenda du secteur paroissial, un annuaire des paroisses et des diocèses européens présents sur Internet (de l'Irlande à l'Ukraine en passant par la Scandinavie). On peut aussi consulter la Bible dans sa version intégrale, et effectuer des recherches sur des mots ou des versets en français, allemand, anglais, espagnol, suédois et latin. Le Père Louveau rédige des dossiers comme « L'homosexualité : qu'en dit l'Eglise ? », ou encore « Pourquoi il y a des femmes prêtres dans l'Eglise catholique ? ».

Pour montrer que l'Eglise est vivante et prête au dialogue, un espace de débat a été ouvert. Pour Philippe Louveau, « le débat de société, la culture, tout devient accessible. C'est une chance pour la parole de l'Eglise, qui on l'a vu trop souvent dans les médias aux prises avec les discours du pape ». Depuis sa création, le site a été « visité » par plus de deux mille personnes ; le prêtre a même fait connaissance virtuellement avec un nouvel arrivant à La Queue-en-Brie avant de le rencontrer réellement, organisant par courrier électronique le baptême de son enfant.

Dominique Meunier

* <http://stnicolas.simplenet.com>

CORRESPONDANCE

L'identité régionale alsacienne

M. JEAN-MARIE WOEHRLING, président du tribunal administratif de Strasbourg, nous demande d'indiquer qu'il a signé « à titre privé » le texte « L'identité régionale : un projet à partager ». A propos des deux articles publiés à ce propos dans Le Monde du 11 octobre et du 8 novembre 1996, il tient à préciser :

« Il est tout à fait inexact que « l'Etat est constamment attaqué » par ce texte comme le prétend M. Marcel Scamato dans l'article du 22 octobre. S'il est fait état d'une iniquité à l'égard de « conceptions monolithiques de la société qui, sous prétexte de sauvegarder l'unité de celle-ci, aboutissent à refuser la spécificité régionale comme l'al-

térité de l'étranger », cette observation concerne l'état d'esprit de certains intellectuels mais non l'Etat, qui n'est pas en cause, ni les institutions, au sujet desquelles le texte se borne à souhaiter un approfondissement de la démocratie dans le domaine culturel, le fédéralisme étant seulement évoqué comme « une idée encore naissante » (...). Les citations qui me sont attribuées dans l'article du 8 novembre, énonçant la saignée thématique d'Alsace sur l'Alsace du 17 octobre, sont également inexactes dans la forme et dans l'esprit. J'ai dit que ce ne sont pas les « Parisiens », ni les autres Français qui sont les adversaires de la culture alsacienne mais une poignée de passésistes qui

dannent le ton en Alsace. Dieu merci, contrairement à ce que M. Scamato me fait dire, on n'a pas « laminé le pluralisme culturel en Alsace comme en Bosnie ». Ce pluralisme fait encore aujourd'hui l'attrait de l'Alsace. (...) « Le pluralisme est la richesse de la France. En le mettant en valeur en Alsace, latin de desservir la France, on la renforce et on l'aide à assurer son rôle dans l'Europe en construction. C'est ma conviction et celle de la plupart des Alsaciens qui ne sont pas d'aucune « ferveur régionaliste », comme le craint Le Monde, mais veulent seulement exprimer sereinement leur personnalité dans la France et dans l'Europe. »

La France importe cinq fois plus de déchets toxiques qu'elle n'en exporte

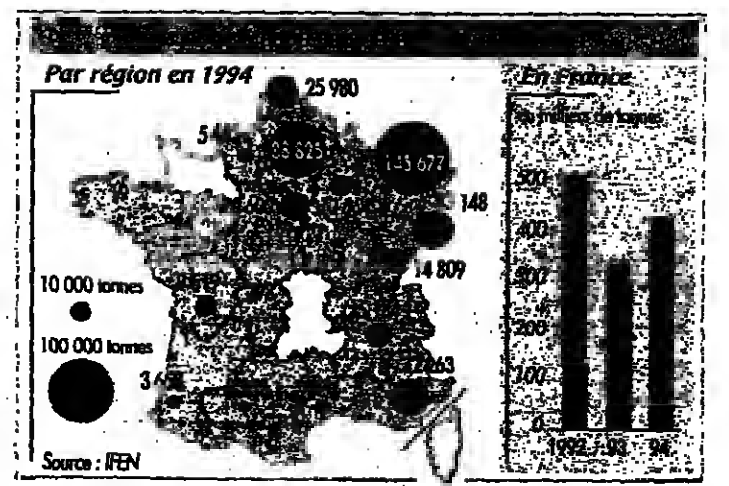
D'UN VOLUME de près de 430 000 tonnes, les déchets dangereux (DGN) ou toxiques constituent plus des trois quarts des ordures importées, selon une étude de l'Institut français de l'environnement (IFEN) à paraître dans *Données de l'environnement* n° 26. La France importe donc cinq fois plus de déchets toxiques qu'elle n'en exporte (70 000 tonnes). Ces importations ont cependant nettement diminué entre 1991 et 1994, suite aux réglementations internationales instituant un contrôle plus strict. En 1994, 15 000 tonnes de ce type de déchets ont transité par la France, venant pour la plupart d'Italie, et partant pour l'Espagne ou la Grande-Bretagne.

Ce sont les régions frontalières qui, selon le principe de proximité, sont destinataires des déchets dangereux. Ainsi la Lorraine, l'Alsace et Nord-Pas-de-Calais ont reçu les deux tiers des importations, provenant essentiellement d'Allemagne et des Pays-Bas. Trois catégories de déchets dangereux de nuisances sont actuellement l'objet de mouvements transfrontaliers, représentant plus de 70 % des importations :

les déchets de cuisson, de fusion ou d'incinération principalement issus de la métallurgie, les solvants, et les boues et déchets sortis des stations d'épuration ou d'usines de traitement d'eau potable. Chaque région s'est spécialisée dans le traitement de ces produits importés : la Lorraine et la Picardie pour les déchets de cuisson, la Lorraine encore pour les solvants et l'Alsace pour les boues d'épuration. La quasi-totalité de ces DGN importés ont été destinés à la valorisation. Le recyclage représente le traitement le plus important, avec 60 % du tonnage importé, suivi de la valorisation énergétique (récupération de chaleur et production d'électricité).

Dans la même période, les importations de déchets ménagers ont fortement baissé, passant de 430 000 tonnes en 1991 à 5 600 tonnes en 1994 pour une production nationale de 20 millions de tonnes. Depuis 1992, selon le règlement de la Communauté européenne, seules les ordures ménagères destinées à la valorisation peuvent être importées.

S. Z.



HORIZONS

PORTRAIT

Patricia Cornwell, l'Amérique au scalpel

Dans ses romans, dont l'héroïne, Kay Scarpetta, est médecin-légiste, l'auteur à succès n'évite aucun détail macabre pour mieux affirmer sa compassion envers les victimes et dénoncer la violence crépusculaire qui envenime les Etats-Unis



sion, qui servira également à monter les adaptations des aventures de Scarpetta au cinéma.

Légerement décontenancé, on en revient au début de l'histoire. La naissance il y a quarante ans, à Miami, de Patricia Daniels, fille de Sam, juriste, et de Marilyn, secrétaire. Le divorce rapide des parents, le déménagement avec sa mère et ses deux frères en Caroline du Nord, les rêves de gloire sur les courts de tennis rapidement abandonnés, les études au Davidson College où se produisent deux événements importants : ses premiers pas dans l'écriture et son mariage avec son professeur de littérature américaine, Charles Cornwell, de dix-sept ans son aîné. « J'étais tombée éperdument amoureuse... C'est lui qui m'a amenée ici, à Richmond et j'y suis restée après notre séparation au bout de neuf ans. Il était devenu pasteur presbytérien et jugeait que je ne remplissais pas tout à fait le rôle de la femme d'un ministre du culte... Il avait sans doute raison ! » Patricia Cornwell éclate de rire, commence

mais j'en garde un profond sentiment d'insécurité. Une sorte de perte qui me pousse à m'asseoir devant mon ordinateur et qui donne du sens... »

Son premier roman, Patricia Cornwell l'écrit au cours de ses études au Davidson College. « Il est aussi mauvais que vous pouvez l'imaginer. Mais c'est à ce moment que j'ai vraiment décidé d'écrire. » Réaliste, elle commença par devenir journaliste au *Charlotte Observer*, où elle confia la rubrique criminelle. Fascinée par cet univers, elle tourne avec la brigade des homicides des outils durant, prend des leçons de tir, s'engage comme auxiliaire bénévole dans la police. Jusqu'au jour où elle estime pouvoir utiliser son expérience pour se lancer dans la fiction. Trois romans seront successivement refusés, mais au troisième échec, un éditeur lui conseille de développer un de ses personnages secondaires, qui lui paraît particulièrement original, celui d'une jeune femme médecin-légiste... Fidèle à ses principes - « J'écris sur ce que je connais » -, Patricia Cornwell se fait embaucher comme informaticienne au bureau du Chief Medical Examiner de Virginie, s'imprègne du lieu, assiste à des dizaines d'autopsies... « Au début, je voulais simplement raconter des histoires. Mais quand j'ai vu ce qu'était le quotidien du travail de la police, ce qu'on découvre en arrivant sur les scènes de crime, toutes ces tragédies, l'état des cadavres qui finissent à la morgue, c'était soudain comme si je me retrouvais en plein milieu d'une guerre, au centre des massacres. Vous voyez disparaître ceux que vous aimez. Vous avez peur pour votre propre vie... Mes projets ont été bouleversés. Je ne pouvais plus simplement écrire des histoires. Il fallait faire plus ! Dénoncer la violence. Témoigner pour les victimes, leur rendre leur dignité. Le monde entier est violent, mais l'Amérique en particulier. Les armes sont en vente libre dans ce pays où le mythe du pionnier, qui n'hésitait pas à tuer pour son lopin de terre, reste très fort. Nous payons cher pour notre liberté. Parfois je désespère, car il me semble que c'est de pire en pire. Comme une maladie contagieuse... »

crois à la force, à la puissance du Mal. Je crois aussi que le Mal n'est pas à l'extérieur, mais en chacun de nous. Personne n'est à l'abri. Tout le monde peut devenir un criminel. »

C'est alors que la peur s'installe. Dans les livres comme dans la vie. Et que se révèle l'envers du décor de cette histoire si terriblement américaine. « Bien sûr, j'ai peur. En permanence. Je ne pense pas qu'un puisse ne pas avoir peur quand on a vu ce que j'ai vu... Il y a deux jours, je venais de me lever, j'avais fait du café et je m'apprêtais à m'installer dans le salon quand j'ai entendu un grand choc contre la porte d'entrée. J'ai sursauté, mon chien s'est mis à aboyer, j'ai renversé le café partout en me précipitant sur mon revolver. J'étais sûre que c'était quelqu'un qui essayait d'entrer dans la maison ! Alors qu'il ne s'agissait que du livreur de journaux qui les avait lancés un peu brutalement sur le paillason... Aux Etats-Unis, quand vous êtes une femme, que vous vivez seule, que vous êtes célibataire, que vous avez de l'argent, vous avez beaucoup de raisons d'avoir peur... »

SANS doute Patricia Cornwell se souvient-elle aussi de cet ex-agent du FBI qui l'a harcelée pendant des mois, l'accusant d'avoir une liaison avec sa femme. Une histoire sinistre et romanesque emparée la presse à scandales, prompt à souligner que la nièce de Kay Scarpetta, Lucy, s'est révélée préférer les femmes à peu près à la même époque dans les romans de Cornwell. Cela aussi fait partie de l'envers du décor. « Depuis, on a beaucoup dit que je vivais dans une maison blindée. C'est vrai, mais c'est normal dans un pays comme celui-ci. J'ai fait installer un système de sécurité sophistiqué, mais tout le monde autour de moi a fait la même chose. Je possède de nombreuses armes et je me suis entraînée au tir. Je loue les services de gardes du corps... C'est sans doute le prix à payer pour ce que j'ai vu. La perte d'une certaine tranquillité d'esprit... » Qui l'empêche pas Kay Scarpetta, son double romanesque, elle aussi hantée par des images terrifiantes, de poursuivre inlassablement son combat, débuisant dans les cadavres de la morgue le visage halluciné d'une Amérique malade et crépusculaire. A la manière de ces prêtres immémoriaux lisant dans les entrailles des victimes sacrifiées le destin de la communauté.

Michel Abescat
Dessin : Marc Tarasoff

V OICI une de ces fabuleuses succès stories propres à entrer tout droit dans la légende. L'histoire d'une petite fille plutôt déshéritée qui rêvait de devenir championne de tennis. Et qui, la vivacité de sa plume l'emportant à l'évidence sur la vitesse de sa raquette, finit par pulvériser les records de l'édit. Aujourd'hui, alors qu'elle vient de fêter ses quarante ans, Patricia Cornwell est connue dans le monde entier. Les lecteurs s'arrachent ses livres. Les éditeurs se les disputent. Cent cinquante mille exemplaires d'*Une mort sans nom* vendus en quelques semaines, en France, au printemps 1996. Vingt millions de dollars investis par son éditeur américain pour ses trois prochains romans. Les Editions du Masque écartées au profit de Calmann-Lévy pour la publication de son nouveau livre, *Morts en eaux troubles* (*Cause of Death*, malheureusement très inférieur aux précédents), le 9 janvier. En six ans et sept livres, c'est de l'ordre du phénomène. Car c'est seulement en 1990 que débute, avec *Postmortem*, les aventures du docteur Kay Scarpetta, l'héroïne imaginée par Cornwell.

Une entrée fracassante sur la scène du roman policier. A l'époque, les détectives du roman criminel classique, style « Bon Dieu, mais c'est bien sûr ! », sont depuis longtemps rangés des revois. Les durs à cuire du roman noir commencent eux aussi à sentir la vieille poudre. Depuis le début des années 80, le renouveau vient des femmes qui n'hésitent plus à installer des héroïnes bien dans leurs jupes, au cœur d'un univers où elles étaient jusque-là cantonnées aux rôles de vamps ou de victimes. Kinsey Millhone, la privée de Sue Grafton, en est depuis 1982 une des plus belles figures. Mais, en 1990, l'idée de génie de Patricia Cornwell - après Herbert Lieberman, mais *Nécro-*

lis restait un exemple isolé - est de remplacer le flic no le détective privé, sépulchre blanchi sous trois quarts de siècle de stéréotypes policiers, par un médecin-légiste. A la qualité de ses histoires, directement inspirées d'une réalité qu'elle connaît parfaitement, à son talent de conteuse, à la construction inébranlable de ses intrigues, cocktail subtil d'énigme, de suspense et de roman noir, Cornwell ajoute le charme vénéneux de l'univers de la médecine légale, ses odeurs persistantes de formol malgré la sophistication de ses techniques, et son commerce quotidien avec le mystère de la mort. Sans lésiner sur les détails les plus macabres. En jouant avec une maîtrise confondante du pouvoir de fascination d'un jargon scientifique à haute tension. En quelques livres, Patricia Cornwell fait ainsi tout monter d'un cran. Le réalisme des situations, l'horreur du crime qu'elle décrit sans la moindre complaisance, la violence d'une société qu'elle cherche à analyser, la pression sur le lecteur qu'elle exerce par une dramaturgie très singulière, une sorte d'urgence désespérée, et la sécheresse d'une écriture qui va directement à l'essentiel.

L'irrésistible succès story s'impose avec une certaine brutalité aux yeux du visiteur européen. Décidément, l'histoire de Patricia Cornwell est typiquement américaine.

A U sud de Richmond (Virginie), la ville où l'écrivain situe la plupart de ses livres, un grand immeuble de verre et de béton, perdu au milieu des sapins. Hall imposant. Ascenseur luxueux et glacial. Au troisième étage, un immense logo triangulaire, Cornwell Enterprises, domine la porte munie d'un interphone et d'une caméra de surveillance. A l'intérieur, un comptoir de réception, puis un couloir orné d'une impressionnante collection d'insignes de la police de toutes les villes des Etats-Unis. Bureaux ultramodernes, apparemment uniquement

peuplés de femmes, ordinateurs, ambiance feutrée et studieuse. Sur une table, des piles de tee-shirts ornés du dessin de la jaquette du dernier livre, *Cause of Death*, attendent d'être emballés, accompagnés d'une carte de vœux pour 1997. Le bureau de la maîtresse des lieux, enfin. Seules quelques photos - Cornwell avec Bill Clinton, souriant - lui donnent une touche personnelle. « Ces lacaux deviennent trop petits. Bientôt nous allons déménager. » Mèches blondes, regard menthe glacée, tailleur-pantalon bleu marine strict, Patricia

« Les armes sont en vente libre dans ce pays où le mythe du pionnier, qui n'hésitait pas à tuer pour son lopin de terre, reste très fort. Nous payons cher pour notre liberté. Parfois je désespère, car il me semble que c'est de pire en pire. Comme une maladie contagieuse... »

Cornwell entame la conversation avec une disponibilité toute professionnelle. « Huit personnes travaillent ici en permanence. Les livres rapportent beaucoup d'argent et c'est devenu une affaire importante. Il faut répondre au courrier, qui est considérable, s'occuper de la presse, de la publicité. De la fondation de charité que j'ai créée. Nous avons aussi besoin de spécialistes. Des financiers pour la gestion, des juristes pour le suivi de mes droits d'auteur dans le monde entier. Et puis il y a les recherches pour mes prochains romans, qui occupent une personne à plein temps. Et bien sûr deux. Car en plus des aventures de Kay Scarpetta, je viens de terminer le premier épisode d'une nouvelle série de livres dont les héros seront une femme policier et un jeune reporter spécialisé dans les affaires criminelles. Ainsi qu'une série de fictions que j'écris pour la télévision avec Helen Mirren dans le rôle principal. J'ai d'ailleurs créé une société de production audiovisuelle, Bell Vi-

à se détendre, et change définitivement de ton après qu'on lui a demandé si Bell Vision, le nom qu'elle a choisi pour sa société de production audiovisuelle, est un hommage à Ruth Bell Graham, la femme du célèbre prédicateur. Le récit bien rodé de la success story prend alors des chemins de travers. « Elle habitait avec Billy Graham juste à côté de chez nous, à Montreat, en Caroline du Nord. C'est elle qui m'a soutenue pendant toute mon enfance. Elle m'écoulait, me conseillait, me faisait des cadeaux. Aujourd'hui encore, nous restons très liées et je lui suis extrêmement reconnaissante... Mes parents avaient fait un très mauvais mariage. Mon père est parti quand j'avais cinq ans. Ma mère n'a pas pu assumer, elle a fait de longs séjours à l'hôpital et en maison de repos. J'ai été placée dans une famille d'accueil qui n'avait peut-être pas toutes les qualités psychologiques nécessaires, vous voyez ? Je suis en paix avec tout cela aujourd'hui,

mais j'en garde un profond sentiment d'insécurité. Une sorte de perte qui me pousse à m'asseoir devant mon ordinateur et qui donne du sens... »

15 من الشهر

Le Monde

EDITORIAL

Un risque à la Banque de France

Si elle était attendue, la nomination, vendredi 3 janvier, par Jacques Chirac de deux de ses proches, Pierre Guillen et Jean-René Bernard, au Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, n'en est pas moins surprenante. Elle confirme la grande méfiance de l'exécutif à l'égard de toutes les institutions indépendantes. Elle traduit surtout, et une nouvelle fois, les ambiguïtés de la stratégie européenne du président français.

Lorsque, en 1993, la majorité RPR-UDF avait adopté la réforme du statut de la Banque de France et décidé d'accorder à une instance indépendante - le Conseil de la politique monétaire - la mise en œuvre de la politique monétaire, ce n'était pas seulement pour satisfaire un « fantasme allemand » ou pour remplir l'une des conditions du traité de Maastricht. C'était aussi parce que cette majorité s'était finalement convaincue que la lutte contre l'inflation était menée de manière plus efficace par un commandement composé de personnalités indépendantes du pouvoir et des contraintes politiques. Un tel choix était discutable et avait été discuté, large-

ment. C'était celui de la majorité qui gouverne aujourd'hui - et du député Jacques Chirac. De multiples précautions avaient alors été prises pour assurer l'indépendance de cette institution, en particulier la procédure de désignation des membres du CPM.

Le choix d'aujourd'hui, s'il s'est fait selon les formes, amène néanmoins à s'interroger sur l'indépendance de cette instance, sur sa représentativité et, au-delà, sur sa crédibilité. Depuis le départ de l'ancien ministre socialiste de l'économie Michel Sapin, remplacé par un autre des proches du président de la République, Paul Marchetti, l'ancien dirigeant de la

CGC, l'opposition socialiste n'y est plus représentée. Avec l'arrivée de MM. Guillen et Bernard, ce sont deux « hommes d'appareil », l'un du CNPF, l'autre de l'Etat, qui remplacent un banquier (Bruno de Maule) et un journaliste économique (Jean Boissonnat). La diversité professionnelle de ce club de « sages » s'en trouve amoindrie.

Mais la décision du président traduit surtout une nouvelle fois les contradictions élysées à l'égard du projet européen. Depuis le 26 octobre 1995, Jacques Chirac a, à de multiples reprises, confirmé sa détermination en faveur de la construction européenne et de l'Etat. Aujourd'hui, il désigne à deux postes-clés des personnalités qui ne sont pas vraiment des militants de la monnaie unique. Le chef de l'Etat a en effet retenu les candidats de M. Séguin - subtilement passés sur la liste de M. Mitterrand - contre ceux de M. Monory. Ce petit jeu politique est dangereux lorsqu'il concerne un enjeu comme celui de l'Europe. Jacques Chirac a pris un risque inutile, celui de n'être pas compris par nos partenaires allemands. Et celui de rendre plus difficile la construction européenne.

La dernière des dix-huit années de thatcherisme

Suite de la première page

Il est vrai que cet espoir tempère chez bon nombre de Britanniques la morosité ambiante. D'autant que cette dernière ne les a pas empêchés de se ruer pendant les fêtes de fin d'année vers les aéroports, de se précipiter sur les soldes dans les grands magasins et de consacrer des sommes importantes à des dépenses de loisirs, une industrie pour laquelle Londres « la swinguese » est devenue l'une des capitales mondiales.

Cet espoir résistera-t-il à la dure réalité d'une campagne électorale qui s'annonce - le scrutin est prévu pour le 1^{er} mai - et que tout le monde s'accorde à prédire comme la « plus sale de l'histoire » ? Il est vrai que le débat politique vole de plus en plus bas entre conservateurs et travaillistes. D'autant plus bas que les différences de politiques entre le parti au pouvoir et son challenger apparaissent de plus en plus réduites aux yeux de l'opinion.

Paniqué à l'idée d'émettre une idée qui pourrait lui être reprochée par la propagande adverse, obsédé par son image médiatique trop soigneusement finie par ses « spin doctors » (conseillers médiatiques), Tony Blair, le jeune patron d'un Labour « nouvelle vague », colle au plus près à la politique des conservateurs.

Au point qu'un éditorialiste du *Financial Times* a pu parler de « Blairism ». Ou que le *Guardian*, pourtant le quotidien le plus proche des travaillistes, s'inquiète du « vide en propositions spécifiques » de M. Blair face à son « trop-plein d'abstractions ». Ayant rejeté loin de lui toute référence à la défection de gauche qui a fait perdre au Labour quatre élections de suite, il ne s'embarrasse plus d'aucune idéologie, « une dérive que l'on ne trouve plus dans les rayons des supermarchés politiques aujourd'hui », explique un travailliste lucide.

RECTIFICATIFS

JAGUAR

Le jaguar est une espèce animale d'Amérique latine qu'il n'est pas possible de trouver en Afrique, contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 17 décembre 1996.

LÉGION D'HONNEUR

Le prénom usuel de M. Rodde, artiste-peintre, nommé chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur (*Le Monde* du 3 janvier) est Michel.

Patrice de Beer

AU COURRIER DU « MONDE »

LA BELGIQUE À L'HEURE DE L'HYSTÉRIE

Ne vous y trompez pas : depuis l'affaire Dutroux, la Belgique vit à l'heure de l'hystérie. De Dutroux, d'ailleurs, il est encore à peine question : c'est tout le système parlementaire que l'on remet en cause, et nos marches blanches ont des buts de moins en moins clairs. L'opinion publique est à l'ordre moral : homosexuels et pédophiles mais dans le même sac, délation nommée civile, journalistes jouant les détectives privés. Notre gouvernement, pris au piège de ces trois bien-pensants, réforme la justice, jettant aux oubliettes libérations conditionnelles et congés pénitentiaires, faisant ainsi payer à tous les délinquants l'odieuse de quelques-uns. Il est vrai qu'en un temps où le peuple réclame le rétablissement de la peine de mort - quand ce n'est pas celui de la tort-

ture -, le choix ne lui est guère laissé. Quant à nos élites - ou ce qu'il en reste -, soit elles se retranchent dans un prétendu savoir universitaire, soit elles lysent sur l'unité retrouvée d'un pays plus que jamais au bord de la rupture (...). La présomption de culpabilité a, chez nous, remplacé la présomption d'innocence.

Le mal, pourtant, est plus profond : à force d'avoir privilégié l'économique au détriment du social ; à force d'avoir prêché le réalisme quand il fallait parler de l'homme, nos politiques se sont coupés des racines du pays (...). L'affaire Dutroux fut l'aboutissement de tous les mécontentements, elle risque de devenir le tremplin de tous les « n'importe quoi ». Chez nous, non plus, ce ne sont pas les Le Pen qui manquent.

Jean Loubré, Ciney (Belgique)

LA PEUR ET LA HAINE

J'ai toujours pris parti dans les débats politiques français, mais jusqu'à ces lois votées dernièrement au Parlement pour lutter contre les étrangers j'avais l'impression de me battre pour les autres, ce qui n'est pas si mal, mais ce n'était quand même pas moi qui étais directement attaqué. Attaquée, je le suis moins que beaucoup d'autres, puisque j'ai la chance d'être née française, de parents français. Mais je ne vais pas pouvoir recevoir chez moi des amis étrangers ? Je m'exposerais alors à des visites de contrôle ? Et pourquoi ne me toudrait-on pas en cas de contrôle négatif ? Mauvaise Française qui fréquente des étrangers en situation irrégulière, à mort !

Comment tous ces gens, aveuglés par leur peur des étrangers différents, ne voient-ils pas qu'ils font

voter des lois qui vont tous nous coiffer ? La peur et la haine sont de mauvaises conseillères. Comment nos députés ont-ils pu tomber aussi bas ? Que font-ils de la dignité de l'homme ? Comment osent-ils se regarder encore dans un miroir ? Et comment peuvent-ils être aussi stupides, votant ces lois, en croyant se protéger des gamins colorés et pauvres des chies de banlieue. Mais ces gamins, nés pour la plupart en France avant les lois Pasqua, sont français, et le seul moyen de les voir serait de voter une loi permettant de leur retirer la nationalité française. Par bonheur, cette loi a déjà été faite par l'Etat, et ce sont-ils qui ont voté ces lois pour empêcher de la refaire. Pour combien de temps ? (...)

Fabienne Vansteenkiste, Montreuil (Seine-St-Denis)

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Laurent Joffin
■ Qu'on se le dise : pour une fois, l'Etat n'est pas responsable. Il a peu de pouvoir sur le thermomètre et ses douaniers ne peuvent pas faire rempart de leur corps pour arrêter aux frontières l'air venu de Sibérie. (...) Mieux vaut se préoccuper des vraies victimes du froid : ces démunis que le désespoir et l'allergie aux contraintes bureaucratiques des abris de nuit conduisent à risquer leur vie dans un manteau râpé durci par la neige. Cette fois, l'Etat est impliqué. Faut-il, comme le suggère le maître de Longjumeau, prévoir un ramesage par la contrainte ? Et pour-quoi pas ? Il y aurait alors assistance à personne vraiment en danger...

RITL

Janine Perimond
■ Eh oui, rendez-vous compte : une fillette sur deux qui naît aujourd'hui sera centenaire. Autre chiffre spectaculaire : en 1950, les centenaires étaient rares, on en comptait seulement 200. Aujourd'hui, il y en a 6 000 et dans cinquante ans il se sera établi entre quarante-cinq et cinquante ans il y a un siècle, à pratiquement doublé (...). Ce n'est pas seulement l'espérance de vie qui progresse, mais l'espérance de vivre en bonne santé à des âges avancés (...). Cette évolution pose d'immenses problèmes (...). Notre système de retraite, bâti pour verser des pensions pendant dix ans en moyenne, ne tiendra pas la route, si on passe trente ou quarante ans de sa vie à la retraite.

Journal de l'économie

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 4 JANVIER 1997

PLACES FINANCIÈRES

Les deux plus grands marchés à terme du monde, le Chicago Board of Trade (CBOT) et le Chicago Mercantile Exchange (CME), ont décidé de coopérer pour faire face à la concurrence.

● SUR LES MARCHÉS À TERME s'échangent des produits financiers sophistiqués appelés dérivés. Il

s'agit de contrats à terme et d'options permettant d'acheter ou de vendre un bien (matières premières, instruments financiers, devises, obligations, actions ou indices bour-

siers) à un prix déterminé à l'avance. ● LES PRODUITS DÉRIVÉS ont connu un formidable développement depuis dix ans et permettent aussi bien de couvrir des positions contre

les fluctuations de marché que de spéculer. ● L'INDUSTRIE des marchés à terme en Europe se prépare à une secousse considérable avec la création de l'euro en 1999.

Les deux plus grands marchés à terme du monde vont se rapprocher

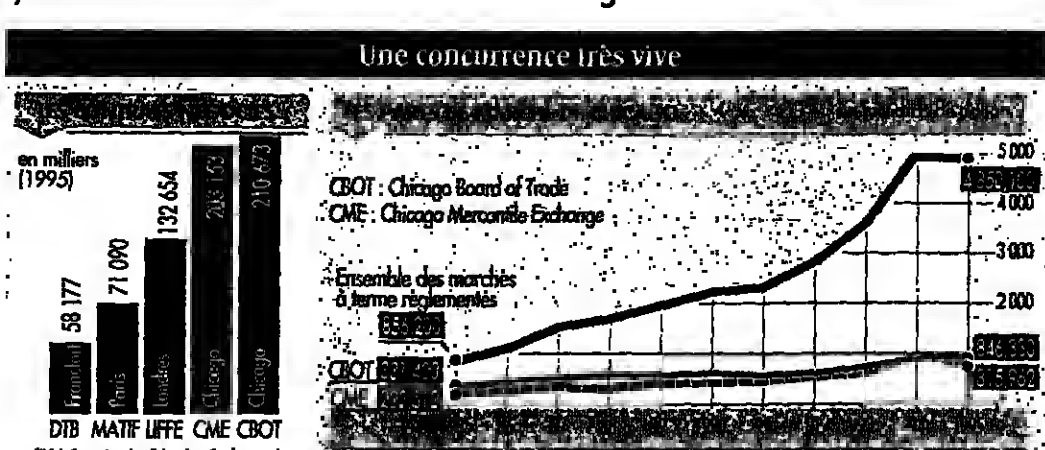
Le Chicago Board of Trade et le Chicago Mercantile Exchange, les frères ennemis, pionniers des produits dérivés, ont décidé de coopérer pour réduire leurs coûts et faire face à l'agressivité d'autres concurrents

CHICAGO
de notre envoyé spécial
Imaginez une salle de presque 20 000 mètres carrés, assez grande pour contenir un Boeing 747. Vous êtes dans la nouvelle aile du Chicago Board of Trade (CBOT), le premier marché à terme du monde, qui ouvrira ses portes le 19 février. Tout en granit et en acier, ce bâtiment abritera les cinq mille négociateurs et autres salariés qui travaillent à la criée sur le « parquet de négociation » des produits financiers du CBOT. Coût de l'opération : 182 millions de dollars (environ 900 millions de francs).

Le CBOT prendra ainsi sa revanche sur son éternel rival, le Chicago Mercantile Exchange (CME), situé sur la rivière Chicago à quelques dizaines de mètres de son concurrent : il y a trois ans, le frère ennemi avait démenagé, pour prendre possession de la plus grande salle de Bourse au monde (3 600 mètres carrés). Depuis cent

ans, les deux premiers marchés à terme du monde, qui représentent trente mille emplois directs et cent mille emplois indirects, s'affrontent. Leurs présidents se font la guerre par médias interposés. Pourtant, depuis un an, leurs rapports se sont pacifiés. Impératif économique oblige, les deux institutions commencent même à travailler ensemble.

La trêve a commencé à la fin de 1995 et c'est le CBOT qui a fait le premier geste. Une équipe interne, qui travaillait sous l'autorité de David Fisher, premier vice-président du CBOT, depuis quelques mois sur les sources possibles d'économies, a alors rendu ses conclusions : une fusion avec le CME serait la meilleure solution. David Fisher estime qu'une telle opération permettrait aux membres des deux marchés d'économiser 32,7 millions de dollars. A défaut d'un regroupement, il a préconisé des coopérations dans certains domaines, allant de



« l'achat des crayons à la fusion ».

Les deux institutions ont créé en janvier 1996 un comité commun pour étudier l'ensemble de ces propositions. Première conséquence : depuis septembre 1996, les membres du CME et du CBOT peuvent utiliser un seul compte en

banque pour leurs interventions sur les deux marchés, désormais soumises aux mêmes procédures bancaires. Le consultant texan Electronic Data Systems (EDS) étudie actuellement la possibilité d'unifier les cinq centres de bases de données informatiques des deux

marchés, qui coûtent quelque 6 millions de dollars par an. Une centralisation pourrait permettre de réduire cette dépense de 60 %. Les équipes du comité réfléchissent aussi activement à une fusion des chambres de compensation.

En 1982, les deux présidents du CME et du CBOT avaient déjà travaillé à un projet de fusion, resté lettre morte. En 1990, ils avaient planché sur leurs synergies possibles dans le développement de nouveaux produits et technologies. Cela avait été peu suivi d'effet.

« La situation aujourd'hui est différente », commente un spécialiste du sujet. La concurrence est bien plus forte. De nouveaux marchés à terme se sont créés : le Liffe à Londres en 1980, le Matif à Paris en 1986 et le DTF à Francfort en 1990. Les transactions électroniques se sont multipliées. Tout comme les transactions de gré à gré, qui ne passent pas par des marchés organisés comme le CBOT ou le CME.

DÉVELOPPER LES INTERVENTIONS

Ainsi treize grandes banques ont mis en place un système électronique de transactions (Electronic Broading System) pour échanger entre elles des devises. Reuters a créé en 1992 un système électronique de transactions (Dealing 2002) que les banques utilisent. Certains courtiers ont, de leur côté, mis en place des systèmes de transaction sur Internet. Alors que le volume de transactions des produits à terme a explosé ces dernières années, les Américains ont vu, selon l'Association américaine des marchés à terme, leur part de marché passer de 78 % en 1988 à 40 % aujourd'hui. L'âge d'or des marchés de Chicago est bel et bien fini.

Les deux marchés sont conscients qu'ils doivent désormais offrir des possibilités accrues d'intervention, en développant des systèmes électroniques de transactions utilisables pendant les heures de fermeture des marchés (Globex pour le CME et Project A pour le CBOT). Ils doivent aussi multiplier leur offre de produits, ce qui passe par une plus forte ouverture à l'international. Le CBOT est allié au Liffe sur les taux à long terme. Le CME a signé deux accords avec le Liffe et le Matif afin de négocier leurs produits de taux en dehors des créneaux horaires européens. La mise en place de l'accord avec Paris, conclu pour une durée initiale de cinq ans, débute avec le contrat notional de 10 ans (emprunts d'Etat français) et pourra concerner l'ensemble des produits de taux à moyen et long terme du Matif, libellés en franc, écu ou euro. Le CME négociera également les contrats à court terme du Liffe, en dehors de ses heures d'ouverture, et notamment l'eurodollar, le contrat à terme le plus traité au monde.

Côté pays émergents, les deux concurrents mettent le cap sur l'Amérique latine et l'Asie. Ces marchés très volatiles offrent des perspectives de profit très importantes. Le CBOT s'apprête à annoncer un nouvel accord avec un marché asiatique. A compter du 9 janvier, le CME offrira la possibilité à ses membres de traiter des contrats à terme et des options sur le Dow Jones Taiwan Index, l'index boursier des 117 actions les plus traitées de la Bourse de Taiwan. En 1995, le CME a mis en place un nouveau département, le premier depuis treize ans, Growth and Emerging Markets, qui propose des contrats sur les devises, la dette et les actions de pays comme le Mexique, l'Argentine et le Brésil.

Le CBOT a une autre stratégie : aider les pays émergents à mettre sur pied leurs marchés à terme, en devenant actionnaire et négociateur des alliances. Il participe ainsi à la création du futur marché à terme électronique de Taiwan, prévue pour juin 1997. Ou encore à la mise en place des marchés à la criée de Buenos Aires fin 1997 et de Varsovie en 1998, dont il sera actionnaire.

Virginie Malingre

Les Européens se préparent fébrilement à l'arrivée de l'euro

EN EUROPE, l'industrie des marchés à terme se prépare à une violente secousse avec la création de l'euro en 1999. Pour la plupart des experts, il n'y aura pas place sur le Vieux Continent pour les trois grands marchés qui sont le Liffe londonien, le Matif parisien et le DTF francfortois. Du côté des contrats à terme et autres options de changes, les jeux sont faits et Londres ne peut plus perdre sa suprématie. Il en va tout autrement sur les marchés de taux. L'enjeu est considérable : il s'agit de contrôler les contrats portant sur un marché obligataire européen unifié par une même devise et évalué, au moins à 7 000 milliards de dollars, un chiffre comparable à celui du marché obligataire américain (11 000 milliards de dollars).

Difficile de faire un pronostic tant les atouts et les faiblesses des trois places sont différents. Londres bénéficie du poids de l'histoire qui a fait de la City la première place financière « off shore » du monde, c'est-à-dire indépendante de son économie nationale. La place bancaire londonienne est la première du monde et son marché des changes n'a pas d'équivalent. Son principal handicap réside dans la grande incertitude sur la participation du Royaume-Uni à la monnaie unique dès le début.

Francfort se trouve dans une position diamétralement opposée. Son marché à terme est très jeune. Il a vu le jour en 1990. La culture financière est récente, mais les progrès sont rapides et l'Allemagne sera par définition dans la monnaie unique. Elle disposera enfin d'un atout décisif : l'installation sur son territoire, à Francfort, de la Banque centrale européenne.

A Paris, le Matif tirera lui aussi parti de l'en-

gagement français dans la monnaie unique et dispose d'atouts : la qualité reconnue de son outil technique et la liquidité du marché obligataire français. Avec 1 000 milliards de francs d'encours, le marché obligataire français est le deuxième d'Europe derrière l'Allemagne (2 000 milliards de dollars), mais il est beaucoup plus dynamique. Les volumes traités en France sur le marché secondaire atteignent 8 000 milliards de dollars par an à comparer à 3 000 milliards pour l'Allemagne.

GUERRE ÉCLAIR

Le Matif a été un précurseur sur le continent et conserve une avance technique certaine. Le contrat sur les obligations d'Etat françaises est le plus liquide en Europe. Plus de 80 % de l'activité du Matif proviennent de produits de taux dont la totalité est appelée à basculer vers l'euro dès le 4 janvier 1999. Gérard Pfauwadel, le président de Matif SA, l'a répété à de nombreuses reprises : « La monnaie unique est pour nous une formidable opportunité de rebond ». Paris sera, selon lui, la première place à disposer d'une masse critique en euros puisque la place financière française s'est prononcée pour le basculement de tous les produits de taux dès le 4 janvier 1999. Ce n'est pas le cas de Londres et de Francfort.

Un marché s'installe là où la concentration des acteurs est la plus forte : c'est une loi qui n'a jamais été démentie. Paris va donc tenter une guerre éclair en tentant d'attirer les premières transactions sur les marchés de taux en euros et d'obtenir rapidement une masse critique d'échanges. Un pari risqué, mais le Matif n'a pas le choix. Il a dû modifier totalement sa stratégie

au cours des derniers mois. Il avait misé sur une alliance avec le DTF, pour faire efficacement contrepoids au Liffe, mais les Allemands, se sentant suffisamment forts, ont finalement décidé de tenter seuls leur chance.

Le marché français s'est trouvé des alliés américains. Il a signé le 20 novembre (Le Monde du 22 novembre) un accord de coopération avec le deuxième marché de Chicago, le Chicago Mercantile Exchange (CME) qui cotera les produits de taux à moyen et long terme (produits qui ne sont pas la spécialité du CME) du Matif après la clôture des cotations à Paris. Le Matif espère conclure un accord avec un marché asiatique afin d'offrir vingt-quatre heures sur vingt-quatre ces produits aux investisseurs de la planète. Il serait en contact avec le Simex de Singapour.

Mais le Liffe a clairement une longueur d'avance sur le Matif dans ses alliances internationales. Pour la négociation de ses contrats à court terme, il a conclu un accord avec le CME, spécialisé sur les produits de taux courts. Le Liffe a également signé un accord sur les produits de taux à moyen et long terme (le contrat sur le Bund allemand) avec l'autre grand marché à terme de Chicago et le numéro un mondial, le Chicago Board of Trade, qui est justement le spécialiste des contrats sur les taux longs.

Le véritable handicap du Matif n'est pas de son fait : c'est la relative faiblesse des établissements financiers français. Aucun d'entre eux n'a décidé, à l'image de la Deutsche Bank, d'attacher de front les établissements anglo-saxons sur les activités de marchés.

Eric Leser

L'américain Motorola doit retrouver le chemin de la croissance

DEPUIS le 1^{er} janvier 1997, le groupe américain d'électronique Motorola dispose d'une nouvelle équipe de direction. Gary Tooker, 57 ans, a cédé son poste de *chief executive officer* (directeur général). Christopher Galvin, 46 ans, jusqu'alors numéro deux – et par ailleurs petit-fils du fondateur de Motorola, Paul Galvin – lui a succédé. Ce changement intervient à un moment crucial de la vie de la firme : après trois années de croissance effrénée, elle traverse depuis début 1996 une passe difficile.

Alors que le chiffre d'affaires a doublé à 27 milliards de dollars (140 milliards de francs) et les bénéfices plus que triplé à 1,76 milliard de dollars entre 1992 et 1995, les profits ont chuté aux deuxièmes et troisièmes trimestres 1996 (-32 % et -58 %). Au terme des neuf premiers mois de l'exercice, les ventes n'étaient qu'en très légère hausse (+3 % à 20,3 milliards de dollars), après avoir reculé de 5 % au troisième trimestre.

Il revient à M. Galvin de remettre l'entreprise sur les rails de la croissance. Sa connaissance du groupe devrait le servir : il y a occupé, depuis vingt-quatre ans, différentes responsabilités dans les équipements de téléphonie mobile et les semiconducteurs. Ce sont ces activités – les deux principaux du groupe avec respectivement

10,6 et 8,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires –, sur lesquelles il a le plus investi ces dernières années, qui posent aujourd'hui problème.

RECUL DES SEMICONDUCTEURS

Premier dossier : les semiconducteurs. Motorola, qui a tiré de cette activité 40 % de ses profits en 1995, a subi, comme beaucoup d'autres, le recul du marché mondial (plus de 10 % en 1996). L'entreprise est aussi victime de deux facteurs spécifiques.

Tout d'abord, son activité dans les microprocesseurs – les puces PowerPC – reste étroitement liée à celle d'Apple. La constructeur d'ordinateurs, qui a bien du mal à relancer ses propres ventes, constitue leur seul débouché de masse.

Motorola utilise par ailleurs plus de 20 % des composants qu'il fabrique au sein de ses propres équipements de radiocommunications. Tout particulièrement au sein de ses terminaux téléphoniques mobiles. Ceux-ci connaissent depuis un an un sérieux ralentissement de leurs ventes.

C'est là le second gros dossier qui attend M. Galvin. Il devra relancer l'activité des équipements de téléphonie cellulaire. S'il demeure le premier acteur mondial

dans ce secteur, Motorola a concédé des parts de marché à ses deux principaux rivaux, le finlandais Nokia et le suédois Ericsson.

La concurrence de ces derniers s'est particulièrement ressentie aux Etats-Unis, où la croissance de la demande s'est parallèlement ralentie. Cela s'est traduit, dans les terminaux, par une guerre des prix féroce entre les trois constructeurs et des réductions de marge pour Motorola.

Si l'on laisse de côté les mesures de restructuration, comme celles prises dans les semiconducteurs en octobre – 90 millions de dollars ont été provisionnés et des départs volontaires ont été proposés à 6 000 salariés –, l'enjeu pour Motorola, selon les analystes, est aujourd'hui de trouver de nouveaux relais de croissance.

TÉLÉPHONIE MOBILE EN HAUSSE

Aux Etats-Unis, le développement des réseaux de téléphonie mobile numérique constitue une occasion. Les opérateurs américains devraient dépenser 15 à 23 milliards de dollars pour la mise en place de ces réseaux dits PCS (systèmes de communication personnelle) sur les cinq prochaines années, selon le cabinet d'études Yankee Group. Et l'on attend près de 15 millions d'abonnés à ces nouveaux réseaux en l'an 2000.

Motorola entend imposer ses équipements développés selon une norme baptisée CDMA. Le problème est qu'à ce jour la moitié des opérateurs de réseaux PCS prévoient d'utiliser ce standard, alors qu'un quart ont opté pour le GSM, norme concurrente européenne. La part de Motorola dans les achats d'équipements de réseaux PCS plafonne ainsi à 12 %, selon le Yankee Group, contre 20 % pour les équipements de la génération précédente.

La direction de Motorola table par ailleurs sur l'essor de ses activités de radiomessagerie et de modems à haute capacité pour accéder au réseau Internet.

Elle mise aussi sur Iridium, le projet de téléphonie mobile par satellite. Les premiers satellites doivent être lancés fin janvier, mais les retombées financières ne devraient pas se faire sentir à court terme.

Pourtant, aux yeux de certains experts, c'est surtout d'un changement de culture dont le groupe, réputé pour son savoir-faire technique, a surtout besoin. Il lui faudrait notamment apprendre à vendre à des marchés de grande consommation et non pas seulement à une clientèle professionnelle haut de gamme.

Philippe Le Cœur

Emmanuel Hau quitte EDF pour la SNCF

EMMANUEL HAU abandonne son poste de directeur général délégué d'EDF pour rejoindre le 6 janvier la SNCF en tant que directeur général délégué aux finances. M. Hau, entré chez EDF en 1977, s'était opposé à la prise de pouvoir d'Edmond Alphandéry en déposant une plainte contre le président du groupe pour « abus de pouvoir » au tribunal administratif. M. Hau sera chargé de gérer l'endettement colossal de la SNCF, une tâche qu'il avait menée à bien à EDF. Il sera le troisième directeur général délégué de la compagnie ferroviaire, aux côtés d'Alain Poinssot (clients) et de Francis Tallantier (infrastructures).

DÉPÊCHES

■ GÉNÉRALE DES EAUX : le groupe français a indiqué, vendredi 3 janvier, avoir réalisé dans les derniers jours de 1996 des cessions d'actifs immobiliers (dont les tours Descartes, Esplanade et Pacific à Paris-La Défense) pour un montant supérieur à 7 milliards de francs.

■ TEXTILE : le groupe chinois Erdos, premier producteur mondial de laine cachemire, va prendre 20 % du distributeur français Eric Bompard.

■ OZONA : l'entreprise de confection en redressement judiciaire va être cédée à un groupe d'actionnaires conduit par Alain Audibert, un ancien cadre devenu directeur, a annoncé, jeudi 2 janvier, le tribunal de commerce de Rouen.

■ SAINT-ALBAN BOISSONS : la société d'embouteillage a signé, jeudi 2 janvier, un contrat pour la livraison d'un milliard de bouteilles à Pepsi-Cola dans les six prochaines années.

■ AMERITECH : l'opérateur régional américain a déposé, jeudi 2 janvier, une demande auprès des autorités fédérales pour offrir des services de téléphonie longue distance.

■ BT (ex-British Telecom) : la Commission européenne a annoncé, jeudi 2 janvier, l'ouverture d'une enquête sur la fusion entre l'opérateur téléphonique britannique et l'américain MCI.

■ PMU : la société de paris sur les courses de chevaux a enregistré un accroissement des mises des parieurs de 4,1 % en 1996, après quatre ans de baisse. Les enjeux collectés en France ont atteint 34,7 milliards de francs.

■ WALL STREET a réduit ses pertes en fin de journée jeudi. L'indice Dow Jones a fini en baisse de 5,78 points (-0,09 %), à 6 442,49 points, après avoir perdu jusqu'à 95 points.

■ LE NICKEL, au plus bas depuis deux ans à la fin de 1996, rebondissait de 140 dollars à 6 580 dollars la tonne après la baisse surprise des stocks.

■ LES RÉSERVES de change de la Banque de France ont augmenté de 10 millions de francs, dans la semaine du 19 au 26 décembre, à 122,15 milliards de francs.

■ L'OR a ouvert en net recul vendredi 3 janvier sur le marché international de Hongkong à 365,40-365,75 dollars l'once, contre 367,75-368,00 dollars jeudi en clôture.

■ LES TITRES du groupe Dassault ont été les grands vainqueurs de l'année 1996 à la Bourse de Paris. Dassault Aviation ayant gagné 266,80 % et Dassault Electronique 174,9 %.

LES PLACES BOURSILIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Ouvre	1 mois	1 an	1 an

Paris se reprend

APRÈS le coup de froid de la veille (-2,54 %), la Bourse de Paris se reprenait, vendredi 3 janvier, en dépit d'une nouvelle dégradation du marché obligataire. Elle réagissait même positivement à l'annonce de la nomination de Pierre Guillen et Jean-René Bernard au Conseil de la politique monétaire de la Banque de France. « Ils ne sont pas forcément favorables à un franc fort, ce qui peut permettre une poursuite de la baisse des taux », expliquait un opérateur. Après avoir coté la journée sur une hausse de 0,35 %, l'indice CAC 40 affichait en milieu de séance un gain de 0,55 %, à 2 269,30 points. Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor à dix ans reculait encore de 0,12 %, à 127,82. Mardi, il avait cédé 1 % et, jeudi, 0,40 %.

La Bourse parisienne avait perdu 2,54 % jeudi, après la dégringolade de Wall Street le jour de la Saint-Sylvestre et la publication de statistiques économiques américaines inattendues. En effet, au cours des dernières semaines,



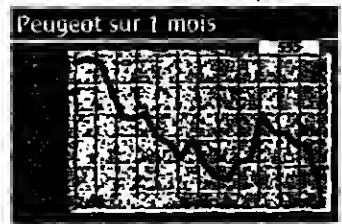
l'économie américaine a progressé plus rapidement que prévu. Or une expansion rapide laisse craindre une résurgence de l'inflation et, par voie de conséquence,

un resserrement des conditions de crédit aux États-Unis. Cette nervosité se propage en Europe, même si la situation économique n'est pas similaire.

Peugeot, valeur du jour

L'ACTION Peugeot a enregistré, jeudi 3 janvier à la Bourse de Paris, la deuxième plus forte baisse de la séance. Le titre a cédé 5 %, à 555 francs, dans un marché qui perdait 2,54 %. Si les statistiques publiées jeudi sur les ventes de voitures en France soulignent la position de numéro un dans l'Hexagone de Peugeot avec 29,4 % du marché, elles montrent également que le constructeur a perdu 0,8 % de parts de marché. Une érosion plus faible que celle de Renault (-2,6 %). L'ac-

tion Renault a d'ailleurs perdu 3,6 % jeudi. En 1996, le titre Peugeot avait cédé 9,59 % et Renault avait baissé de 20,92 %.



Wall Street se fait peur

WALL STREET a réduit la plupart de ses pertes au fin de journée jeudi 2 janvier grâce à des achats sur programme informelle intervenus une demi-heure avant la clôture. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini en baisse de 5,78 points (-0,09 %), à 6 442,49, après avoir perdu jusqu'à 95 points dans la matinée.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les émissions du Trésor à trente ans, principale référence, a progressé à 6,74 %, contre 6,63 % mardi soir. Ce taux avait rebondi jusqu'à 6,77 % dans la matinée après l'annonce d'une augmentation à 54 de l'indice d'activité des directeurs d'achats du secteur manufacturier américain en décembre contre 52,7 le mois précédent. La hausse des

redonnements sur les obligations a fait chuter les valeurs boursières. La Bourse de Londres, qui avait terminé l'année 1996 sur de nouveaux records, a fortement reculé jeudi en raison de la sévère correction essuyée par Wall Street au début de sa séance. L'indice Footsie des cent principales valeurs a clôturé en baisse de 61,1 points, soit 1,48 %, à 4 057,4 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 01/01	Cours au 31/12	Var. %
Paris CAC 40	2269,30	-2,54
New York Dow Jones	6442,49	-0,09
London FT 100	4057,4	-1,48
Frankfurt Dax 30	2848,77	-1,40
Bruxelles C20	2623,38	-0,59
Bombay Sensex	1864,78	-1,48
Milan MIB 30	973	-0,98
Amsterdam AEX	400,50	-1,38
Madrid Ibex 35	439,92	-1,10
Stockholm Nasdaq	187,14	-0,40
Lisbonne FIM	280,98	-0,40
Hong Kong Hang Seng	1303,40	-1,28
Singapore Straits	2216,79	-2,04

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

01/01	31/12	Var. %
Alcoa	65,12	65,75
American Express	54,37	56,30
Allied Signal	67,25	67
AT & T	41,75	43,50
Bathlehem	9,25	9
Boeing Co	105,87	106,37
Campbell Inc.	75	75,25
Chevron Corp.	65,87	66
Coca-Cola Co	51,87	52,62
Du Pont Nemours & Co	95,50	94,57
Eastman Kodak Co	78,80	80,25
Exxon Corp.	98,97	98
Gen. Motors Corp.	58,37	55,75
Gen. Electric Co	97,50	98,87
Goodyear T & Rubber	51	51,87
IBM	132,12	131
Intl Paper	41,25	40,37
J.P. Morgan Co	96,87	97,62
Mc Don Douglas	64,12	64
Merck & Co Inc.	79,25	79,25
Minnesota Mining & Mfg	85	85,87
Philips Morris	111,37	112,62
Procter & Gamble Co	106,62	107,50
Sears Roebuck & Co	45,12	46,12
Teneco	99,62	98,12
Union Carbide	41	40,87
Uni Tech Inc.	65,62	64
Westinghouse Electric	20	19,87
Woolworth	21,25	21,87

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 01/01	Cours au 31/12	Var. %
HAUSSES, 12h30	0201	30/12
Alcatel	380	+7,24
Yelp	407	+3,75
Elf	225	+3,75
Publicis	489	+3,75
Immo. Hotel	137	+3,75
CLIPAR	82,50	-0,24
Rhone-Poulenc A	175,30	-1,69
Lapland ADP	570	-0,69
Chirac	780	-0,13
Sartor	319	+0,31

Cours au 01/01	Cours au 31/12	Var. %
BAISSES, 12h30	0201	30/12
Immo. Hotel	137	-0,13
Immo. Hotel	137	-0,13
Immo. Hotel	137	-0,13
Immo. Hotel	137	-0,13
Immo. Hotel	137	-0,13

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	Échanges	Capitalisation en RF
Alcatel	380	720442
Yelp	407	704006
Elf	225	719547
Publicis	489	650159
Immo. Hotel	137	594842
CLIPAR	82,50	540257
Rhone-Poulenc A	175,30	319490
Lapland ADP	570	446688
Chirac	780	456172
Sartor	319	576149

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

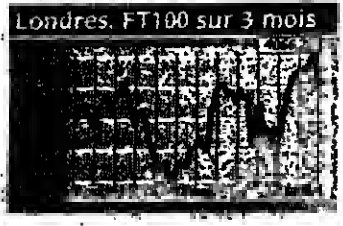
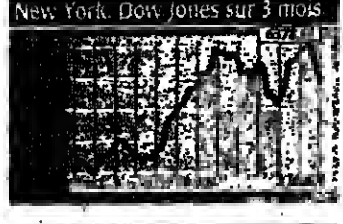
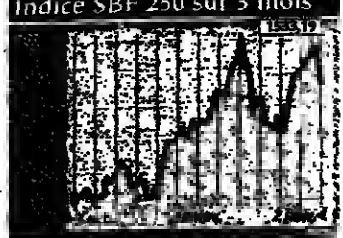
Cours au 01/01	Cours au 31/12	Var. %
HAUSSES, 12h30	0201	30/12
SEPP	125,20	+10,08
Sofco (L)	41,35	+15,47
Immo. Hotel	41,35	+15,47
Immo. Hotel	41,35	+15,47
Immo. Hotel	41,35	+15,47

INDICES SBF 120-250 MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 01/01	Cours au 31/12	Var. %
Ind. 120-250	1284,78	-2,28
Ind. 250-500	1338,19	-1,82
Ind. Second Marché	1084,78	+0,41
Ind. MIDCAC	1304,42	-0,08

Cours au 01/01	Cours au 31/12	Var. %
1. Europe	1284,78	-2,28
2. Asie	1338,19	-1,82
3. Amérique	1084,78	+0,41
4. Afrique	1304,42	-0,08
5. Océanie	1284,78	-2,28
6. Australie	1338,19	-1,82
7. Nouvelle Zélande	1084,78	+0,41
8. Japon	1304,42	-0,08
9. Corée	1284,78	-2,28
10. Taïwan	1338,19	-1,82
11. Hong Kong	1084,78	+0,41
12. Singapour	1304,42	-0,08

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30



LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
Jour le jour	10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

Nouvelle baisse du Matif

LE MATIF, le marché à terme des emprunts d'État français, était en légère baisse vendredi 3 janvier en début de journée. Le contrat notional échéance mars perdait 0,10 % à 127,84. Il avait terminé jeudi en baisse de 0,38 % à 127,94, victime du recul des obligations américaines.

Sur le marché américain, le taux d'intérêt sur les émissions du Trésor à 30 ans, principale référence, a progressé à 6,74 % contre 6,63 % mardi soir. Ce taux, qui évolue

à l'inverse du prix, avait rebondi jusqu'à 6,77 % dans la matinée après l'annonce d'une augmentation à 54 de l'indice d'activité des directeurs d'achats du secteur manufacturier américain (NAPM) en décembre contre 52,7 le mois précédent. Un indice au-dessus de 50 points témoigne d'une expansion de l'économie. Ces chiffres ont surpris les marchés, qui tablent sur une modération de la croissance du secteur manufacturier.

Le franc perdait un peu de terrain vendredi 3 janvier en début de journée, dans l'attente de la nomination de deux nouveaux membres du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France. La devise française s'échangeait à 3,3777 francs contre 1 deutschemark au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3701 francs pour 1 mark jeudi soir. Le dollar se redressait légèrement à 5,2113 francs, 1,5450 mark et

LES MONNAIES

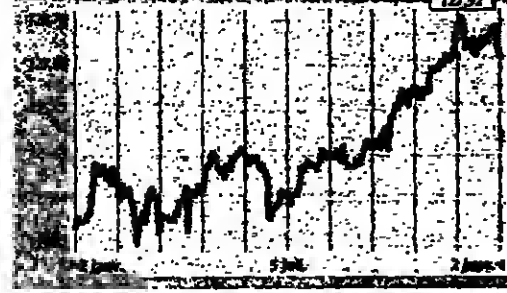
US/\$	US/DM	US/£	DM/£	£/¥
5,2142	1,5451	115,6100	3,5716	8,2810

Petit repli du franc

Le franc perdait un peu de terrain vendredi 3 janvier en début de journée, dans l'attente de la nomination de deux nouveaux membres du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France. La devise française s'échangeait à 3,3777 francs contre 1 deutschemark au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,3701 francs pour 1 mark jeudi soir. Le dollar se redressait légèrement à 5,2113 francs, 1,5450 mark et

115,60 yens, contre 5,1946 francs, 1,5414 mark et 115,57 yens jeudi soir. Des achats techniques étaient à l'origine du raffermissement de la devise américaine. La livre sterling subissait des prises de bénéfice, après les niveaux fort élevés qu'elle avait récemment atteints sur le marché des changes européens. La livre sterling tombait vendredi à 2,6170 DM contre 2,6371 mardi soir. Elle reculait aussi à 1,6937 dollar contre 1,7113 mardi.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 02/01	Jour le jour	10 ans	des prix
France	3,25	3,71	6,70
Allemagne	3,88	3,26	6,67
Grande-Bretagne	5,88	7,50	7,60
Italie	7,48	8,57	8,14
Japon	0,38	0,28	0,36
États-Unis	5,31	6,28	6,53

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
Taux de rendement	Taux au 02/01	au 31/12 (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,21	4,26
Fonds d'État 5 à 7 ans	5,07	5,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,53	5,56
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,96	5,99
Fonds d'État 15 à 20 ans	6,57	6,60
Obligations françaises	6,57	6,60
Fonds d'État 3 TME	2,39	2,35
Fonds d'État 3 TME	2,11	2,13
Obligat. franc. 3 TME	2,15	2,11
Obligat. franc. 3 TME	2,09	2,08

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 5,30 %)

Actif	Actif	Actif	Actif	Actif	Actif
Jour le jour	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans
1 mois	3,30	3,42	3,42	3,42	3,42
3 mois	3,30	3,42	3,42	3,42	3,42
6 mois	3,30	3,42	3,42	3,42	3,42
1 an	3,30	3,42	3,42	3,42	3,42

MATIF

Échéances 02/01	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Mars 97	100752	127,84	128,55	127,00	128,02
Jun 97	70	127,84	128,55	127,00	128,02
Sep 97	2	127,84	128,55	127,00	128,02
Déc 97	2	127,84	128,55	127,00	128,02

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 02/01	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Janvier 97	14784	2286	2292	2280	2288
Février 97	56	2286	2292	2280	2288
Mars 97	652	2286	2292	2280	2288
Jun 97	2	2286	2292	2280	2288

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours SBF 02/01	cours 31/12	Actif	Mon
Allemagne (100 DM)	327,1600	325,8000	325	325
Belgique (100 F)	23,50	23,50	23,50	23,50
Canada (100 C\$)	163,4400	163,4400	163,44	163,44
Corée (100 W\$)	800,0000	800,0000	800	800
France (100 F)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Grande-Bretagne (100 £)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Italie (100 L\$)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Japon (100 ¥)	8,2810	8,2810	8,2810	8,2810
Maroc (100 M\$)	1,3000	1,3000	1,3000	1,3000
Népal (100 N\$)	1,3000	1,3000	1,3000	1,3000
Portugal (100 P\$)	200,0000	200,0000	200	200
Suisse (100 S\$)	75,4700	75,4700	75,47	75,47
Taiwan (100 N\$)	161,2400	161,2400	161,24	161,24
Thaïlande (100 B\$)	61,0000	61,0000	61,00	61,00
USA (100 \$)	5,2113	5,2113	5,2113	5,2113
Yugoslavie (100 D\$)	41,0000	41,0000	41,00	41,00
Grèce (100 Dr)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Israël (100 N\$)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Indonésie (100 Rp)	112,0000	112,0000	112,00	112,00

L'OR

Cours 02/01	cours 31/12
Or fin (le bar)	62100
Or fin (le gramme)	62950
Or fin (le once)	3925
Or fin (le kilo)	3925
Pièces d'or (le kilo)	3925
Pièces d'or (le once)	3925
Pièces d'or (le gramme)	3925
Pièces d'or (le kilo)	3925
Pièces d'or (le once)	3925
Pièces d'or (le gramme)	3925

LE PÉTROLE

En dollars	cours 02/01	cours 31/12
Brent (Londres)	22,00	22,00
WTI (New York)	22,00	22,00
Crude Oil (New York)	22,00	22,00

PARTIES DU DOLLAR

TOKYO: USD/Yens		115,6100	315,8000	-0,22
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES				
DEVISES				
France (100 F)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Allemagne (100 DM)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Grande-Bretagne (100 £)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Italie (100 L\$)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Japon (100 ¥)	8,2810	8,2810	8,2810	8,2810
Maroc (100 M\$)	1,3000	1,3000	1,3000	1,3000
Portugal (100 Esc)	3,9964	3,9964	4,0111	4,0268
Espagne (100 Ptas)	166,6667	166,6667	166,6667	166,6667
Belgique (100 B\$)	36,3636	36,3636	36,3636	36,3636
Autriche (100 Sch)	13,7633	13,7633	13,7633	13,7633
Canada (100 C\$)	71,4286	71,4286	71,4286	71,4286
Indonésie (100 Rp)	1,6667	1,6667	1,6667	1,6667
Israël (100 N\$)	2,0000	2,0000	2,0000	2,0000
Liban (100 L\$)	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
Malaisie (100 M\$)	1,3000	1,3000	1,3000	1,3000
Népal (100 N\$)	1,6667	1,6667	1,6667	1,6667
Norvège (100 Kr)	4,7619	4,7619	4,7619	4,7619
Pays-Bas (100 G\$)	2,0000	2,0000	2,0000	2,0000
Philippines (100 P\$)	1,6667	1,6667	1,6667	1,6667
Royaume-Uni (100 £)	3,3777	3,3777	3,3777	3,3777
Suisse (100 Sfr)	7,5376	7,5376	7,5376	7,5376
Syrie (100 L\$)	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
Taiwan (100 N\$)	1,6667	1,6667	1,6667	1,6667
Turquie (100 L\$)	1,5000	1,5000	1,5000	1,5000
Yugoslavie (100 D\$)	1,6667	1,6667	1,6667	1,6667
TAUX D'INTERÊT DES EURODEVISES				
France	1 mois	5 mois	6 mois	

CYCLISME Le coureur espagnol Miguel Indurain a annoncé, jeudi 2 janvier à Pampelune, sa décision de mettre un terme à sa carrière sportive, après douze ans de profession-

nalisme. ● **VAINQUEUR** de cinq Tours de France consécutifs, entre 1991 et 1995, il avait échoué dans son ambition de devenir le premier à gagner six Grandes Boucles, terminant on-

zième en 1996. ● **SOLLICITÉ** par de nombreuses équipes à l'issue de son contrat avec Banesto, notamment par le concurrent espagnol Onca, le Navarrais a longtemps hésité avant

de renoncer, souhaitant privilégier sa vie privée et sa famille. ● **CHAMPION** du monde et olympique du contre-la-montre, ce rouleur aura su hisser son gabarit d'athlète dans les

cols des Tours de France et d'Italie pour se forger un palmarès prestigieux, mais très incomplet: il n'a gagné aucune grande classique ni aucun titre mondial en ligne.

L'Espagnol Miguel Indurain quitte le peloton pour la légende

Le quintuple vainqueur du Tour de France a annoncé la fin de sa carrière cycliste, jeudi 2 janvier à Pampelune. Son palmarès est prestigieux, mais moins complet que celui des autres grands champions de l'après-guerre

MIGUEL INDURAIN n'ira pas plus loin. A trente-deux ans, le cycliste espagnol a décidé de mettre définitivement pied à terre. Il était descendu du vélo au milieu du dernier Tour d'Espagne. Il y remontera plus. « Je crois avoir consacré assez de temps au cyclisme professionnel, et maintenant, je voudrais profiter de ce sport comme amateur », a-t-il déclaré, jeudi 2 janvier, dans un hôtel de Pampelune. Le coureur, dont le contrat avec Banesto s'est achevé le 31 décembre, a annoncé sa décision « profondément réfléchi » devant une centaine de journalistes, expliquant qu'elle a été « terriblement difficile ». En effet, a-t-il ajouté: « Physiquement je suis bien, et je pense que je pourrais encore être en condition de gagner un sixième Tour de France. »

Arrêter sa carrière, ce n'est pas autre chose que vouloir cesser de souffrir. Tous les coureurs le confirment: la topographie de leur vie compte plus de montées que de descentes. Miguel Indurain en a eu assez de cette fatalité de la douleur. Ce monstre d'orgueil n'arrivait même plus à en cacher les stigmates.

DERNIER RICTUS AUX ARCS

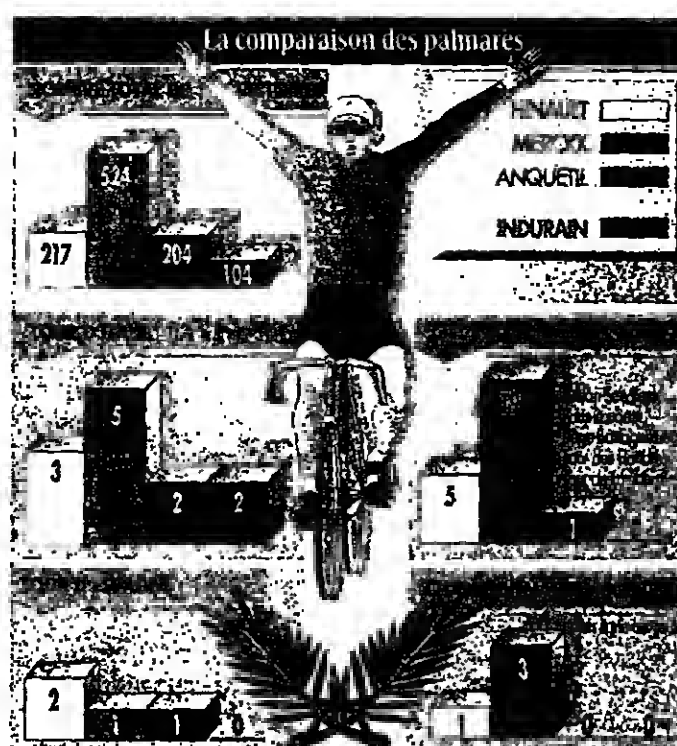
Un samedi de juillet 1996, son masque d'immortel s'est fendu en un rictus dans la montée des Arcs. Ses dents ont mordu l'air avec désespoir tandis que ses adversaires l'abandonnaient au plus fort de la pente. Le coureur n'a pas su cacher plus longtemps son mal derrière son visage fermé de cycliste qui n'était que la composition inverse de sa bouille chaleureuse de pion. Il a perdu ce jour-là son système

La progression stoppée

Les performances de Miguel Indurain dans le Tour de France montrent une lente progression et illustrent le manque de panache dénoncé par ses détracteurs, puisqu'il n'a pas gagné une étape en ligne depuis 1990: ● 1985: abandon à la fin de la première semaine ● 1986: abandon à la fin de la deuxième semaine ● 1987: quatre-vingt-dix-septième ● 1988: quarante-septième ● 1989: dix-septième ● 1990: dixième, vainqueur d'une étape en ligne à Luz-Ardiden ● 1991 à 1995: premier ● 1996: onzième

DÉPÊCHES

■ **HALTÉROPHILIE**: le Turc Naim Souleimanoglu, triple champion olympique en 1988, 1992 et 1996, a annoncé, jeudi 2 janvier à Ankara, qu'il arrêterait sa carrière. Agé de treize ans, il restera dans l'haltérophilie comme cadre technique. Surnommé « l'hercule de poche », sa raison de sa taille (1,49 m), Souleimanoglu est né en Bulgarie. Deux fois champion du monde sous le nom de Souleimanov, il a fait défection pour la Turquie en 1986 et a remporté cinq autres titres mondiaux. (LAP) ■ **PATINAGE ARTISTIQUE**: Surya Bonaly et Eric Millot seront remplaçants pour les championnats d'Europe qui doivent avoir lieu à Paris-Bercy du 19 au 26 janvier. Le tendon d'Achille de la quintuple championne d'Europe, opéré fin mai 1996, ne lui a pas permis de retrouver un niveau technique suffisant. Millot, victime le 19 décembre d'une distension ligamentaire au genou, n'est pas tout à fait remis. Ont été retenus: Vanessa Gusmeroli et Laetitia Hubert chez les dames; Philippe Candellaro et Thierry Cerez chez les messieurs; Sarah Abitbol-Stéphane Bernadis et Sabrina Lefrançois-Nicolas Osseland, chez les couples; Marina Anissina-Gwendal Peizerat et Sophie Moniotte-Pascal Lavanchy pour la danse sur glace.



Le détail du palmarès des quatre coureurs ayant remporté cinq fois le Tour de France n'est pas à l'honneur de Miguel Indurain, qui a toujours couru et moins gagné que ses prédécesseurs.

Tour de France. Les communiqués médicaux émettent l'avis d'une passagère crise d'hypoglycémie. Ce n'était là qu'un cache-misère. Le champion avait simplement vieilli, et qu'il soit détrôné par Bjarne Riis,

un homme de trois mois son aîné, ne changeait rien à la triste réalité. Il endurait le poids des ans, treize au total, passés dans le peloton professionnel. A l'exception d'une rémission lors du contre-la-montre

des Jeux olympiques d'Atlanta, le Navarrais ne se leurrerait plus sur son sort.

Selon la sacro-sainte expression, Miguel Indurain a raccroché son vélo. Plus facile à dire qu'à faire. Jeudi, il a expliqué qu'il avait commencé à penser à la retraite dès les premiers mois de la saison 1996. Après son échec dans le Tour de France, sa médaille olympique en contre-la-montre à Atlanta, puis son abandon dans le Tour d'Espagne, il a hésité trois mois avant de prendre sa déci-

Accents nostalgiques en Espagne

Pour la presse madrilène, les titres de « une », vendredi 3 janvier, avaient des accents nostalgiques pour évoquer la retraite de Miguel Indurain. Pour ABC, « le meilleur sportif espagnol de tous les temps se retire à temps ». « Il abandonne », rechérit AS, tandis que le quotidien sportif Marca titre: « Indurain passe à l'histoire ». El Mundo commente: « L'adieu d'un mythe » avec une pointe de regret: « Il pouvait aspirer à un sixième Tour. » Pour sa part, El País célèbre: « Le leader devenu un mythe vivant ». « Il nous a libéré de nos complexes complexes », conclut l'éditorial du journal.

Dans le milieu cycliste, tous saluent la carrière du champion et respectent sa décision. Toutefois, Laurent Jalabert apporte un bémol sur les circonstances du retrait d'Indurain dans un entretien publié par Aujourd'hui-Le Parisien, vendredi 3 janvier: « La manière dont il a arrêté n'est pas en rapport avec tout ce qu'il a réalisé auparavant, dit le coureur de Onca. Ce n'est pas une fin grandiose. D'accord, il a fini par prendre sa décision, mais un peu tard à mon goût. »

On a moqué sa valse-hésitation, ses indigènes marchandages avec la concurrence, son apparente humilité à être plané le doute sur son avenir. Les millions qui lui étaient proposés ne suffisaient pas

à le griser. Le professionnel a déjà gagné plus d'argent que ses origines paysannes ne lui permettraient jamais d'en dépenser.

S'il a tergiversé, c'est qu'un tel arrachement est difficile à un quintuple vainqueur du Tour de France. D'autres avant lui se sont échinés lamentablement à remporter cette couronne qui les aurait faits uniques. Miguel Indurain gardera ce sentiment de n'avoir pas tout à fait bouclé la boucle. Il est la dernière victime de cette malédiction

choise », racontait Jean-François Bernard, qui fut son coéquipier. Miguel Indurain restera ce fantôme qui traversa un temps le peloton. Qui pourra jamais prétendre l'avoir connu? Même à José-Miguel Echavari, le directeur sportif qui programma de bout en bout sa carrière, il a toujours semblé une énigme. « Je ne sais pas exactement ce qui le fait courir », disait-il. Comment définir les goûts de celui qui affame trouver sa principale satisfaction à donner à manger à ses larses?

DES SACRIFICES ENORMES

Pedro Delgado, vainqueur du Tour de France en 1988, dont il fut le porteur d'eau, rapporte l'anecdote suivante. Une année, il vit Miguel Indurain arriver sur le Tour avec un livre. L'année suivante, puis celle d'après, son équipier avait toujours le même sur sa table de nuit.

Le Navarrais a toujours affirmé que le vélo n'était pour lui qu'un métier. Il achève sa carrière avec un palmarès bien en deçà de ses dispositions physiques. Pourtant ses sacrifices furent énormes. Il perdit dix kilos pour mieux passer les cols, s'astreignait à s'entraîner en montagne quand il faisait froid et dans la plaine quand elle était échauffée de chaleur. Ses sorties ont été longtemps consacrées aux petits cahiers d'écolier qu'il couvrait jour après jour d'une écriture égale.

Miguel Indurain gardera finalement une image unique dans le peloton, celle d'un fils de paysan attaché à l'anonymat et enrichi par ses prédispositions exceptionnelles pour le vélo, mais qui n'aurait pas dû de ce qu'il arriva. Miguel, fils de Miguel et père de Miguel, a toujours su n'être qu'un maillon d'une lignée dans laquelle il va retourner se fondre.

B. H.

■ **L'Américain Lance Armstrong** a repris l'entraînement, selon Alain Bondue, le directeur sportif de son équipe, Cofidis. Le champion du monde 1993 lutait depuis plusieurs mois contre un cancer des testicules, qui avait rendu nécessaire, en octobre, une opération suivie de douze semaines de traitement chimiothérapique. Il participera, mardi 14 janvier, à la présentation officielle de l'équipe Cofidis à Paris. Lance Armstrong espère reprendre la compétition au mois de mai.

José-Alain Fralon

La hantise de la « course de trop »

« UN TOCARD magnifique et grotesque, un homme las et débauché. » Ainsi Pierre Chary décrivait-il Fausto Coppi en 1959 lorsque le coureur italien, devenu l'ombre du « championnisme », s'échinait encore dans le peloton à la poursuite impossible d'une parcelle de sa gloire passée. En décidant de mettre fin à sa carrière, Miguel Indurain n'a pas pris le risque de cette « course de trop » qui a tenu la carrière de tant de champions. Ainsi, Louison Bobet, qui fut le premier à gagner trois Tours de France de suite, abandonna dans la Grande Boucle de 1959, visiblement à bout de forces. Dans sa dérive, le champion français fut pourtant tiré par la révérence de la plus belle manière: il ne consentit à mettre pied à terre qu'au sommet du col de l'Isère, alors le point le plus élevé du parcours, et c'est à Gino Bartali lui-même, spectateur de l'étape, qu'il remit son vélo. Le crépuscule avait commencé un an plus tôt: Bobet avait déjà abandonné dans le Tour 1958.

Dix ans plus tard, une image marqua à jamais

les admirateurs de Jacques Anquetil. Celui qui domina pendant des années le cyclisme mondial, et notamment les courses contre la montre - ne gagna-t-il pas son premier Grand Prix des Nations, en 1953, à dix-neuf ans? - connaît, en 1969, l'humiliation suprême d'être rattrapé au cours de l'étape en solitaire de Paris-Nice par un coureur parti deux minutes après lui. Certes, l'impétueux s'appelait Eddy Merckx... Il reste que depuis déjà plusieurs années, depuis sa victoire dans Liège-Bastogne-Liège en 1966 - entachée par son refus de se soumettre au contrôle antidopage -, on sentait bien que « Maître Jacques » courait avant tout pour « assurer la matérielle ».

L'EXCEPTION INDURAIN

Eddy Merckx y croyait-il encore lorsqu'il s'aligna dans le Tour de France 1977? Deux ans plus tôt, il avait connu la première vraie défaite de sa carrière en perdant le maillot jaune au profit de Bernard Thévenet sur les pentes du col de Pra-Loup. Le « cannibale » gagna encore Milan-San

Remo en 1976. Puis, pour lui aussi, la montagne se fit trop dure, et il dut subir la loi des plus jeunes dans la Grande Boucle de 1977. Le Bruxellois termina malgré tout cinquième de l'épreuve. Ce qui n'est pas si mal, dira-t-on, sauf lorsqu'on s'appelle Eddy Merckx. Début 1978, alors qu'il s'était engagé à courir une autre saison, ses médecins lui intimèrent l'ordre d'arrêter toute compétition.

En fait, de tous les grands champions de l'après-guerre, seul Bernard Hinault sut arrêter sa carrière exactement à temps. Certes, le Breton prit du « rab » sur sa promesse de raccrocher à trente ans: il avait trente-deux ans lorsqu'il termina deuxième de sa dernière grande course, le Tour de France 1986, derrière Greg LeMond. Le « Blaiseau » sut habilement exploiter sa place d'honneur et laissa entendre qu'il avait été, en fait, le véritable artisan de la victoire de son coéquipier américain.

José-Alain Fralon

« Il a construit sa carrière comme on laboure un champ »

Cinq admirateurs ont suivi depuis le début la lente ascension du coureur

CARPENTRAS

de notre envoyé spécial Assis à une terrasse de Carpentras, cinq amis devisent passionnément devant un verre. Pedro Garcia, Angel Loran, Domingo Martinez, Antonio Reyes et Jose Antonio Grima-Plores sont dans la cinquantaine. Emigrés espagnols, ils sont arrivés en France il y a trente ans et ne cessent de se chamailler depuis. En ce chaud après-midi de juin 1995, ils sont pour une fois d'accord mais se chignent la parole pour le dire. Ils parlent de Miguel Indurain. Les mots ne parviennent pas à circonscrire l'étendue de leur admiration. « C'est un seigneur, le plus grand champion que l'Espagne ait jamais eu », lâche l'un d'eux. « Tenet! On l'aurait même s'il n'était pas Espagnol! », ose un autre. Ses amis opinent et un silence entendu se fait: comment mieux dire? Ce jour-là, à l'arrivée de l'étape du Critérium du Dauphiné libéré, les cinq aficionados étaient particulièrement fiers. Miguel Indurain s'était échappé avec Richard Virenque dans l'ascension du mont Ventoux, écrasé de chaleur, il avait terminé deuxième de l'étape, derrière son compagnon d'échappée, mais les

cinq amis d'avaient pas été dupes: il avait, une fois encore, laissé un autre gagner.

« Les coureurs sont des petits artisans comme nous. Comme nous, ils savent partager le travail. Il faut que tout le monde mange. » Sur le podium, ils ont applaudi et hurlé: « Cinco, cinco », formant le chiffre avec la main. Ils l'imaginaient déjà paré de jaune sur les Champs-Élysées, assurant que leur idole rejoindrait dès le mois de juillet suivant Jacques Anquetil, Eddy Merckx et Bernard Hinault au Panthéon du cyclisme. « Je mets tout, ma maison, ma femme, mes petits-enfants, je mets tout sur une victoire de Miguel dans le prochain Tour ». Une dernière fois, leur idole allait honorer le pad.

Ce jeudi, ils ont encore tenu à accompagner le cycliste du podium à sa voiture. Ils lui ont prodigué leurs encouragements, son calme faisait pièce à leur excitation. Francis Lafargue, le responsable des relations publiques et garde du corps du cycliste, les a ensuite repoussés sans ménagement. Ils ont reculé sagement.

« C'est normal, il faut le protéger, ont-ils justifié. N'empêche qu'il a parlé avec nous, comme si on avait

joué aux billes ensemble, alors qu'il gagne 50 000 francs par jour. » Les cinq compères peuvent se vanter d'une relation lointaine avec leur champion. Pour en témoigner, ils sortent une photo usée par les doigts où ils encadrent Miguel Indurain, à la fin des années 80.

« Nous lui avons prédit qu'il gagnerait le Tour de France. Il nous a regardés en souriant »

Le champion n'est encore qu'un grand dadais embarrassé par sa taille, affaissant dix kilos de plus qu'aujourd'hui. La première rencontre est encore antérieure à cette photo. Elle remonte à 1986. Le coureur était en passe de remporter le Tour de la Communauté européenne, redevenu depuis Tour de l'Avenir. Son talent était connu d'initiés depuis sa victoire, à dix-sept ans, lors du championnat national amateur. Mais José-Miguel

Echavari et Eusebio Uruze, ses directeurs sportifs de toujours, avaient caché le prodige afin qu'il ne se brûle pas à une gloire prématurée. En 1986, le Navarrais n'était encore qu'un apprenti, mais les cinq complices voyaient déjà percer le champion. « Nous lui avons prédit qu'il gagnerait le Tour de France. Il nous a regardés en souriant. »

Ils devront attendre encore cinq ans que leur prophétie se réalise. Cinq ans d'une lente ascension. « C'est un fils de paysan. Il a construit sa carrière comme on laboure un champ. Larroya, le nom de sa mère signifie le trait. Indurain trace son sillon », ils suivront pas à pas la progression du coureur anonyme du peloton puis équipier de luxe de Pedro Delgado. Le 19 juillet 1991, un vendredi, arrivait le grand jour. Greg LeMond était décroché dans la montée du Tourmalet. Miguel Indurain s'était échappé avec Claudio Chiappucci. L'italien avait remporté la victoire d'étape à Val-Louron, l'Espagnol endossa le maillot jaune pour cinq ans. Depuis, ses cinq oracles l'ont croisé bien des fois, n'hésitant pas à monter jusqu'à Paris l'ovationner sur les Champs-Élysées.

Il a été beaucoup reproché à leur

champion de manquer de panache. « Ce n'est là que de la noblesse d'esprit, affirment ses défenseurs. De la noblesse d'homme trop fort pour se soucier de la gloire ». Les cinq supporters n'ont pas besoin de morceaux de bravoure pour que le personnage charrie leur rêve. Comme eux, Miguel Indurain est un Espagnol qui a fait carrière en France. Alors sa gloire était un peu la leur. D'une certaine manière, ils étaient sur le podium à Paris. Ils ont obtenu la Légion d'honneur en 1993. Ils sont entrés dans le Petit Larousse illustré en 1995. Ils ont serré la main du roi Juan Carlos. « Ces deux-là, ils font l'unanimité, c'est si rare en Espagne. »

Depuis, les cinq compagnons ont suivi le chemin de douleur de leur idole dans le dernier Tour de France. Aujourd'hui, ils en gardent une profonde tristesse. « Ce nous a fait mal. » Ils lui ont trouvé des circonstances atténuantes: « Ses ennemis de santé, son isolement au sein d'une équipe trop faible. » Il o monné qu'il était un homme, pas un robot. Ils essayent de se faire à son départ définitif: « Il est maintenant entré dans la légende. »

Benoît Hopquin

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

9505 Jeux de mots : 3615 LE MONDE, 10000 SOS (2,23 P/min).

MOTS CROISÉS

N° 949

HORIZONTALEMENT

1. Autrefois minoritaire, il espère aujourd'hui de nouvelles conversions. - II. Une bonne couche lui a donné meilleure apparence. Ont réuni leurs forces. - III. Plus proche de l'ISF que du RMI. Il y en a pour tous les cours. - IV. D'une blancheur de craie. Le paradoxe y était apprécié. - V. La plus belle conquête de l'homme. Célèbre si elle fait ça en série. - VI. Ils nous ont manqué. Dans le Vaucluse. - VII. Va uniquement à la voile. Jadis Ecossais comme Irlandais. Sans l'auxiliaire. - VIII. Insulaires. Chantons. - IX. Ce que nous faisons, c'est pour le satisfaire. Finit en goutte d'huile. - X. Retardés par le froid.

VERTICALEMENT

1. A prévu des délais qui dépassent au 1. - 2. Ressemble au vautour. Sainte russe. - 3. Jamais définitive, elle est à la merci d'un ragot. - 4. On l'a jeté sur la 3 ? Elle est perdue. - 5. Possessif. Fait la

force des convaincus. - 6. Article pour la promotion. La nature y est mure. Aussi urgent qu'inquiétant. - 7. Dans le Loiret. Dit ce qu'il faut faire. - 8. Intéresse la terre entière. - 9. Dans le chantier. A bout. Dans la norme. - 10. Mènent aux gouffres. Tenue. - 11. Amateur de riz. Retrouveront des vêtements, malgré le désordre. - 12. Rivière d'Afrique. Il a tout du IV. 1. - 13. Comptent plus que tout.

SOLUTION DU N° 948

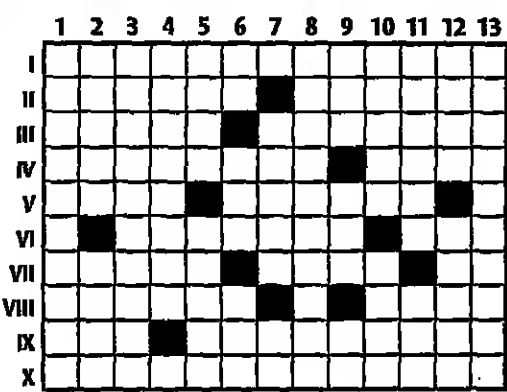
Horizontalement

1. Archimandrite. - II. Narine. Arides. - III. Tribu. Plument. - IV. Hésitera. Emoi. - V. Ot. Skrops. Rm. - VI. Lenclos. Amuse. - VII. Ouisitis. - VIII. Gauss. Routine. - IX. Ide. Ene. Renon. - X. Entremêlement.

Verticalement

1. Anthologie. - 2. Rareté. ADN. - 3. Cts. Nouet. - 4. Hibiscus. - 5. Inutilisé. - 6. Me. Eros. Um. - 7. Prostrée. - 8. Nalap. Io. - 9. Dru. Saturé. - 10. Rime. Miter. - 11. Idem. Usine. - 12. Ténors. Non. - 13. Estimèrent.

François Dorlet



SCRABBLE (R)

N° 514

CASSEZ VOS EUX

L'irruption d'EX dans laomenclature de l'ODS a modifié la priorité des recherches d'un scrabbleur tirant un X. Il suffit qu'une case de couleur adjacente à un E soit libre pour marquer entre 44 et 64 points en jouant EX dans les deux sens, ou EX dans un sens et XI dans l'autre. Si cette quête reste vaine, les suffixes -EUX, -AUX, -EAUX restent des valeurs sûres. Il ne faut pas pour autant négliger les mots comportant un X et un U ailleurs que dans un suffixe. Bien souvent, ce sont des verbes, dont les trois quarts commencent par le préfixe EX- : EXAUCER, EXCLURÉ, EXCUSER, EXCUTER, EXHAUSSEUR, EXHUMER, EXPULSER, EXPIRER, EXSUDER, EXTÉNUER, EXTOURNER, EXTRUDER, EXULCÉRER, EXULTER. Autres verbes : LUXER et FLUXER, SEXTUPLER, TEXTURER, SUFFLER et SURTAXER. Si vous ajoutez à cette liste les mots dérivés de SEXE : SEXUÉ, E(A- ou BI-), SEXUEL, ELLE(A- ou BI-), UNISEXUÉ, E, vous pourrez

trouver, ex abrupto, beaucoup de mots ou d'anagrammes.

Au premier coup, vous avez trouvé un six-lettres avec le X placé sur la case H12. Au lieu de vous contenter d'une cinquantaine de points, dépecez votre suffixe -AUX ou -EUX et essayez de scrabbliser en cherchant une forme verbale : 1. FLÉAUX + R - 2. IDÉAUX + S - 3. ILÉAUX + R - 4. LÉAUX + S - 5. MÉAUX + H - 6. SCEAUX + S - 7. SÉREUX + D.

Supposons les mots suivants remplaçables. Trouvez là encore une anagramme verbale : 8. ACÉTÉUX ou CÉTÉAUX - 9. ASTRAUX - 10. CASÉAUX, de la nature du fromage - 11. LAITEUX ou LITEAUX - 12. LÉAUX - 13. MATHEUX - 14. SERDEAUX, sert l'eau. Anagrammes non verbales : 15 - DAKTEUX - 16. ENFEUX.

Il n'existe qu'un scrabble co-

-AGE comportant un X et un U : 17. GALEUX + F ou FLÉAUX + G.

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes : 1. FLUXERA - 2. EXSUDAI - 3. LUXERA - 4. LUXATES - 5. EXHUMAT - 6. EXSURTAXA - 7. EXSUDER - 8. EXCUTAT - 9. SURTAXA - 10. EXAUCES - 11. EXULTAT - 12. EXULTA - 13. EXHUMAT - 14. EXSUDERA - 15. EXTRADUR - 16. FLUXER - 17. FLUXAGE.

Club de Besançon, Maison des étudiants
Mercredi 19 juin 1996

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tire qui précède parfois un tirage signifie que le résultat du tirage précédent a été réajusté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est : L'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	RIRHTEJ	JET	H7	20
2	RIRHLEO	HIER	10F	26
3	RIO+SPAU	PAROUSIE (a)	8A	83
4	REOSATR	PORTERAS	A8	83
5	VEHNING	VINE	11E	33
6	LEISOTFF	FOLIOTES	D7	80
7	AXTRIP	RE(L)AXAIT	13C	104
8	KEERNNU	JUNKER	7H	24
9	EN+UOCBS	GREUBONS (b)	M6	48
10	ESDDLUY	DYKES (c)	K5	74
11	DLU+UMNT	ETEND	8K	24
12	LUM+M+WO	WUS	F6	32
13	LUMEO+FS	MUFLE (d)	L1	25
14	OS+LMIVA	MAQUIS	21	32
15	LV+UDEAN	NAVEL	L11	29
16	UD+EEIAC	ACIDULEE	15G	83
17	IZALBPG	GLAPIR	C3	26
18	Z8+AOLEE	ZELE	4A	46
19	8AOL+EOC	COLZA (e)	A1	46
20	BEO+HTN	C(O)HOBERT (f)	1A	95

(a) SOUPIRA, J 4, 73. SOUPERAI, 8 D, 61. (b) Reliefs attachés à un plat. (c) SULKY, K 4, 46. (d) Ou AMUSES, 14 A. (e) Ou BLAZE. (f) Distillent plusieurs fois.
1. Pascal Fritsch, 1 014 ; 2. Thierry Oswald, 972 ; 3. Jean-Marc Sittler, 930.

ANACROISÉS (R)

N° 950

HORIZONTALEMENT

1. CFNOORT. - 2. AFIOOTTU (+1). - 3. ABELIOR. - 4. EELIPS (+2). - 5. DEEFFIR. - 6. EIPRRU. - 7. EILORST. - 8. AILNOTU. - 9. EINRSTU (+4). - 10. EEMNORS (+2). - 11. AEEGILRT (+2). - 12. AABDLS. - 13. CEEINRT (+3). - 14. EENOPRU. - 15. EEMNNST (+1). - 16. CEEINRS (+3). - 17. EEGINR (+3). - 18. AEILN. - 19. CEEENORU (+2). - 20. BEEINST. - 21. AEENSST (+1).

VERTICALEMENT

22. CEMOOPT. - 23. AACEHNR (+1). - 24. BEEER. - 25. ABEELMR. - 26. AEILMSS (+1). - 27. EEMNNV. - 28. DEORRRU. - 29. AINORRS. - 30. AEILNNU (+1). - 31. EEILOTTU (+1). - 32. AEILNSU. - 33. EEPNRTV. - 34. EILNSTU. - 35. AELOTTU. - 36. EEMNR. - 37. ABEINTT+E. - 38. INOOPR. - 39. ABEILNRT (+2). - 40. AGRSSU (+2). - 41. ENOSTI (+2). - 42. EENOSS+S.

SOLUTION DU N° 949

1. TABLEAU. - 2. OSMANLIS, Ottomans. - 3. ANEURINE, vitamine B1 (ENNUIERA). - 4. PAVEUR (PAUVRE VAPEUR). - 5. MENEUSE (EUMENES). - 6. SARISSES, longues lances (RASSISES RASSISES). - 7. PESANTES (PENSATES). - 8. YOUTOUS. - 9. UTILISE. -

ÉCHECS

N° 1722

TOURNOI DOUBLE RONDE DE LAS PALMAS (décembre 1996)

Blancs : V. Kramnik.

Noirs : V. Anand.

Partie anglaise.

1.C8	C16	20.FH4 (g)	Fa11
2.C7	h6(h)	21.F17	Dc7
3.g2	Fh7	22.Ta11	Cd7 (m)
4.F92	66	23.Fh4	h6
5.g4	Fh7	24.F15	h5 (g)
6.C3	0-9	25.FH4 (g)	Td11
7.HB1 (b)	45 (g)	36.TE7	Dc7
8.g46	-	27.Ta7	Ta7
9.F4 (m)	Cd5	28.F17	Dh4
10.C3	15	29.FH4 (g)	Dc4
11.H4 (b)	Cd7 (g)	30.T15	Dd4 (g)
12.FH4 (g)	h4 (h)	31.Fd2	Dd1-
13.g4h	C16	32.Fd2	Dd1-
14.C5	FH4 (g)	33.F11	Fd4-
15.g5h	Ta1	34.Fd2	Fd4-
16.C5	66	35.H11	Dd4-
17.g4h	Fd4 (g)	36.TE2	Dd4-
18.C4	Fd7	37.Hd1	Dd4-
19.Fd5	Fd1 (h)	38.G	Dd4
		39.F7	h4 (m) (g)

ART Comment dire un monde d'incertitude et d'absurdité ? C'était l'une des questions auxquelles s'est attaché à répondre Alberto Burri (1915-1995), qui fut, avec Dubuffet et

Tàpies, l'un des protagonistes de la belle époque de l'« informel » européen. Ses sacs effilochés et recousus, ses plastiques brûlés, ses métaux acérés étaient reconnus comme le

produit d'une pensée intense et dramatique qui savait transformer la matière brute en un splendide tableau. ● LA RÉTROSPECTIVE qui est présentée au Palais des expositions

de Rome avant de voyager en Europe – notamment à Munich, mais pas à Paris – reconstruit une démarche qui a profondément marqué l'histoire de l'art italien de l'après-

guerre. ● ELLE RÉUNIT une centaine d'œuvres qui documentent, étape par étape, le parcours artistique de Burri, des premiers tableaux figuratifs aux derniers Cellotex.

Avec Alberto Burri, la modernité italienne intègre l'héritage du classicisme

Une rétrospective, présentée à Rome avant de circuler en Europe, permet de mieux comprendre les rapports entre cet artiste disparu en 1995 et les peintres contemporains dont il est proche, en particulier Tàpies et Dubuffet, Rauschenberg et Klein

ALBERTO BURRI. Palais des Expositions, Via Nazionale 194, Rome, jusqu'au 15 janvier. Lenbachhaus, Munich, du 5 février au 6 avril.

ROME

« C'était les matériaux les plus proches et les plus semblables à la fragilité et à l'incertitude du monde, de l'absurdité totale et de l'incertitude de l'histoire. » Pour décrire la grandeur d'Alberto Burri (1915-1995), il suffit de quelques paroles éclairantes comme celles-ci, écrites par le poète Emilio Villa en 1960 pour la revue *Aujourd'hui*. Alberto Burri était alors déjà un artiste affirmé, aussi bien en Italie qu'à l'étranger : ses œuvres les plus significatives, comme les *Gobbi* (« Bosses »), les *Sacchi* (« Sacs ») et les *Combustions plastiques* (« Combustions plastiques ») avaient déjà attiré l'attention de critiques comme Giulio Carlo Argan, Maurizio Calvesi et Cesare Brandi, et les mots enthousiastes de James Johnson Sweeney, Pierre Restany et André Pieyre de Mandiargues. En peu d'années, ces sacs effilochés et recousus, ces plastiques brûlés par le feu, ces métaux acérés étaient déjà considérés comme le produit d'une pensée intense et dramatique qui savait transformer la matière humble et brute en un splendide tableau.

L'ample rétrospective ouverte jusqu'au 15 janvier au Palais des expositions de Rome reconstruit aujourd'hui, dans toutes ses nuances, une démarche qui a profondément marqué l'histoire de l'art italien de l'après-guerre. Grâce au patronage de la Ville de Rome et avec le soutien capital de la Fondation Burri de Città di Castello (la ville natale de l'artiste, en Ombrie), les commissaires de l'exposition, Maria Gracia Tolomeo et Carolyn Christov Bakargiev, ont réuni une centaine d'œuvres qui documentent étape par étape le parcours artistique de Burri, des



Sacco, 1953.

premiers tableaux figuratifs aux derniers Cellotex. Suivant une démarche philologique, elles ont ainsi retracé la place de l'artiste sur la scène artistique de son temps.

Protagoniste, avec Dubuffet et Tàpies, de la riche saison de l'« informel » européen, Burri est proche d'expériences artistiques comme celles de Rauschenberg et

de Klein, mais surtout précurseur de la cooptation de l'art comme énergie naturelle, qui trouvera son expression internationale dans l'Arte Povera. La principale nouveauté de cette exposition est que, pour la première fois, sont démontés les fils qui relient le travail de l'artiste italien aux recherches de ses « compagnons de route » en Europe et aux États-Unis. Ainsi, grâce à un accrochage sobre et efficace, le public peut suivre l'évolution de sa démarche, dans un parcours chronologique clair et révélateur. Un parcours qui commence à l'enseignement de la souffrance, dans le camp de prisonniers de Hereford, au fin fond du Texas, où le jeune médecin de service, fait prisonnier par les Anglais, fut transféré durant la seconde guerre mondiale.

Des années de guerre à la reconnaissance

● 1915. Naissance à Città di Castello (Ombrie). Études et pratique de la médecine. Pendant la guerre, Burri est médecin militaire en Afrique. Prisonnier, envoyé dans un camp au Texas, il commence à peindre.
● 1945. Retour en Italie, l'artiste s'établit à Rome.
● 1952. Deux toiles, *Le Rapiéçage* et *L'Accroc*, exposées à la Biennale de Venise, le font soudain connaître.
● 1955. Il participe à l'exposition

The New Decade au Museum of Modern Art de New York
● 1958-1960. Burri obtient plusieurs prix, dont celui de la critique d'art à la Biennale de Venise (1960). Avec Fontana, il est désormais l'un des artistes italiens les plus connus de sa génération. Il exposera dans le monde entier.
● 1972. A Paris, le Musée national d'art moderne lui consacre une rétrospective.
● 1995. Il meurt à Rome.

Le 25^e Festival d'Automne à Paris présente un bilan satisfaisant

L'édition 1997 sera marquée par une forte programmation japonaise

AINSI s'achève le 25^e Festival d'Automne à Paris 1996 : 116 000 spectateurs ont assisté, du 19 septembre au 31 décembre, à l'une ou l'autre manifestation de ce rendez-vous que son directeur artistique, Alain Crombecque, qualifie de « polyglotte, multiculturel, européen et international ». Pari tenu. Les spectateurs ont fréquenté aussi bien les spectacles signés par les grands de la scène – 9 930 personnes ont vu *Le Pêche*, mis en scène par Klaus Michael Grüber à Bobigny (18 représentations) ; 6 000 spectateurs ont salué *Horror Suite Macbeth*, performance de l'italien Carmelo Bene à l'Odéon (7 représentations) – comme par des artistes quasi inconnus : plus de 1 000 personnes sont allées découvrir à Créteil le premier spectacle du cinéaste chinois indépendant Zhang Yuan, *East Palace, West Palace* (5 représentations).

Le théâtre reste le point d'ancrage du festival avec plus de 70 000 spectateurs, puis viennent la musique et la danse (21 000), les arts plastiques avec l'installation du vidéaste américain Bill Viola à la Salpêtrière (16 000 visiteurs) et le cinéma, qui a réuni 9 000 spectateurs, dont près de 7 000 pour la seule projection intégrale des films de Takeshi Kitano à l'UGC Cité-Cinéma des Halles.

Dans un contexte politique difficile, le Festival d'Automne a pu continuer le réajustement de ses divers partenariats. La Ville de Paris a augmenté sa subvention de 400 000 francs ; elle a atteint 4,2 millions de francs en 1996. L'Etat, par l'entremise de diffé-

rentes directions du ministère de la culture, a maintenu son effort à 6,7 millions de francs. Ces subventions représentent 60 % du budget total du Festival d'Automne, qui s'est élevé cette année à 20 millions de francs. Le mécénat, à hauteur de 2 millions (dont 740 000 francs pour la seule exposition Bill Viola) et les recettes propres complètent ce budget. « Nous sommes heureux de mettre en place des projets qui dépassent de loin nos capacités financières », explique Alain Crombecque. Qu'il s'agisse, par exemple, de l'invitation lancée à Bill Viola au des concerts Holteier-Kurtag, nous essayons de créer des partenariats avec de grandes institutions internationales qui multiplient nos forces économiques et donnent à nos projets un intérêt artistique accru puisqu'ils sont développés sur plusieurs pays. »

DÉSAPPELATION POUR LA MUSIQUE

Le succès de l'installation sonore du compositeur Pierre Henry dans sa propre maison pousse Alain Crombecque « à systématiser ces rendez-vous dans des lieux habités par les créateurs eux-mêmes afin de créer un lien réel de proximité entre eux et le public du festival, un sentiment d'aventure un peu initiatique ». En 1997, le directeur du festival rêve ainsi d'un projet avec le plasticien français Christian Boltanski qui mènerait arts plastiques, théâtre et littérature autour d'un grand roman classique japonais... Le Japon devrait tenir la vedette de la prochaine édition du festival, car l'automne 97 verra le début de l'Année

du Japon à Paris et l'inauguration du nouveau centre culturel japonais de la capitale, sur les bords de Seine, dans le 7^e arrondissement.

« La découverte de la culture japonaise est bien dans la tradition du festival, explique Alain Crombecque, puisque dès 1978 nous avions présenté les œuvres du compositeur Toru Takemitsu, de l'architecte Arata Isozaki et les premières pièces de buto de Tanaka Min. Presque vingt ans plus tard, nous voudrions réunir à Paris les trois grandes formes traditionnelles japonaises : le burau, au Théâtre de la Ville ; le grand kabuki, au Châtelet ; le nô, à la Villette, dans le beau théâtre reconstruit par Erhard Stiefel. Nous voudrions montrer aussi les dernières chorégraphies de Saburo Teshigahara et le travail de la compagnie Dumb Type. Nous avons encore le projet d'une rétrospective intégrale Oshima avec Les Cahiers du cinéma. A la Salpêtrière, nous pourrions installer une œuvre monumentale du sculpteur Kawamata. Enfin, nous serions heureux de rendre hommage à l'écrivain Kenzaburo Oe. Au total, ce programme japonais pourrait rassembler plus de deux cents artistes, dont plusieurs « trésors nationaux vivants ».

La musique aurait évidemment toute sa part dans cette programmation thématique malgré « la récente et brutale désaffection du public » constatée par les organisateurs du festival comme par l'ensemble des professionnels parisiens. Pour ce qui est du Japon, le festival pourrait recevoir le compositeur Toshiro Hosokawa (âgé de quarante-trois ans) tandis

qu'il continuera ses concerts monographiques (avec les Chinois Guo Wenjing et Xu Shuya, déjà invités en 1995) et présentera un cycle consacré à la musique du compositeur américain Milton Feldman (1926-1987) et à quelques grandes œuvres orchestrales, dont l'une sera confiée au chef et compositeur Michael Gielen, désormais « pensionnaire » du Festival d'Automne. Le théâtre musical aurait une nouvelle fois sa place avec le retour de Heiner Goebbels et Carlos Santos et la venue au Châtelet de Steve Reich et de Beryl Korot pour le premier volet de leur Opéra pour 2001.

La programmation théâtre et danse, encore embryonnaire, devrait être marquée par le retour en France de Peter Zadek et les invitations lancées à Christoph Marthaler, Robert Wilson (avec *La Maladie de la mort*, de Marguerite Duras, interprétée par Lucinda Childs et Michel Piccoli). Alain Crombecque voudrait « raffermir les liens du festival avec les cultures non occidentales » en organisant aux Bouffes du Nord un « Café égyptien » où dialogueraient poésie et musique. Il souhaite aussi créer des liens nouveaux avec des institutions en région pour donner au Festival d'Automne une ampleur plus grande. Des contacts sont pris avec la direction de l'Opéra de Bordeaux, qui a aussi en charge la programmation du Théâtre Fémina, afin de présenter plusieurs productions du festival 1997 dans la capitale girondine.

Olivier Schmitt

LA PÉPINIÈRE OPÉRA

FRANCE LÉA

accompagnée à l'accordéon par Daniel MILLE

DU 7 JANVIER AU 8 FÉVRIER 1997

LOCATION 01 42 61 44 16

FNAC VIRGIN MEGASTORE AGENCES

19+

Simon Goubert au cœur du jazz

Le batteur et son quintette perpétuent une musique de mouvements et d'émotions

LES MUSICIENS du jazz, comme tous les artistes, ont toujours à transmettre leurs connaissances autant que leurs passions de l'un à l'autre. C'est un des moyens les plus sûrs de ne pas enfermer une musique dans un répertoire fané et fermé. Ainsi Simon Goubert, batteur, a-t-il grandi en musique dans la relation à quelques « monstres » de la batterie comme Max Roach, Art Blakey, Philly Jo Jones, Roy Haynes ou Elvin Jones — une histoire condensée du jazz moderne — ou Christian Vander, qui venait de ces mêmes inspirations. On peut voir là des liens, des passages. Les yeux mi-clos, au cœur du jazz comme en témoigne son jeu tout en anticipation, Simon Goubert mène de-



puis plusieurs années un quintette à deux saxophonistes (actuellement Jean-Michel Couchet et David Sauzy), le pianiste Michel Grallier et Stéphane Persiani à la contrebasse. La flamme s'est transmise. Ils jouent Coitane aoutant que leurs compositions (celles de Grallier enchantent). Goubert vient de recevoir le prix Django Reinhardt de l'Académie du jazz, qui consacre un « jeune » musicien, pas spécialement guitariste comme l'intitulé pourrait le faire croire.

* Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^{re} Châtelet. 22 heures, les 3 et 4 janvier. Tél.: 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Vivian Reed
La chanteuse Vivian Reed est une habituée des shows de Broadway, des grandes soirées de gala et des plateaux de télévision, où elle a été vue aux côtés de Bill Cosby ou Sammy Davis Jr. Avec elle, c'est l'Amérique de l'entertainment, de la grande variété soul et jazz, du spectacle parfaitement réglé qui vient faire un tour à Paris, dans un club de grand hôtel, lieu tout à fait adapté au genre.

Jazz Club Lionel Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17^e. M^{re} Porte-Maillot. 22 h 30, les 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 janvier. Tél.: 01-40-68-30-42. 160 F.

Philip Catherine, Emmanuel Rex, Aldo Romano
Trois grands stylistes font évoluer la formation guitare, orgue et batterie: Philip Catherine, dont les cordes succèdent à celles de Gérard Marais au sein de la même formation, Emmanuel Rex, épaulant à toutes sortes de claviers, mais en particulier sur celui du mythique Hammond B3, et Aldo Romano, conteur d'histoires, notes et ses cymbales.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^{re} Châtelet. 22 heures, les 3 et 4 janvier. Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS
RISQUE MAXIMUM (V). Film franco-américain de Ringo Lam. VO: UGC Ciné-Club des Halles, 1^{er} UGC Danton, 6^e; Gaumont Marignan, 8^e (rés. 40-30-20-10); George-V, 8^e V.F.: UGC Montparnasse, 6^e; Paramount Opéra, 9^e (01-47-42-56-31; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Paroisse, 14^e (rés. 40-30-20-10); Mithral, 14^e (01-39-17-10-00; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15^e; Pathé Wapler, 18^e (rés. 40-30-20-10); Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96; rés. 40-30-20-10).

LES REPRISES

ADIEU PHILIPPE, de Jacques Rozier (Fr.): Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47). LA DOUCE VITA, de Federico Fellini (It. v.o.): Grand Action, 5^e (01-43-29-44-00).

DU CÔTÉ D'OROUËT, de Jacques Rozier (Fr.): L'Entrepôt, 14^e (01-43-43-41-63).

ELLE ET LUI, de Leo McCarey (A. v.o.): Action Ecoute, 5^e (01-43-25-72-07).

L'EXTRAVAGANT MONSIEUR CORY, de Blake Edwards (A. v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34).

LES HABITANTS, d'Alex van Warmerdam (Hol. v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

LA JETÉE, de Chris Marker (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55).

MAINE OCEAN, de Jacques Rozier (Fr.): Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

ORANGE MÉCANIQUE (**), de Stanley Kubrick (Brit. v.o.): Studio Galand, 5^e (01-43-26-19-08; rés. 40-30-20-10).

LE PORT DE L'ANGOISSE, de Howard Hawks (A. v.o.): Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60; rés. 40-30-20-10).

LE ROI ET L'OISEAU, de Paul Grimault (Fr.): Denfert, 14^e (01-43-21-41-01; rés. 40-30-20-10).

40-30-20-10; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-45-85; rés. 40-30-20-10).

THE CONNECTION, de Shirley Clarke (A. v.o.): Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

FESTIVALS

ALFRED HITCOCK (v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

MINUËT, ARCHITECTE DU RÊVE, Reflet Médias II, 5^e (01-43-54-42-34).

CINÉMA INDIEN (v.o.), Paris Ciné I, 10^e (01-47-70-21-71).

LES COMÉDIES DE MITCHELL LEISEN (v.o.), Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-60).

CYCLE ABEL FERRARA (v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

DOCUMENTAIRES-FICTIONS DE MARIA KOLEVA, Cinoche Vidéo, 5^e (01-47-00-61-31).

ELIA KAZAN (v.o.), L'Entrepôt, 14^e (01-43-43-41-63).

FESTIVAL MORETTI (v.o.), Reflet Médias II, 5^e (01-43-54-42-34).

HOMMAGE À CLOUZOT (v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

HOMMAGE À MARCELLO MASTROIANI (v.o.), Grand Action, 5^e (01-43-29-44-00).

JOYEUX TOONS, CINÉ-CLUB JUNIOR FILMS POUR ENFANTS (v.o.), Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20).

LES MARX BROTHERS, Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).

MODÈLE DU 7^e ART, LA COMÉDIE (v.o.), Reflet Médias I, 5^e (01-43-54-42-34).

OZU, MAÎTRE DU CINÉMA JAPONAIS, 22 FILMS (v.o.), Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77).

REINER WERNER RASBANDER (v.o.), Acitone, 9^e (01-46-33-98-86).

LES SEPT PREMIERS FILMS DE ROMAN POLANSKI (v.o.), Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

THE WITNESS TOUCH (v.o.), Action Ecoute, 5^e (01-43-25-72-07).

WIM WENDERS (v.o.), Acitone, 9^e (01-46-33-98-86).

RÉGIONS

Une sélection musique, danse, théâtre et art en régions

MUSIQUE CLASSIQUE

CAEN

Orchestre de Caen
Schoenberg: Concerto pour quatuor à cordes et orchestre. Haendel: Concerto grosso n° 24. Beethoven: Symphonie n° 7. Quatuor Sine Nomine, Olivier Cuenet (direction).
Grand Auditorium, 1, rue du Canal, 14 Cien, 21 heures, le 10 janvier. Tél.: 02-31-50-05-64. 100 F.

LILLE

Orchestre national de Lille
Outilleux: Symphonie n° 1. Poulenc: Concerto champêtre pour cithare et orchestre. Ravel: Boléro. Rinaldo Alessandrini (clavier), Jean-Claude Casadesu (direction).
Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille, 20 h 30, les 7 et 9 janvier. Tél.: 03-20-12-62-42. De 110 F à 140 F.

LYON

Peter Waplewey (violin), Paolo Gilcomet (piano)
Beethoven: Sonate pour violoncelle et piano op. 68. Introduction et polonaise brillante. Britten: Suite pour violoncelle seul op. 72.
Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon, 20 h 30, le 7 janvier. Tél.: 04-72-00-45-85. De 115 F à 240 F.

CHAMBERY

Orchestre national de Lyon
Chopin: Concerto pour piano et orchestre n° 1. Bruckner: Symphonie n° 7. Martha Argerich (piano), Emmanuel Krivine (direction).
Auditorium Maurice-Ravel, 140, rue Garibaldi, 69 Lyon, 20 h 30, le 9 janvier. 18 heures, le 11 janvier. Tél.: 04-78-55-95-95. De 135 F à 270 F.

METZ

Philharmonie de Lorraine
Mozart: L'Idée fixe, ouverture. Fauré: Concerto pour violon et orchestre. Bartók: Concerto pour violon et orchestre n° 2. Chabrier: Symphonie n° 2. Augustin Dumay (violin), Roland Kieft (direction).
Arsenal, avenue Ney, 57 Metz, 20 h 30, les 9 et 10 janvier. Tél.: 03-87-39-92-00. De 90 F à 180 F.

MULHOUSE

Bartholdy
d'Offenbach, Valentin Jar (Barbe-Bleue), Magali Darnette (Boulotte), Jean-Pierre Schlegel (le roi Bohémien), René Massis (Popolani), Hanna Schaar (la reine Clémentine), Chœur de l'Opéra du Rhin, Orchestre symphonique de Mulhouse, Claude Schneider (direction), Dieter Kneig (mise en scène), Alphonse Poulin (chorégraphie).
Théâtre de la Sinne, 68 Mulhouse, 20 heures, les 4 et 5 janvier; 15 heures, le 5 janvier. Tél.: 03-89-36-28-28.

STRASBOURG

Orchestre philharmonique de Strasbourg
Dvorak: Carnaval. Martin: Rhapsodie-concerto. Chostakovich: Symphonie n° 5. Tabea Zimmermann (alto), David Shalton (direction).
Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67 Strasbourg, 20 h 30, les 9 et 10 janvier. Tél.: 03-88-52-18-45. De 120 F à 225 F.

TOULOUSE

Orchestre national du Capitole de Toulouse
Beethoven: Leonore II. Mozart: Concerto pour piano et orchestre KV 462. Stravinsky: Symphonie n° 2. Alicia de Larrocha (piano), Andrew Litton (direction).
Halle aux Grains, place Dupuy, 31 Toulouse, 20 h 30, le 9 janvier. Tél.: 05-61-63-13-13. De 100 F à 250 F.

DANSE

ALBERTVILLE
Compagnie Annoncée
Joël Nadi: Le Of du crématorium.
Le Dôme Théâtre, place de l'Europe, 73 Albertville, 19 h 30, le 9 janvier. Tél.: 04-79-73-70-88. 150 F.

ANGERS

Phélie Houbin
Germes et Soma.
Les Plateaux, boulevard Berthelot, 16 Angoulême, 20 h 30, le 7 janvier. Tél.: 05-45-39-61-62. 60 F.

Boris Charmatz, Emmanuelle Hayn-Thank-Loan
Boris Charmatz: Art... en... donon.
Emmanuelle Hayn-Thank-Loan: M... Théâtre Gracil, 1, faubourg de Montbéliard, 92 Belfort, 19 heures, les 7, 8, 9, 10 et 11 janvier. Tél.: 03-84-58-67-97. 90 F.

BORDEAUX

Ballet de l'Opéra de Bordeaux. Orchestre national Bordeaux-Médoc. Charles Jude: chorégraphie.
Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lecture, 33 Bordeaux, 20 heures, les 7, 8, 9 et 10 janvier; 15 heures, le 12 janvier. Tél.: 05-56-48-58-54. De 20 F à 140 F.

GAP

Robert Seyfried
Aller Kier.
Théâtre la Passerelle, 137, boulevard Georges-Pompidou, 05 Gap, 20 h 30, les 10 et 11 janvier. Tél.: 04-92-52-52-52. 140 F.

GRENOBLE

Groupe Emile Dubois
Jean-Claude Gauthier: La Rue.
Le Samum, avenue d'Innsbruck, 38 Grenoble, 20 heures, le 10 janvier. Tél.: 04-76-39-43-43. 90 F.

NICE

Cécile-nécessita
Jeanne Aloupova, Elena Krizitskaya, Igor Yelina. Ballet et chorégraphie d'enfants de l'Opéra de Nice. Orchestre philharmonique de Nice. David Coleman: direction. Marius Petipa: chorégraphie.
Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paul, 06 Nice, 20 heures, le 4 janvier; 16 heures, le 5 janvier. Tél.: 04-93-85-67-31. De 60 F à 180 F.

OLYMPIES

Kubilai Khan Investigation
Wagor Zeck.
Théâtre Châteauneuf, BP 118, 83 Ollioules, 21 heures, le 10 janvier. Tél.: 04-94-22-74-00. 90 F.

LA ROCHELLE

Compagnie Jérôme Thomas
Hic hoc.
La Couraie, 4, rue Saint-Jean-du-Perot, 17 La Rochelle, 20 h 30, le 7 janvier. Tél.: 05-46-54-02. 125 F.
Marie-Claude Pienagalla, Penny Gaida, Carolyn Carlson: Don't Look Back. Maurice Béjart: La Luna-Bakti. Victor Ullata: Voilà c'est ça. Oscar Araiz: Adagio. Marius Petipa: Hommage à Tchaïkovski. Agrippina Vaganova: Diane et Actéon. Vasil Vainonov: Flammes de Paris.
La Couraie, 4, rue Saint-Jean-du-Perot, 17 La Rochelle, 20 h 30, les 10 et 11 janvier. Tél.: 05-46-51-54-02. 170 F.

SANT-FÉLIX

Compagnie Kifig
Kifig.
Centre culturel Théo-Argeron, place Ferdinand-Subson, 69 Saint-Félix, 14 heures et 20 h 30, le 10 janvier. Tél.: 04-78-20-03-50. De 50 F à 70 F.

THÉÂTRE

Ernesto Prién
de Raymond Lepoutre, mise en scène, d'Aurélien Recoing, avec Yannis Baraban, Nina de Montal, Prunella Rivera, Jauri Casanova, Stéphanie Tesson, Chérie Windelachmidt, Sébastien Lalanne, Christophe Gendreau, Thierry Lavat, Guillaume Labbé, Antoine Scotti, David Reclong et le Petit Orchestre.
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest, 20 h 30, les 9 et 10, 16 heures, le 11. Tél.: 02-98-44-10-10. Durée: 3 heures. De 65 F à 115 F.

CHAMBERY

Un mois à la campagne
Jean Tourpignon, mise en scène d'Yves Beaumont, avec Nathalie Richard, Stéphanie Schwarzbrod, Nicole Colchat, Jean-Pol Dubois, Marc Citi, Christophe Le Meunier, Renaud Bédard, Vincent Massot et en alternance Jérôme Lambert et Quentin Deguire.
Espace Méliès, 67, place François-Mitterrand - carrefour Curial, 73 Chambéry, 20 h 30, le 7; 19 h 30, les 8 et 9. Tél.: 04-79-85-55-43. Durée: 2 h 15. De 75 F à 130 F.

NANCY

L'Auditorium et la Forêt
d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Clémence Chénier, Gilbert Baugnot, Michel Paul, Anne Belle, Christophe Bernard, Philippe Leshemba, Patrick Zimmermann, Frédérique Ruchaud et Luc Delhommeau.
La Manufacture, 10, rue Baron-Louis, 54 Nancy, 20 h 45, les 10, 11, 14, 17, 18, 16 h 30, le 12; 19 heures, les 15 et 16. Tél.: 03-83-37-42-42. Durée: 2 h 30. De 50 F à 100 F. Jusqu'au 18 janvier.

NANTES

Deux hommes en colère
de Reginald Rose, mise en scène de Stéphane Médiegy, avec Michel Lebl, Michel Fortin, Pierre Maurice, Bernard Frey, Jacques Echantillon, Laurent Gendron, François Gamard, François Dyrek, André Thorent, Maurice Barrière, Jérôme Le Poulmier et Romain Barrière.
Maison de la culture de Loire-Atlantique Espace 44, 94, rue du Général-Bust, 44 Nantes, 20 heures, les 6, 9, 14, 21 heures, les 7, 8, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 21; 15 heures, le 19. Tél.: 02-51-86-25-25. De 80 F à 145 F. Jusqu'au 31 janvier.

NARBONNE

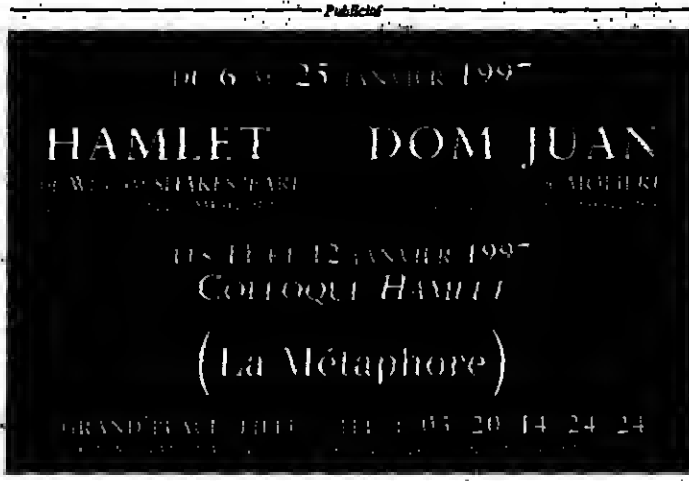
La Tragedie du roi Christophe
d'Alain Clément, mise en scène de Jacques Nichet, avec Éric Aboulo-MBO, Alain Althand, Kargil Alendjoudj, Prince Bi-lau Yaya Georges, Alan Boone, Maxime Dumont, Jules-Emmanuel Eyoun-Déido, Jean Gennari, Sylvie Lécuyer, Gérard Lorin, Robert Lucbellio, Louise Victor Mpané, Méléla, Guy Stanislas Madingou, Edouard Montoute, Mous, Denis Mpané, William Nadyam, Yvonne et Pascal Nacot.
Le Théâtre, 2, avenue Domitius, 11 Narbonne, 20 h 45, les 10 et 11. Tél.: 04-68-90-60-32. Durée: 2 heures. 85 F et 100 F.

NIMES

Moi qui ai servi le roi d'Angleterre
d'après Bohumil Hrabal, mise en scène de Michel Dubois, avec Jean-Paul Ferré, Odile, 7, rue Pierre-Sémard, 30 Nîmes, 20 h 30, les 7, 9, 10, 11; 19 h 30, le 10. Tél.: 04-66-36-45-42. Durée: 1 h 40. De 60 F à 100 F.

ORLÉANS

Le Naufrage du Titanic
d'après le roman de Michel Tournier, mise en scène de Yves Beaumont, avec Nathalie Richard, Stéphanie Schwarzbrod, Nicole Colchat, Jean-Pol Dubois, Marc Citi, Christophe Le Meunier, Renaud Bédard, Vincent Massot et en alternance Jérôme Lambert et Quentin Deguire.



CULMAR
L'École des femmes
de Molière, mise en scène de René Loyer, avec Yves Belpois, Céline Châtellain, Nicolas Dufour, René Loyer, Serge Mergier, Claude Monnoyeur, Carine Noury et François Noury.

Théâtre municipal, 3, rue des Unterlinden, 68 Colmar, 20 h 30, le 7. Tél.: 03-89-20-29-02. Durée: 2 heures. De 20 F à 130 F.

DOUAI

Le du Salut
d'après Fritz Kafka, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Jean-Marc Stehli, Marcel Di Fonzo, Amiran Amir-nachvili, Jean Lambert-Wiki, Gérard Morel, Claude Dumont, Benoît Daymes, Manu Lacroix, Patrick Wilkison et Louis Teyssie.

L'hippodrome, place du Barlet, 59 Douai, 20 h 45, du 7 au 9. Tél.: 03-27-96-62-63. Durée: 2 h 30. De 70 F à 110 F.

LE HAVRE

Quelques
de Christoph Göttsche, Ueli Hürzel et des comédiens, mise en scène des auteurs, Emmanuel Jacquelin, Hyacinthe Reich et Jean-Paul Lefevre.
Chapiteau, place Léon-Carlier, quartier de l'Europe, 76 Le Havre, 20 h 30, les 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18. Tél.: 02-35-19-10-10. Durée: 1 h 30, 110 F. Jusqu'au 18 janvier.

LYON

Le Prométhée mal enchaîné
d'André Gide, mise en scène de Michel Verdel, avec Violaine Verdel, Christophe Mirabel, David Bayle, Michel Verdel et Armand Chagot.

Théâtre de la Poésie, 7, rue des Aqueducs, 69 Lyon, 20 h 30, les 10, 11, 14, 16 heures, le 12; 19 h 30, les 15 et 16. Tél.: 04-78-36-67-67. Durée: 1 h 30. 80 F et 100 F.

MARSEILLE

Les Alibis
de Michel Cohen, mise en scène de l'auteur, avec Emmanuel Lepoutre, Michel Cohen, Marine Delorme et Serge Harnauvicius.
La Cité, 30, rue de Rivar, 13 Marseille, 20 h 30, du 9 au 11, les 14, 16, 17, 21; 15 heures, les 12 et 19; 19 heures, le 15. Tél.: 04-91-54-70-54. Durée: 1 h 30. 130 F et 150 F. Jusqu'au 9 février.

Une fête pour Boris
de Thomas Bernhard, mise en scène d'Elisabetta Sbrogi-Granger, avec Henriette Falazzi, Elisabetta Sbrogi-Granger, Maurice Vinçon, Olivier Pico, David Plat et Daniel Granger.

Théâtre de Lérache, 4, place de Lérache, 13 Marseilla, 20 h 30, les 10, 11, 14, 15, 17, 18, 21; 19 heures, le 16; 16 heures, le 19. Tél.: 04-91-91-52-22. 30 F et 55 F. Jusqu'au 25 janvier.

MULHOUSE

Conte
de Heiner Müller, mise en scène de Marie-Noëlle Rios, avec Françoise Bergé et Pierre Barlat.
La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse, 20 h 30, les 7 et 10; 19 heures, le 9. Tél.: 03-89-36-28-28. Durée: 1 h 20. De 40 F à 110 F.

d'après Hans Magnus Enzensberger, mise en scène de Pierre-Alain Chapuis, avec Philippe Clément et Clotilde Mollet.
Le Carré Saint-Vincent, boulevard Aristide-Briand, 45 Orléans, 20 h 30, du 7 au 10. Tél.: 02-38-62-75-30. Durée: 1 h 40. De 80 F à 130 F.

REIMS

Alfred le subtil ou Scapin 94
d'Alain Badier, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Didier Gales, Julien Muller, Camille Grandville, Arnaud Delcassin, Loïc Brabant, Eric Bergeonneau, Emmanuel Drey, Jean-Michel Guérin, Gisèle Tardito et Patrick Thébaud.
La Comédie, 3, chaussée Bocquaine, 51 Reims, 20 h 30, du 9 au 11. Tél.: 03-26-48-49-00. Durée: 3 heures. 60 F.

ROCHEFORT

L'ombre de la vallée; les Noces du rétro-musée
de John Willington Sympie, mise en scène des comédiens, avec François Chazot, Gilles Privat, Martine Schambacher, Luc Schillingier et Marie-Paule Silvert.
Théâtre de la Coupe-d'Or, 107, rue de la République, 17 Rochefort, 20 h 30, le 10. Tél.: 05-46-62-45-15. Durée: 1 h 30. 75 F et 95 F.

LA ROCHE-SUR-YON

Rele du Saigneur
de par Elizabeth Macocco et Laurent Vercelletto, d'après Albert Cohen.
Théâtre municipal, rue Pierre-Bénévoise, 85 La Roche-sur-Yon, 20 h 30, le 10. Tél.: 02-51-87-87-85. Durée: 1 h 30. 90 F et 110 F.

SÈTE

Le Roi Lear
de William Shakespeare, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Gilles Arbois, Marc Besson, Philippe Morier-Gendreau, Annie Perrot, Marie-Paule, Tyram, Louis Beyer, Sylvie Orclier, Jean-Marie Boeglin, François Caron, Olivier Coloni, Philippe Demarle, Laurent Fernandez, Laurent Manzoni

Radio

Franchise

20.30 **Nuit au Grand**
Hommage à Roger Pillaudin.
Journal du testament
d'Orphée. Première époque.
La mort du poète.

21.32 **Black and Blue.**
Un inconnu illustre : Kenny
Wheeler. Avec la participation
de Jean-Louis Chautemps.

22.40 **Nuits magnétiques.**
Les petites ondes.

0.05 **Du jour au lendemain.**
Avec Claude Jeancolas, pour

0.43

1.06 Le Nuits de France-Culture
Iretha. F. Nuits d'Aragon 95 ; 1.59 L.
Poétiques. Michel Houellebecq ; 2.
Nuits magnétiques.

France-Musique

20.00 Concert
franco-allemand. Œuvre
de Brahms, Schubert, Ravel.

22.25 Dépêche-notes.

22.30 Musique pluriel. Berlin
niments II, de Vivaldi
Boudard, par l'Orchestre
mondial des Jeunes
Musicales et, d'un opéra de
voyage pour 22 instruments,
de György Ligeti, avec Claude
Maisonnette (cor anglais) et
l'Orchestre du Domaine
musical, dir. Gilbert Amy.

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

Thierry Lhermitte. Comédie.
RTL 9
22.10 Tarzan, l'homme-singe. Film de John Derek.
110 min, avec Miles O'Keefe. *Aventures.*
0.45 Goupil mains-rouges. Film de Jacques Becker.
100 min, avec Fernand Ledoux. *Drame.*
TSR

man (1975, v

Radio

Fra
2035

Si ça vous chante,
Fabienne Thibault, Cora
Vaucaire, Michel Jonasz,
Jacques Douai.

20.45
Fiction : Les Fantômes
de Syntex
de Denise Bahuiche, Avec Je-
Menaud : le Zettien, Sophie
Edmond : Foscarine, Claude
Piereli : M. Albert, Roger
Cari : Stravinsky, Caroline
Le Huey : Loredana, Claude
Valverde : le Doge, Eric
Legrand : Philibert, Henri
Polrier : Gustave, Paul Le
Prieux : le gondolier, Carole
Jacquin : une poète, et
Liselet Lemaire, Thierry de
Frocourt, Jean-Paul Raccodo
Lila Fedoroff, Jacques
Faugeron, Serge Desrains,
Philippe Robert, Phil
Chaurin, Myrten Asoré, Cé-
cile Dorcet, Sophie Buis, Pascal
Taffou, Christophe Guior
(violin), Michel Pignatelli
(violoncelle), Pierre Martinache

22.08

22.35 Opus. Christian Zanesi,
sculpteur sur son.

23.58 Clairière.

0.05 Tard dans la nuit. Fictio
Nouvelles de Leo Perutz (extraits)
recueil Seigneurs, ayez pitié de moi
La Lune rit - Une simple pression s
le bouton. **0.55** Chronique du bo
des heures. **1.00** Les Nuits
France-Culture (rediff.).

19.30

Giuseppe Giacomini et Luigi Illica, d'après Sardou. En direct du Metropolitan Opera à New York. Chœur d'enfants et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New York, dir. Christian Badaea. Maria Gadeghini / Tosca, Sergei Larin / Cavaradossi, Maria Gadeghini / Scarpia...

22.45 **Extrait.**

23.07 **Le Bel Aujourd'hui.** Festival d'automne. Concert donné le 9 décembre à l'Amphithéâtre de l'Opéra national de Paris. Les membres de l'Ensemble recherche Quatuor Dialecta, dir. Kwame Ryan. Œuvres de Pauset.

1.00 **Les Nuits de France-Musique**

Radio-Classique

2040

Symphonie n° 104, de Haydn
Sonate n° 1 BWV 1001, de
Bach : Symphonie Wq 183
n° 1, de C.P.E. Bach, par
l'Orchestre baroque
d'Amsterdam : Quatuor K. 4
de Mozart par l'Ensemble
Mozzartiano ; Extraits de La
Création, de Haydn ; Quatuor
op. 18 n° 3 de Beethoven, pu-
blé par Quatuor Alban Berg.

22.35 Da Capo, Œuvres de Wagn-
er : Strauss, J. Strauss, Wein-
ger, 0.00 Les Nuits de Radio-
Classique.

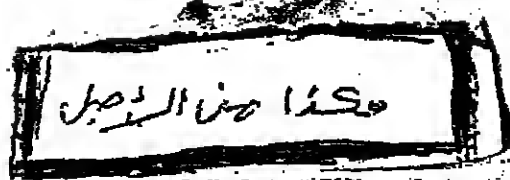
► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

■ On peut voir

康康
 康康

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

[illegible]



20

Le Monde

SAMEDI 4 JANVIER 1997

La vague de froid et la neige ont paralysé le sud-est de la France

Sept personnes sont mortes jeudi, portant à vingt-deux le nombre des victimes

LE FROID qui saisit la France a fait sept victimes supplémentaires, jeudi 2 janvier, portant le nombre de décès imputables aux conditions climatiques à vingt-deux. Parmi elles, les sans-abris sont les plus touchés : un homme de trente-trois ans a été retrouvé mort dans une cabane à Colmar (Haut-Rhin), un sexagénaire dans un hôtel désaffecté de Roubaix, un quadragénaire dans une caravane abandonnée à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) et un RMiste quinquagénaire dans la chambre d'un auberge fermée à Curis-au-Mont-d'Or, près de Lyon. De même, un homme âgé de quatre-vingt-trois ans, vivant en Saône-et-Loire sans chauffage ni eau courante, est décédé des suites d'une hypothermie, ainsi qu'un sexagénaire de Bischheim (Bas-Rhin), retrouvé sans vie dans sa maison où régnait une température de -5 degrés.

La colonne de mercure est descendue, jusqu'à -22,1 à Chassigny-Près, dans l'Aube. La vague de froid et la neige ont également fortement perturbé la circulation ferroviaire et routière, notamment dans la région Rhône-Alpes, où 10 000 usagers de la SNCF se sont trouvés bloqués. Dix TGV demeuraient encore à quai vendredi matin dans les gares lyonnaises et la préfecture du Rhône

indiquait avoir logé 400 passagers dans la nuit, des milliers d'autres étant restés dans les wagons chauffés ou dans les gares. De même, 800 usagers bloqués en gare d'Avignon avaient été relogés dans différents centres d'accueil de la ville.

Par ailleurs, immobilisés sur les réseaux routiers ou autoroutiers dans la Drôme, 3 000 personnes ont passé la nuit dans leurs véhicules, et autant ont été hébergées d'urgence dans des salles des fêtes, des gymnases chauffés ou

des lycées, selon la préfecture de ce département, où un homme de quatre-vingt-sept ans est décédé d'une crise cardiaque dans un car de personnes âgées bloqué par la neige à Malataverne.

Dans certaines villes comme Pierrelatte, les habitants ont offert un gîte aux familles immobilisées.

CANALIS PARALYSÉES

Enfin, la couche de glace sur les canaux du Rhône au Rhin, de la Marne au Rhin et des Houillères

de la Sarre atteignant dix centimètres, la navigation sur les canaux de l'est de la France est totalement paralysée. Seul le trafic fluvial sur le Rhin et la partie française de la Moselle canalisée demeure normal.

Conséquence logique du froid, la consommation d'énergie enregistrée par EDF-GDF a augmenté, sans toutefois atteindre des records, du fait notamment d'une activité industrielle très ralentie. Jeudi en milieu de journée, la consommation électrique française atteignait 67 500 mégawatts, alors qu'une consommation enregistrée dans les normales saisonnières aurait avoisiné 57 000 mégawatts. A Paris, le standard téléphonique des pompiers a été pris d'assaut, mercredi et jeudi, en raison de multiples ruptures de canalisations provoquées par le gel.

Enfin, des mesures de suspension de la chasse aux oiseaux migrateurs ont été prises par les préfets dans trois départements du Sud-Ouest, les Landes, la Gironde et la Charente, ainsi qu'en Camargue, confortant ainsi une demande de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). Des mesures de suspension ont également été prises en faveur du gibier d'eau dans plusieurs départements.

Le givrage des caténaires

La formation de givre sur les caténaires, ces lignes électriques courant au-dessus des voies ferrées qui permettent d'alimenter les motrices, perturbe le contact entre la caténaire et le pantographe du train ; de plus, lorsque le poids du givre est devenu trop lourd, elle provoque parfois la rupture de la caténaire. C'est ce qui s'est produit le jeudi 2 janvier entre Bollène et Orange, dans le sens nord-sud. La SNCF n'a pas prévu de système permanent de dégivrage des caténaires, comme il en existe au Canada ou en Russie. Elle dispose de quelques « wagons-racleurs » qui enlèvent le givre avant le passage du train. « Le problème, avec les très basses températures, c'est que le givre se reforme presque immédiatement », observe-t-on à la SNCF. Une autre solution consiste à connecter les caténaires « en boucle » pour les chauffer, un peu comme des résistances. Mais ce système s'apparenterait plus à un bricolage qu'à un dispositif normal de dégivrage.

● La SNCF a mis en place un numéro vert - le 08 00 130 130 - pour toute information concernant les perturbations du trafic. Pour tout autre renseignement voyageurs (horaires, réservations, etc.), composer le 08 36 35 35 35.

Des milliers de voyageurs bloqués dans la vallée du Rhône

LYON

de notre correspondant régional
Trafic de bus fortement perturbé, circulation automobile au ralenti sur les grands axes, trains arrêtés dans les gares, Lyon et la vallée du Rhône ont été paralysés, jeudi 2 janvier, jusqu'à tard dans la nuit, par de constantes chutes de neige. Si vendredi matin une accalmie était observée, Météo France annonçait de nouvelles chutes de neige et des pluies verglaçantes à partir de la mi-journée.

L'autoroute A7 était fermée dans le sens nord-sud entre Vienne et Valence, et dans le sens sud-nord entre Avignon et Vienne. La SNCF ne prévoyait de faire circuler qu'un train sur quatre sur l'ensemble du réseau, et aucun TGV.

C'est dans les gares que la situation a été la

plus délicate. Mille personnes ont ainsi été bloquées, jeudi, à Lyon-Satolas, autant à la Part-Dieu, et deux cents à Perrache. La SNCF a, aux yeux des usagers, mis trop de temps à réagir, se contentant de diffuser des messages d'excuses sur les retards. Points d'accueil saturés, longues queues aux guichets, le public a fini par montrer des signes d'impatience devant l'absence d'informations ou de solutions de rechange.

4 000 REPAS FROIDS

La cellule de crise mise en place à la préfecture du Rhône a fait distribuer 4 000 repas froids. Certains passagers ont dormi dans les trains, quand ceux-ci étaient chauffés. D'autres ont été logés dans des hôtels et l'armée a installé des lits de camp dans des gymnases. Vendredi matin,

5 000 petits-déjeuners ont été servis. Les automobilistes qui ont emprunté, jeudi, les autoroutes, ont été pris au piège des chutes de neige. « C'est inadmissible qu'on ne nous ait pas prévus », réagit un routier au péage de Vienne. « Pourquoi n'ont-ils pas tout de suite fermé les accès de l'A7 ? » Plus d'une vingtaine d'accidents ont été recensés, dont certains graves.

La préfecture de la Drôme a ouvert onze centres d'hébergement pour accueillir les automobilistes bloqués. C'est vers Bollène que la situation a été la plus tendue : la circulation ayant été interdite sur l'autoroute, le trafic s'est reporté sur les nationales 7 et 86, provoquant de multiples bouchons.

Bruno Caussé

Un arrêté du maire de Longjumeau contraint les sans-abri à... s'abriter

LE MAIRE socialiste de Longjumeau (Essonne), Philippe Schmit, vient de prendre un arrêté municipal, valable du 2 janvier au 15 avril 1997, pour que « toute personne errant par temps de grand froid, ou se trouvant exposée aux intempéries climatiques faisant craindre pour sa santé, se voit proposer un site d'accueil où elle pourra séjourner au chaud ». L'arrêté précise : « qu'à défaut de consentement de l'individu, et dans la mesure où sa santé ou sa sécurité est menacée, celui-ci est conduit dans un bâtiment public refuge ».

S'appuyant sur le code général des collectivités territoriales, le texte stipule encore que « la police municipale, sous l'autorité du maire, a notamment pour mission, d'une part de prévenir par des précautions convenables et de faire cesser par la distribution des secours nécessaires (...) les fléaux calamiteux, d'autre part de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ».

A Longjumeau, une ville d'un peu plus de vingt mille habitants de la banlieue sud de Paris, les services

municipaux ont répertorié, cet hiver, une dizaine de sans-abri. « Ils sont tous RMistes et dépendent administrativement de communes environnantes », explique le maire. Mais ils sont attirés par la proximité de l'hôpital, car en cas de problème, ils savent qu'ils peuvent y être soignés. Depuis six ans, nous avons installé un refuge dans les douches municipales qui peut accueillir six personnes. Or, depuis le début de la vague de froid, un seul lit a été occupé, et il n'y a plus personne là-bas depuis vendredi dernier ! »

Le décès d'un sans-abri dans la commune, il y a deux ans, mort de froid à quelques mètres de la porte du foyer Emmaüs, a sans doute joué dans sa décision. Depuis, le maire craint de voir l'accident se répéter. « Le 8 décembre, l'an dernier, il faisait -8°, raconte-t-il. J'ai réveillé un adjoint à une heure du matin. Nous avons fait un tour en voiture et trouvé deux sans-abris sous les marches d'un bâtiment public. Nous les avons emmenés aux douches, ils étaient réticents mais j'ai pu les convaincre, car ils ne connaissent rien. »

« Il n'est pas question de séquestrer

les sans-abri, dit encore l'élu. En cas de danger pour leur santé, ils seront mis au chaud mais repartiront dès le lendemain. On ne peut pas plaider pour l'urgence humanitaire en Bosnie et au Rwanda, et laisser mourir les gens à 15 mètres de chez nous. »

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, promoteur du Samu social, ne partage pas le point de vue du maire de Longjumeau. Jeudi soir, interrogé sur France-Inter, il a déclaré : « L'enfer est pavé de bonnes intentions. Il s'agit d'une bonne in-

tention mais ce n'est pas comme cela qu'il faut faire. Ce serait une régression. Les gens qui ont tout perdu ont quand même le droit à leur liberté et à leur dignité. Il faut prendre le temps d'expliquer, de montrer à ces gens qu'ils sont importants, offrir un thé, un café, mais il faut aussi leur laisser leur liberté. Donc je ne suis pas d'accord avec le maire de Longjumeau. Je pense qu'il a le souci de préserver ces gens, mais il faut préserver leur âme, aussi. »

Sylvia Maric

COMMENTAIRE

PRINCIPES OPPOSÉS

On peut, dans la France de 1997 mourir de froid dans la rue. Faut-il en conclure qu'on laisse des êtres humains mourir de froid ? Le débat soulevé aujourd'hui par le maire de Longjumeau est complexe dans la mesure notamment où il conduit à opposer la notion de liberté individuelle à celle de la non-assistance à personne en danger.

On pourrait ici être tenté d'établir un parallèle avec la situation difficile dans laquelle se trouve un médecin confronté à un gréviste de la faim. On connaît les termes de ce débat : le médecin ne peut, au nom de sa déontologie, imposer une prise en charge thérapeutique à un patient qui la refuse. A l'inverse, au nom du code pénal, ce même médecin peut être poursuivi pour non-assistance à personne en danger.

Cette équation apparemment insoluble trouve sa solution lorsque le patient faute de disposer de sa conscience n'est plus en état d'exprimer son choix. Le médecin doit alors faire face au danger vital, quelle que soit la position prise an-

tiérieurement par son patient. S'agissant de la prise en charge des sans-abri, le débat de principe qui oppose le maire de Longjumeau au docteur Xavier Emmanuelli n'est pas tout à fait de même nature. Le plus souvent, ce ne sont pas des médecins mais des travailleurs sociaux qui ont à décider de la conduite à tenir. Faut-il prendre acte de la « volonté » d'un sans-abri, de rester dans la rue par très grand froid ? Faut-il au contraire imposer à la force - de la conduire dans une structure d'accueil ou dans un hôpital.

Ce débat ne peut être sorti du contexte plus général caractérisé par le dramatique manque de moyens accordés par les pouvoirs publics et les collectivités locales, aux services sociaux et aux associations qui, inlassablement, viennent en aide aux sans-abri. En toute hypothèse, la présence systématique de médecins aux côtés des équipes d'assistance et une amélioration des conditions de vie dans les structures d'accueil permettraient de lever bien des ambiguïtés.

Franck Nouché

Treize ans de prison requis contre Omar Zemmiri

LE PROCUREUR DU ROI a requis, jeudi 2 janvier, une peine de treize ans d'emprisonnement contre Omar Zemmiri, un Français d'origine algérienne jugé par le tribunal belge de Tournai pour tentative d'homicide volontaire, prise d'otages et infractions à la législation sur les armes. Le 29 mars 1996, Omar Zemmiri et son complice, Christophe Caze, avaient quitté une maison de Roubaix (Nord), quelques minutes avant l'assaut donné par les policiers français du RAID contre ce pavillon où séjournaient plusieurs hommes soupçonnés d'attaques à main armée et en relations avec la mouvance islamiste. Les quatre hommes restés dans la maison avaient été tués lors de l'assaut policier (Le Monde du 30 mars).

Christophe Caze et Omar Zemmiri avaient été interceptés peu après par les gendarmes belges, sur une autoroute près de Courtrai (Belgique). Le premier avait été tué dans une fusillade. Omar Zemmiri s'était réfugié dans une maison voisine et avait pris deux femmes en otage, avant de se rendre, à l'issue d'une longue négociation. Le tribunal a mis son jugement en délibéré au 30 janvier.

DÉPÊCHES

■ **BIRMANIE** : Les journalistes ne sont plus autorisés à se rendre au domicile, à Rangoun, d'Aung San Snn Kyi, chef de l'opposition birmane. Les diplomates et les membres de la Ligue nationale pour la démocratie, parti de Mme Sun Kyi, devront disposer, pour le faire, d'une autorisation officielle. Telles sont les dispositions annoncées, jeudi 2 janvier, par un porte-parole de la junte au pouvoir lors d'une conférence de presse mensuelle.

■ **RUSSIE** : la population russe a diminué de 430 000 personnes en 1996, et comptait, à la fin de cette année, 147,5 millions d'habitants, a indiqué jeudi 2 janvier le comité d'Etat aux statistiques. Le taux de mortalité a légèrement diminué en 1996, de 15 pour mille à 14,4 pour mille, mais le taux de natalité a baissé également, de 9,5 à 9 pour mille. En 1995, le comité d'Etat aux statistiques avait pronostiqué une baisse de la population russe de 5,1 millions d'ici à 2005. - (AFP)

■ **LITUANIE** : la police des gardes-frontières lituaniens va verser des primes importantes aux habitants ayant fourni des informations permettant d'arrêter des immigrants clandestins, a annoncé jeudi 2 janvier l'agence russe Itar-Tass.

■ **SONDAGE** : la cote de confiance de Jacques Chirac perd un point, pour s'établir à 36 %, et celle d'Alain Juppé gagne un point, à 26 %, selon l'enquête Sofres réalisée auprès d'un échantillon de 1 000 personnes du 21 au 24 décembre 1996 et publiée par l'Agence de sondage du 4 janvier.

■ **ABATTEMENTS FISCAUX** : les employés des 80 professions qui devraient voir supprimer leurs abattements fiscaux pour frais professionnels continueront à bénéficier de déductions pour le calcul de l'assiette des cotisations sociales. Un arrêté du 30 décembre paru au Journal officiel du 31 décembre maintient la possibilité de réduire la base des cotisations en appliquant le taux d'abattement en vigueur avant la réforme fiscale « dans la limite de 50 000 francs par année civile » et par salarié.

"La Rue Discount des Arts de la Table à Paris"

Sur toutes les grandes marques
Porcelaine - Cristal
Orfèvrerie - Cadeau

SOLDES à partir du 4 janvier

Rue de Paradis - Paris 10^e (Métro Poissonnière / Gare de l'Est)

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

MARTINE AUBRY

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
JEAN-MICHEL BEZAT (LE MONDE)
ET
DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

BOURSE		TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		8615 LE MONDE
Cours relevés le vendredi 3 janvier, à 10 h 15 (Paris)				
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
Tokyo Nikkei	-2,35	Paris CAC 40	2254,97	-3,54
Hong Kong Index	-1,84	London FT 100	2254,97	-3,54
Tokyo, Nikkei sur 3 mois		Zurich	2254,97	-3,54
		Milan IRI 30	2254,97	-3,54
		Frankfurt Dax 30	2254,97	-3,54
		Bombay	2254,97	-3,54
		Stoxx 50	2254,97	-3,54
		Madrid Iboex 35	2254,97	-3,54
		Amsterdam CDS	2254,97	-3,54

Tirage du Monde daté jeudi 2 janvier 1997 : 474 338 exemplaires

3